

HISTOIRE

DE NAPOLÉON.

TOME 3.

PARIS, IMPRIMERIE DE CH. DEZAUCHE,
RUE DU FAUB.-MONTMARTRE, N. 11.



HISTOIRE POPULAIRE

DE

NAPOLÉON.



PARIS,

JULES LEFEBVRE ET COMPAGNIE, ÉDITEURS

RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, N° 18.

HISTOIRE POPULAIRE

DE

NAPOLÉON

ET DE

LA GRANDE ARMÉE,

PAR M. HORACE RAISSON.

TROISIÈME ÉDITION.

On parlera de sa gloire
Sous le chaume bien long-temps,
L'humble toît dans cinquante ans,
Ne connaitra pas d'autre histoire.
BÉRANGER.

TOME TROISIÈME.

PARIS,
CHARLES MARIN, ÉDITEUR,
RUE GRANGE-AUX-BELLES, N. 4.

1830.

HISTOIRE POPULAIRE

DE NAPOLÉON

ET DE

LA GRANDE ARMÉE.

CHAPITRE PREMIER.

SOMMAIRE : Dépêche du Directoire.—Lettre au général Kléber.—Départ de Bonaparte pour la France.

Juill. à oct. 1799.

Tandis que la victoire, fidèle à Bonaparte, couronnait de lauriers les drapeaux d'Égypte, les rois de l'Europe redoublèrent d'efforts pour abattre la république : le Directoire se vit forcé d'appeler à son aide le jeune général qui déjà les avait châtiés, et de lui ordonner ainsi un prompt retour :

Au général Bonaparte, commandant en chef l'armée d'Orient.

« Les efforts extraordinaires, citoyen général, que l'Autriche et la Russie viennent de déployer, la tournure sérieuse et presque alarmante que la guerre a prise, exigent que la république concentre ses forces. Le Directoire vient en conséquence d'ordonner à l'amiral Brueys d'employer tous les moyens qui sont en son pouvoir pour se rendre maître de la Méditerranée et pour se porter en Égypte, à l'effet d'en ramener l'armée que vous commandez. Il est chargé de se concerter avec vous sur les moyens à prendre pour l'embarquement et le transport. Vous jugerez, citoyen général, si vous pouvez avec sécurité laisser en Égypte une partie de vos forces, et le Directoire vous autorise, dans ce cas, à en confier le commandement à qui vous jugerez convenable.

» Le Directoire vous verrait avec plai-

ir ramené à la tête des armées républicaines, que vous avez jusqu'à présent si glorieusement commandées.

» *Signé :* Treilhard, La Réveillère-Lepeaux, Barras. »

C'est au Caire que Bonaparte, de retour de son expédition de Syrie, avait reçu cette dépêche; elle eût suffi pour réveiller dans son âme le désir de revoir la France, quand bien même plusieurs lettres de ses frères ne lui eussent pas déjà retracé les dangers de la patrie et les vœux de ses concitoyens qui le rappelaient sur le premier théâtre de ses exploits. Il savait les revers éprouvés par les armées républicaines en Allemagne et en Italie; il conçut dès-lors le projet de retourner en Europe, et de braver les périls d'une traversée hasardeuse.

La destruction de l'armée ottomane sur la plage d'Aboukir avait levé les obstacles qui le retenaient encore en Égypte. Il donna l'ordre secret de mettre promptement

les frégates *la Muiron* et *la Carrère* en état de faire voile.

L'amiral Gantheaume, chargé de lui rendre compte jour par jour des mouvemens de la croisière anglaise, le prévient tout-à-coup que celle-ci a disparu depuis le 11 août. Il faut saisir le moment et partir; mais comment annoncer sa résolution à une armée qui le regarde comme un dieu tutélaire? Quels adieux adressser à des compagnons qui ont souffert, combattu, vaincu avec lui, et qui croient leur destinée attachée à la sienne? Soit crainte d'abattre leur courage, soit désir de s'épargner le tableau d'une séparation déchirante, Bonaparte, en quittant le Caire, supposa une tournée dans les provinces de la Basse-Égypte.

Le 21 août, il était de nouveau à Alexandrie; c'est de cette ville qu'il adressa au général Kléber une lettre dont voici les principaux articles :

« Vous trouverez ci-joint, citoyen général, un ordre pour prendre le comman-

dement de l'armée. La crainte que la croisière anglaise ne paraisse d'un moment à l'autre, me fait précipiter mon voyage de deux ou trois jours. J'emmène avec moi les généraux Berthier, Lannes, Murat, Andréossy, Marmont et les citoyens Monge et Berthollet.

» Vous trouverez ci-joints tous les papiers anglais de Francfort jusqu'au 10 juin; vous y verrez que nous avons perdu l'Italie, que Mantoue, Turin et Tortone sont bloqués. J'ai lieu de croire que la première de ces places tiendra jusqu'au mois de novembre; j'ai l'espérance, qui me sourit, d'arriver en Europe avant le commencement d'octobre.

» Vous trouverez ci-joint un chiffre pour correspondre avec le gouvernement, et un autre pour correspondre avec moi.

» L'arrivée de notre escadre à Toulon, venant de Brest, et de l'escadre espagnole à Carthagène, ne laisse aucune espèce de doute sur la possibilité de faire passer en Égypte les fusils, sabres et fers coulés

dont vous aurez besoin et dont j'ai l'état le plus exact, avec une quantité de recrues suffisantes pour réparer les pertes des deux campagnes. Le gouvernement vous fera connaître alors ses intentions, et moi, homme public ou particulier, je prendrai des mesures pour vous faire avoir fréquemment des nouvelles.

» Si, par des événemens incalculables, toutes les tentatives étaient infructueuses, et qu'au mois de mai vous n'eussiez reçu aucun secours ni nouvelles de France; si cette année, malgré toutes les précautions, la peste était en Égypte, et que vous perdissiez plus de quinze cents soldats, perte considérable, puisqu'elle serait en sus de celle que les événemens de la guerre occasionneraient journellement; je dis que, dans ce cas, vous ne devez point vous hasarder de soutenir la campagne prochaine, et vous êtes autorisé à conclure la paix avec la Porte ottomane, quand même l'évacuation devrait en être la condition principale. Il faudrait seule-

ment éloiguer l'exécution de cet ordre, si cela était possible, jusqu'à la paix générale.

» Vous savez aussi bien que personne, citoyen général, combien la possession de l'Égypte est importante pour la France. L'empire turc, qui tombe en ruines de tous côtés, s'écroule aujourd'hui, et l'évacuation de l'Égypte par la France serait un malheur d'autant plus grand que nous verrions, de nos jours, cette belle province passer en d'autres mains étrangères.

» Les nouvelles des revers ou des succès de la républiqne en Europe doivent influer puissamment sur ces calculs.

» Vous connaissez, citoyen général, quelle est ma manière de voir la politique de l'Égypte. Il faut endormir le fanatisme en attendant qu'on puisse le déraciner. En captivant l'opinion des grands scheïks du Caire, on a l'opinion de toute l'Égypte et de tous les chefs du peuple. Il n'y a rien de plus dangereux pour nous que ces chefs

peureux et pusillanimes, qui ne savent pas se battre, et qui, semblables à tous les prêtres, imposent le fanatisme sans être fanatiques.

» Quant aux fortifications, Alexandrie et El-Arich, voilà les deux chefs de l'Égypte. J'avais le projet de faire établir cet hiver des redoutes de palmiers, deux depuis Salahieh jusqu'à Katieh, et deux de Katieh à El-Arich ; une de ces dernières se serait trouvée dans l'endroit où le général Menou a trouvé de l'eau potable.

» La place importante que vous allez occuper va vous mettre à même de déployer les talens que la nature vous a donnés. L'intérêt de ce qui se passe est vif, et les résultats en seront immenses sur le commerce et la civilisation : ce sera l'époque d'où dateront les grandes révolutions.

» Accoutumé à ne voir la récompense des peines et des travaux de la vie que dans l'opinion de la postérité, j'abandonne l'Égypte avec le plus grand regret. L'inté-

rêt de la patrie, sa gloire, l'obéissance, les événemens extraordinaires qui viennent de se passer, me décident à traverser les escadres ennemies pour me rendre en Europe.

» L'armée que je vous confie est toute composée de mes enfans. J'ai eu dans tous les temps, même au milieu de leurs plus grandes peines, des marques de leur attachement. Entretenez-les dans ces mêmes sentimens, vous le devez pour l'amitié et l'estime toute particulière que j'ai pour vous, et l'attachement que je vous porte.

» Bonaparte. »

Il joignit à cette lettre une pièce officielle ainsi conçue :

« Il est ordonné au général Kléber de prendre le commandement en chef de l'armée d'Orient, le gouvernement m'ayant appelé auprès de lui.

» Bonaparte. »

Il écrivit au divan, lui annonçant une

expédition contre les Anglais, et confia à Menou le commandement d'Alexandrie, Rosette et Bahieh.

Enfin, le 22 août, à dix heures du soir, une petite embarcation vint le prendre avec mystère et le transporta à bord de *la Muiron*. Le contre-amiral Gantheaume commandait cette frégate.

Au moment d'appareiller, une frégate anglaise fut signalée. Les compagnons de Bonaparte en tirèrent un mauvais augure pour le succès du voyage. « Ne craignez rien, leur dit-il, nous arriverons; la fortune ne nous trahira point : nous arriverons en dépit des Anglais. »

Le 9 octobre, après quarante-un jours de route sur une mer sillonnée de vaisseaux anglais, Bonaparte débarqua à Fréjus. La rade fut en un moment couverte de canots : toute la population voulait voir, contempler le vainqueur des Pyramides, du Thabor, d'Aboukir. Avant l'arrivée des préposés à la santé, les deux frégates avaient communiqué avec la terre :

hâtons-nous de dire que la peste avait cessé en Égypte et qu'il n'y avait aucun malade à bord. Bonaparte, impatient, se fit délivrer par le médecin un certificat constatant qu'il n'y avait pas lieu à quarantaine, la pratique ayant eu lieu à Ajaccio; et le jour même, à six heures du soir, il monta en voiture, accompagné seulement de Berthier, pour se rendre en toute hâte à Paris.

CHAPITRE II.

Sommaire : Installation de Kléber. — Défaite des janissaires à Damiette. — Traité d'El-Arich. — Rupture du traité. — Bataille d'Héliopolis. Mourad s'allie aux Français. — Soulèvement du Caire. — Assassinat de Kléber.

1800.

Ce fut avec un sentiment bien amer d'inquiétude et de regret que Bonaparte s'éloigna de cette belle Égypte qu'il était venu conquérir et civiliser. Les talens, la bravoure de Kléber, qu'il s'était choisi pour successeur, devaient toutefois le rassurer sur la suite et les résultats de l'expédition; nul autre n'était plus digne de continuer Bonaparte; et sans l'horrible attentat qui priva l'armée de ce chef, le vaste plan conçu avec tant d'audace, conduit avec tant de persévérance et d'habi-

leté, eût produit à la France les plus précieux résultats.

Les historiens de Bonaparte ont jusqu'à ce jour jugé convenable de suivre leur héros à son retour, et se sont contentés de tracer sommairement la fin de l'expédition d'Égypte. Nous croirions cette partie de notre travail incomplète, si nous n'entrions dans quelques détails sur les événemens qui suivirent le départ de Bonaparte. Absent de son armée de prédilection, il l'animait encore de son génie, et ce romanesque épisode de sa vie est digne, autant que tout autre, d'intéresser le lecteur jusque dans son malheureux dénoûment.

Kléber était dès long-temps connu des soldats français : la victoire avait consacré son nom. Patriote ardent, il avait fait ses premières armes sous Custine; il s'était signalé dans la Vendée; à Fleurus, à Maëstricht, à Altenkirken il s'était couvert de gloire; en Égypte il avait ajouté à sa renommée le lustre de plusieurs exploits mémorables. Animé de la plus vive sollicitude

pour les soldats, il se plaçait entre eux et le peuple conquis, et savait tenir dans un juste équilibre la balance entre les vainqueurs et les vaincus.

A peine Bonaparte fut-il embarqué, que la proclamation suivante fut mise à l'ordre du jour.

« Soldats !

» Des nouvelles de l'Europe m'ont décidé à partir pour la France. Je laisse le commandement au général Kléber; l'armée aura bientôt de mes nouvelles : je ne puis en dire davantage. Il me coûte de quitter des soldats auxquels je suis le plus attaché; mais ce ne sera que momentanément, et le général que je vous laisse a la confiance du gouvernement et la mienne.

» Bonaparte. »

L'armée, étonnée d'abord, fut tout à coup frappée de stupeur à cette nouvelle.

On eût dit que Bonaparte avait emporté avec lui toutes les espérances de ses soldats.

Bientôt cependant l'espérance reprit place dans les cœurs. On crut que le général en chef était allé chercher de puissans renforts, et la confiance que Kléber savait inspirer fut encore un motif de consolation.

Après la fête magnifique dont Kléber entoura son installation, sa première pensée fut d'assurer le bien-être du soldat et de mettre un terme aux exactions des fournisseurs ; plusieurs furent punis exemplairement.

Le 1er. vendémiaire trouva l'armée jouissant dans le Delta d'un repos acheté par tant de victoires; le nouveau général en chef célébra avec une grande pompe l'anniversaire de la fondation de la république, et sembla dans un discours adressé à ses troupes, annoncer un prochain terme à l'expédition.

La terrible leçon d'Aboukir avait rendu

le grand-visir d'une extrême circonspection; il réunissait sous ses drapeaux, en Syrie, une armée formidable, ne voulant hasarder le combat que lorsqu'il serait sûr de la victoire. Cependant, soit qu'il cédât à l'influence britannique, ou qu'il eût dessein d'opérer une diversion utile à ses projets, il détacha un corps d'élite de sept mille janissaires, sous le commandement de Seïd-Ali-Bey, avec ordre de tenter une descente sur la côte de Damiette. Le commodore Sydney-Smith facilita les moyens de l'expédition, et bientôt ses vaisseaux portèrent les Musulmans en vue de cette partie de l'Égypte.

Seïd-Ali choisit pour point de débarquement l'endroit où le bras du Nil qui arrose Damiette, vient se jeter dans la Méditerranée. Ce lieu s'appelle le Bogaz, et donne son nom à un fort construit à l'embouchure du fleuve pour en défendre l'entrée.

Les janissaires commencèrent par s'emparer du fort; ensuite ils s'établirent sur

la rive droite du Nil et s'y retranchèrent.

A la nouvelle de cette invasion, Kléber fit partir deux batailons et cent cinquante dragons pour se joindre aux troupes de la province; mais Desaix, qui conduisait ce renfort, apprit en chemin que sa coopération était inutile, et que le général Verdier, avec les mille hommes qu'il commandait, venait de détruire les espérances des janissaires.

En effet, ce général les avait attaqués le 1er. novembre dans leurs retranchemens; après avoir vainement tenté de résister à l'impétuosité française, Anglais, Turcs, s'étaient rembarqués en désordre, laissant sur le rivage deux mille morts, huit cents prisonniers et cinq pièces d'artillerie.

L'Égypte vaincue n'était cependant pas entièrement soumise; l'armée occupait les points capitaux du pays; mais, presque réduite de moitié, elle manquait d'armes,

de poudre, de plomb et de fer coulé. Vainement Kléber attendit de l'argent, des hommes et des munitions; deux flottes sur lesquelles se fondait encore son espoir repassèrent le détroit de Gibraltar et rentrèrent dans l'Océan.

C'est alors que le nouveau général en chef se détermina à continuer les négociations qu'avait entamées Bonaparte, et transmit les motifs de sa conduite aux membres du Directoire exécutif. La fatale lettre où il peignait ses vives inquiétudes sur le sort de l'armée, tomba entre les mains des Anglais, qui s'empressèrent de la publier, afin d'enhardir la puissance ottomane et de la rendre inaccessible à toute espèce d'accommodement. Mais déjà le grand-visir avait agréé les deux plénipotentiaires que Kléber lui avait envoyés; c'étaient le général Desaix et l'administrateur général Poussielgue.

Kléber, pour donner aux négociations un appui imposant, porta une partie de

ses forces vers la frontière de la Syrie ; son armée affaiblie présenta encore alors une attitude respectable.

Mais sur ces entrefaites une officier anglais, John Douglas, donna au grand-visir l'infâme conseil de marcher sur El-Arich, et se chargea d'en diriger le siége, au moment où un armistice allait être arrêté. La garnison, surprise et entraînée par de perfides suggestions, n'essaya aucun moyen de défense. La plupart des soldats refusèrent même d'obéir à leurs officiers, et facilitèrent aux Turcs l'entrée de la citadelle. Un grenadier, du petit nombre des Français demeurés fidèles à l'honneur, se plaça au milieu de plusieurs barils de poudre et tira son dernier coup de fusil : l'explosion fit écrouler une partie du fort, et les lâches qui s'y tenaient renfermés périrent sous ses décombres avec ceux qui avaient profité de leur odieuse trahison.

L'attentat d'El-Arich méritait un châtiment sévère ; les règles de la guerre avaient été indignement violées : on n'a-

vait répondu à la franchise et à la loyauté que par une insigne félonie. Le brave général Desaix et l'administrateur général Poussielgue ne purent désormais se prêter qu'avec une sorte de répugance aux négociations entamées. Cédant à des considérations particulières, le général en chef leur envoya l'ordre exprès de traiter d'une manière définitive, sans compromettre néanmoins l'honneur de la France et de l'armée. On en vint à de nouvelles ouvertures; une convention se conclut, et Kléber y donna son approbation. Les principaux articles traitaient de l'évacuation du territoire égyptien : la Porte devait fournir les bâtimens destinés à ramener les troupes en France, tous les sujets de la république étaient rendus à la liberté; d'autres articles réglaient la position respective des deux armées, pendant une armistice de trois mois stipulée pour donner le temps d'exécuter le traité. La force des événemens empêcha l'exécution de ce traité, dans lequel Kléber et Desaix

avaient sauvé l'honneur du nom français, bien qu'en réalité il ne fût qu'une capitulation dissimulée sous des formes diplomatiques.

Toujours fidèle à sa politique astucieuse, l'Angleterre n'avait pas pris part au traité d'El-Arich; ou du moins aucun agent accrédité par le cabinet de Londres n'y avait apposé sa signature.

Aussi, à peine les Français eurent-ils évacué les forts de Salahieh, Belbeïs, Katieh, et ceux de la Haute-Égypte, qu'ils apprirent qu'on apportait des obstacles à leur embarquement. Une lettre émanée du ministre plénipotentiaire anglais auprès de la Porte ottomane devint le signal d'un prochain renouvellement d'hostilités; elle renfermait la défense expresse d'exécuter immédiatement le traité d'El-Arich. Kléber, indigné, ordonna de réarmer les forts, et de faire revenir les munitions qu'on avait transportées à Alexandrie. Il déclara en même-temps à Mustapha-Pacha, commissaire de la Porte, que l'évacuation de

l'Égypte était différée, et manifesta l'intention de marcher contre le grand-visir, si celui-ci opérait le moindre mouvement au-delà de Belbeïs.

Nonobstant ces réclamations et ces menaces, le chef des Ottomans ne tarda pas à paraître dans la plaine de la Qoubbeh aux portes du Caire, et vint s'établir en vue des avant-postes français. Un officier anglais, muni des dépêches de l'amiral Keith, informa Kléber que le gouvernement britannique ne consentait à aucune capitulation avec l'armée de la république, excepté le cas où elle mettrait bas les armes, et abandonnerait ses vaisseaux, ses munitions et ses bagages aux puissances alliées. Le général en chef ne répondit rien à l'émissaire et se contenta de faire imprimer la missive anglaise avec ce *post-scriptum* :

« Soldats, on ne répond à une telle insolence que par la victoire; préparez-vous à combattre. »

Tous jurèrent de venger l'injure qu'ils

venaient de recevoir ; un cri de guerre unanime retentit.

A la voix de Kléber, les troupes qui occupaient la Haute et la Basse Égypte se concentrèrent sous les murs du Caire. Les prétentions injurieuses du gouvernement anglais et les perfides menées de la Sublime-Porte demandaient une vengeance éclatante.

L'armée ottomane comptait soixante-dix mille combattans ; Kléber n'avait que dix mille hommes ; il les disposa en quatre bataillons carrés, soutenus par la cavalerie et l'artillerie : ses dispostions furent si habiles, que partout ses troupes présentaient un front impénétrable. Il importait aux Français de s'emparer du village de Matariez ; un vif combat eut lieu avec l'avant-garde, que Junot eut bientôt culbutée. Le visir se mit en mouvement alors pour protéger son avant-garde, et prit position derrière un bois de palmiers. Le général Friant le repoussa et le contraignit de fuir dans le désert.

Kléber, après avoir envoyé quelques troupes vers le Caire, se porte à travers une masse d'ennemis sur le camp de Junot; mais le grand-visir, épouvanté, s'était enfoncé dans le désert avec environ cinq cents hommes de bonne escorte. On n'apercevait dans son camp que des tentes renversées, des coffres brisés, des caisses remplies de parfums et de vêtemens, des selles et des harnais épars, des pièces d'artillerie, des litières et des ameublemens confondus ensemble; rien ne put échapper au pillage : la perfidie anglaise entraîna la destruction de l'armée ottomane et la perte des richesses qu'elle possédait.

L'intérieur de l'Égypte réclama seul alors l'attention de Kléber. Son premier soin fut de recourir aux moyens d'assurer la reddition des places situées sur le littoral de la Méditerranée : lui-même, à la tête du septième régiment de hussards, des troisième et quatorzième régimens de dragons, de la quatre-vingt huitième brigade et d'une partie de la soixante-neuvième reprit la route du Caire.

Cette place avait été le théâtre d'événemens d'une nature alarmante. Les habitans du faubourg de Boulak, armés de sabres et de fusils, s'étaient portés le 20 mars au fort Camin, et avaient failli tuer ou massacrer les troupes françaises qui l'occupaient. Pendant que les deux armées luttaient dans la plaine, des bruits mensongers se répandaient au milieu de la cité sur l'issue de la bataille. La défaite des Français semblait inévitable; la populace exaltée criait victoire, courait au quartier qu'habitaient les négocians d'Europe, les accablait d'injures, brisait les portes de leurs maisons, de leurs comptoirs et de leurs magasins, les égorgeait sans pitié et jetait leurs corps dans le canal Khalidji.

Pendant deux jours entiers, une poignée de Français commandés par Duranteau soutint l'attaque de dix mille hommes, et cent quatre-vingts soldats lui suffirent pour conserver un poste auquel le général ennemi attachait une haute importance. Il sentait cependant combien sa situation

était critique, le besoin de secours lui paraissait de plus en plus impérieux, lorsqu'il vit s'avancer la colonne du général Lagrange, qui se faisait jour à travers quatre mille cavaliers turcs et mamelucks, et venait annoncer la victoire d'Héliopolis. Arrivèrent ensuite les divisions des généraux Friant et Donzelot, et les Français songèrent à prendre à leur tour l'offensive.

Les Turcs construisirent dans les rues des barricades de douze pieds de hauteur et à double rang de créneaux; ils se défendirent pied à pied, et réduisirent les assaillans à la nécessité de mettre le feu aux maisons voisines du quartier-général, et aux environs d'Esbekieh. Le spectacle du Caire bombardé et livré aux flammes ne servit qu'à augmenter leur rage.

Parut enfin le général Kléber. Son caractère le portait naturellement aux voies de conciliation, et, dans cette circonstance, il avait à ménager une armée déjà bien affaiblie par plusieurs campagnes;

d'ailleurs les munitions étaient presque épuisées. Aussi, tout en déployant un grand appareil de forces, tenta-t-il les voies de conciliation. Bientôt les chefs ottomans lui proposent une capitulation, dont il accepte les principaux articles : mais aucune des conditions ne sera exécutée, car à peine la nouvelle de l'arrangement est-elle connue dans la cité, que les meneurs du peuple et tous ceux qui se sont signalés par des excès, craignant les représailles françaises, complotent toute sorte de moyens afin d'empêcher l'accomplissement de la convention. Les prêtres s'arment de la parole de Dieu, les vieillards et les femmes se précipitent aux pieds des soldats, les suppliant, avec des sanglots et des cris lamentables, de ne pas les abandonner à la fureur du glaive chrétien. Les musulmans sont émus, et lorsque les Français se présentent, conformément au traité, pour occuper certains postes, on refuse de les leur livrer, on les insulte, ou les traite en ennemis. Kléber jugea dès

lorsqu'il serait obligé d'en venir à des extrémités terribles.

L'homme qui dans ces circonstances rendit le plus de services aux Français, ce fut Mourad, le valeureux chef des Mamelucks. Il leur faisait passer des subsistances, des munitions, et jusqu'à des matières combustibles. La haine du gouvernement turc, dont les récriminations étaient à craindre, avait mis ce bey du parti de la France. Lorsqu'il eut appris les conférences d'El-Arich, il s'était empressé de se rapprocher de Kléber, qui reçut ses émissaires et lui envoya les siens. Un traité consacra entre eux cette alliance.

L'obstination meurtrière des habitans du Caire ne pouvait fléchir que devant des actes de sévérité; les mesures que l'on avait prises et les secours de Mourad mettaient les Français en état de porter des coups décisifs; le général en chef n'hésita plus à prendre conseil des événemens, quoique son âme répugnât à la violence.

Après des combats acharnés, et qui du-

rèrent plusieurs jours, l'ennemi, après s'être défendu de rue en rue, de maison en maison, est obligé de céder tous ses postes, et cependant le combat continue avec le même acharnement, le Caire est presque en entier consumé par l'incendie, et le faubourg de Boulak n'est plus qu'un monceau de cendres.

Sur ces entrefaits le général en chef apprend que les Anglais ont récemment débarqué des troupes au port de Suez. Il ordonne à l'adjudant-général Mareschi d'aller en reprendre le commandement, et au chef de brigade Lambert de l'accompagner. Leurs troupes ne se composaient que de quelques braves, et cependant elles entrèrent dans la ville de Suez, malgré la résistance de leurs adversaires.

Les habitans du Caire cependant s'étaient soumis : de nouvelles conférences eurent lieu entre le général de l'armée française et les émissaires des chefs de l'armée ottomane. Kléber communiqua son traité avec Mourad, et dicta les arti-

cles de la capitulation, qu'Ibrahim-Bey et Nassif-Pacha ratifièrent avec empressement. L'échange des otages destinés à en garantir la validité s'effectua le 22 avril; les trois jours suivans furent consacrés à l'évacuation du Caire, et le général en chef y fit son entrée solennelle le 27.

Vaincus après tant d'efforts, les habitans du Caire s'attendaient à de terribles représailles; Kléber se contenta de les frapper d'une contribution de 12 millions; Samanhoud, Damiette, Méhalet-el-Kébir, furent de même imposées militairement: la caisse militaire se remplit; on put acquitter les dettes de l'armée et pourvoir à ses besoins.

Cependant les secours promis par Bonaparte ne pouvaient arriver; l'armée, continuellement éclaircie par les atteintes de la guerre et d'un climat étranger, avait besoin de se recruter; sans espoir du côté de la France, il fallait lever des soldats sur le sol même qu'on avait conquis par les armes, et changer des ennemis en auxi-

liaires; c'est à quoi réussit Kléber. Sa sagesse et l'amour qu'il avait inspiré aux vaincus enfantèrent des légions.

A peine échappé des périls du désert, le cœur gonflé de honte et de rage, le grand-visir, de retour en Syrie, se hâta de publier des écrits où le chef de l'armée française était représenté comme un homme sans foi, un destructeur de religions. Au nom de Mahomet et du Coran, le ministre invitait tous les bons Musulmans au *combat sacré*, leur rappelant que des récompenses éternelles attendent ceux qui égorgent un infidèle : il promit en outre sa protection et des récompenses terrestres à quiconque frapperait le commandant des chrétiens en Égypte. Cet appel au fanatisme fut entendu, et bientôt se présenta un Séide.

Soleyman-el-Halebi se faisait remarquer à Jérusalem, une des villes saintes, par son ardente piété. Agé d'environ vingt-quatre ans, il était dévoré d'une profonde mélancolie, qu'entretenait dans son âme

l'exaltation religieuse. Le *combat sacré* lui ouvrait les portes des cieux : il n'hésite pas à se dévouer, et reçoit de la main des agens du grand-visir un poignard, afin de consommer le glorieux sacrifice. On lui donne aussi trente pièces d'argent, avec un dromadaire pour faire la route. Des lettres de recommandation doivent lui procurer un asile et des appuis au Caire : cet asile est une mosquée, ces appuis sont des prêtres.

Pendant un mois Soleyman se prépare au *combat sacré* par des prières et des jeûnes : il suit tous les jours sa victime, il étudie avec soin ses habitudes, et se familiarise avec les localités du quartier-général.

Kléber demeurait depuis quelque temps à Giseh; mais le 14 juin, après avoir passé une revue dans l'île de Roudah, il entra dans la capitale et vint demander à déjeuner au général Damas, son chef d'état-major. Lorsqu'on se fut levé de table, il prit à part l'architecte Protain, et lui pro-

posa d'aller au quartier-général pour se concerter avec lui sur les réparations à y faire. La maison de Kléber était attenante à celle de Damas. Comme ils traversaient la galerie qui sépare les deux bâtimens, un homme assez mal vêtu, profitant du moment où l'architecte était à quelque distance, s'approche du général en chef, se prosterne avec humilité, et semble vouloir présenter un placet; Kléber, de son côté, ému de l'air de misère du suppliant, s'avance et se penche vers lui; Soleyman se relève alors, tire un poignard et perce sa victime droit au cœur. Le général tombe en criant : Je suis assassiné! Protain accourt, saisit le meurtrier; mais Soleyman le frappe de six coups de poignard et le renverse. Il retourne vers Kléber étendu, et lui fait trois nouvelles blessure. Rage inutile! l'infortuné guerrier ne pouvait survivre à la première atteinte.

La galerie où se commettait ce grand attentat donnait sur la place d'Esbekiech;

un guide qui passait a entendu le cri : Je suis assassiné! il court à la maison du général Damas. On se lève en désordre, on s'empresse : on trouve la victime baignant dans son sang. Kléber respirait encore; mais les secours de l'art lui furent vainement prodigués; il ne proféra plus une seule parole, et bientôt l'armée d'Égypte fut veuve du vainqueur d'Héliopolis.

A cette nouvelle, la fureur des soldats ne connut plus de bornes. Vengeance aux mânes de Kléber! ce fut le cri qu'ils poussèrent d'une même voix. On fut obligé de battre la générale pour les réunir; toute l'autorité des officiers ne parvint qu'avec peine à empêcher les plus affreuses représailles.

Toutes les recherches furent d'abord inutiles; on ne pouvait connaître l'assassin; enfin, dans les jardins du quartier-général, sous le feuillage d'un nopal touffu, on découvrit Soleyman. Sous les efforts de la torture il avoua son crime, et

nomma son instigateur. Jussuf-Pacha, le visir, partagea dès lors aux yeux de l'Europe la honte de l'assassin.

Le général Menou, qui se trouvait depuis peu de jours au Caire, prit le commandement en chef de l'armée par droit d'ancienneté; et dans une proclamation il rendit un dernier tribut au brave Kléber, et révéla en les flétrissant les infâmes machinations du grand-visir.

Une commission militaire fut nommée pour juger Soleyman et les ulémas de la mosquée d'El-Heazar, dont il avait dénoncé la complicité. Trois de ces ministres furent arrêtés; confondus par les déclarations et les reproches de lâcheté dont les accablait le fanatique Syrien, ils montrèrent le plus grand abattement; mais l'assassin, du moment où tout fut découvert, ne cessa de se glorifier de son action et de la rapporter à Dieu.

Les trois prêtres furent condamnés à avoir la tête tranchée; le tribunal, pour épouvanter quiconque voudrait imiter le

zèle exécrable de Soleyman, ordonna qu'il aurait d'abord le poing brûlé, et qu'il serait ensuite empalé : son corps, abandonné sur l'instrument du supplice, devait servir de pâture aux oiseaux de proie.

Les obsèques de Kléber furent un douloureux spectacle pour l'armée qui l'aimait comme un camarade et un père. Fourrier prononça sur sa tombe un discours touchant. Quant à Soleyman, il subit son double supplice avec une constance que le fanatisme religieux a seul le pouvoir d'inspirer.

Desaix s'était embarqué pour la France quelques jours après la ratification du traité d'El-Arisch ; Menou, qui, par droit d'ancienneté, succéda à Kléber dans le commandement de l'armée, ne devait sa fortune militaire qu'à une grande bravoure personnelle ; du reste son incapacité était connue du dernier soldat, et du jour de son élévation, on put prévoir les tristes résultats de l'expédition.

Le 1er mars 1801, les Anglais opérèrent

un débarquement à Aboukir, malgré les héroïques efforts de la faible garnison d'Alexandrie, commandée par l'intrépide et habile Friant. Le combat avait duré trois heures, pendant lesquelles seize cents Français avaient lutté contre douze mille Anglais, protégés par le feu d'une multitude de chaloupes canonnières.

Menou assembla, à la nouvelle de ce danger, un conseil de guerre. Tous les généraux français sont convaincus de la nécessité de tenter un coup décisif contre les Anglais, avant qu'ils aient fait leur jonction avec l'armée turque qui s'avance par la Syrie. C'était vouloir mourir au champ d'honneur : on marche à l'ennemi.

Les Français combattirent à Canope comme à Aboukir, comme à Héliopolis, comme à tant d'autres lieux illustrés par leurs exploits. Ils ne comptaient que huit mille trois cents combattans contre seize mille deux cents ennemis, protégés par des retranchemens garnis d'une formidable artillerie. Le désavantage du nombre, celui

de la position semblaient avoir irrité leur courage, et si les dispositions militaires du général en chef l'eussent secondé, la victoire ornait d'une nouvelle couronne les drapeaux de la république.

Il en fut autrement.

A la première faute de faire attaquer les redoutes par des corps faibles et isolés que l'ennemi écrasa l'un après l'autre, Menou joignit bientôt celle de jeter intempestivement au milieu de l'action toute sa cavalerie de réserve. En vain le général Roize, qui la commandait, voulait opposer quelques représentations; elles furent vaines. « Mes amis, dit alors ce brave à sa troupe, on nous envoie à la gloire et à la mort : marchons! » Ils s'élancent : la première et la seconde ligne anglaises sont rompues. Roize et ses compagnons pénètrent jusque dans le camp ennemi; mais, arrivés là, ils se trouvent embarrassés dans les cordes qui assujettissent les tentes, et périssent après avoir fait des prodiges de valeur. La

destruction d'une aussi vaillante réserve entraîna la retraite de l'armée française.

Après sa défaite, Menou se renferma dans Alexandrie, malgré les conseils des autres généraux qui voulaient continuer d'agir activement contre les Anglais. Le fatal moment était arrivé.

La capitale d'Egypte succomba la première. Béliard y commandait. Par l'inconcevable incurie du général en chef, les vivres, les munitions de guerre manquaient dans la place. Pour comble de malheur, les Français venaient de faire une perte irréparable : Mourad était mort de la peste à Bénisouef, au moment où il s'était mis en mouvement pour rejoindre ses alliés. L'absence de ses secours, au moment d'une pareille crise, était un coup trop sensible.

Un conseil de guerre, réuni dans la place, fut unanime sur l'inutilité de la résistance. Sans munitions on ne pouvait soutenir le siége; et l'avis du brave Dupas, qui s'écriait : « Croyez-moi, soldats de

Bonaparte et de Kléber, abandonnons nos retranchemens, allons affronter l'ennemi dans les siens; » ne pouvait être suivi. Les Ottomans étaient au nombre de cent mille hommes; quinze mille Anglais les soutenaient de leur discipline et de leur exemple, et Béliard ne commandait que cinq mille Français.

On ne dut donc songer qu'à profiter du temps où l'on pouvait encore exiger une capitulation honorable. En conséquence, Béliard envoya un parlementaire à Hutchinson, qui s'empressa d'ouvrir l'oreille aux propositions des Français : des commissaires nommés de part et d'autre se réunirent dans un lieu intermédiaire, et procédèrent sans délai à la rédaction des articles d'une capitulation où rien ne fut arrêté qui ne fût digne de la république et de ses soldats.

On prit pour base de ce traité les conditions stipulées par Kléber à El-Arisch.

Voici quelques-uns des principaux articles :

« Art. 1er. Les corps de l'armée française de terre et de mer, les troupes auxiliaires du général de division Béliard, évacueront la ville du Caire, la citadelle, les forts Boulacq et Gizeh et toute la partie de l'Egypte qu'ils occupent en ce moment.

» 2. Les corps de l'armée française et les troupes auxiliaires se retireront par terre à Rosette, en suivant la rive gauche du Nil, avec armes, bagages, artillerie de campagne, caissons, munitions, pour y être embarqués, et de là transportés dans les ports français de la Méditerranée, avec leurs armes, artillerie, caissons, munitions, bagages, effets, aux frais des puissances alliées. Il est convenu que lesdits corps seront transportés dans lesdits ports du continent français par la voie la plus prompte et la plus directe.

» 3. A dater de la signature et ratification de la présente convention, les hostilités cesseront de part et d'autre. Les généraux des armées anglaise et ottomane s'engagent en conséquence à faire fournir,

à leur frais, aux troupes françaises et auxiliaires, les moyens de transport par eau pour porter les bagages, vivres et effets au point de l'embarquement : tous ces moyens de transport par eau seront mis le plus tôt possible à la disposition des troupes françaises à Gizeh.

» 6. Les bagages, munitions et autres objets voyageant par eau seront escortés par des détachemens français et par des chaloupes armées des puissances alliées.

» 13. Aucun habitant de l'Egypte, de quelque religion qu'il soit, ne pourra être inquiété dans sa personne ni dans ses biens, pour les liaisons qu'il aurait eues avec les Français pendant leur occupation de l'Egypte, pourvu qu'il se conforme aux lois du pays.

» 14. Les malades qui ne pourront pas supporter le transport, seront admis à un hôpital, où ils seront soignés par des officiers de santé et employés français, jusqu'à leur parfaite guérison : alors ils seront renvoyés en France les uns et les autres,

aux mêmes conditions que les corps de troupes. »

Les autres articles règlent les moyens de transport, les précautions de santé et les garanties de bonne foi réciproques.

Le traité fut ratifié le 8 messidor an IX, et revêtu des signatures des commissaires anglais, turcs, français, ainsi que de celle du général Béliard.

Le général Menou entra dans un violent accès de rage en apprenant la nouvelle de la capitulation du Caire, et jura qu'il ne la ratifierait jamais. Lui-même cependant allait se trouver dans la nécessité de se soumettre à des conditions moins avantageuses. Environné chaque jour plus étroitement, sans vivres, sans munitions, il passait toutes les journées à chercher sur les flots de la Méditerranée les secours promis par Bonaparte et refusés par les destins. Dans cette attente plus que douteuse, il négligeait de s'opposer aux progrès de l'ennemi. Si les généraux Friant, Songis et Rampon n'eussent obvié à son

incurie, la garnison d'Alexandrie n'aurait quitté cette place que pour passer sur les pontons anglais.

L'armée anglo-turque resserrait de plus en plus la place.

Encore peu de jours, et le défaut de munitions de guerre et de bouche allait livrer les Français à la merci de l'ennemi : pour comble de malheur, des symptômes de peste s'étaient manifestés. Dans cette extrémité, les généraux français tinrent conseil en l'absence de leur chef, et décidèrent qu'il n'y avait pas un instant à perdre pour traiter à des conditions honorables. On fit part de cette décision à Menou.

Il ne consentit qu'après de longues hésitations à demander un armistice durant lequel on devait traiter d'une capitulation. Ce ne fut même qu'après des discussions fort animées que l'on tomba d'accord sur les bases de la capitulation; les conditions faites aux troupes du Caire furent rendues communes à celles de Menou. Nos soldats,

accoutumés à s'ouvrir une route autrement que par des traités, accueillirent avec un sentiment mélangé de joie, en songeant au retour dans la patrie, et de honte en envisageant les conditions qui les y ramenaient, la nouvelle de ce traité. Mais la nécessité parlait, et ils avaient la conscience d'avoir fait leur devoir; dévorés par ce désir intérieur qui, sur les terres lointaines, ramène toujours la pensée de l'homme vers la douce patrie, ils renfermèrent dans leurs cœurs les indices d'une joie achetée si cher : ils cachèrent leur bonheur à l'ennemi comme une honte.

Enfin tout s'organise pour l'embarquement : le transport des troupes s'effectua par convois. L'armée, en s'éloignant de l'Egypte, attesta par son attitude morne et silencieuse sa douleur de voir une expédition commencée sous de si heureux auspices, se terminer par une catastrophe aussi imprévue.

CHAPITRE III.

SOMMAIRE : Arrivée à Paris. — Aperçu de la situation des partis. — Journé du 18 brumaire.

Octobre à novembre 1799.

Le retour de Bonaparte en France fut salué d'une acclamation unanime. Tous les regards, toutes les espérances se portèrent vers le vainqueur de l'Italie, qui venait de se couvrir encore des palmes d'Aboukir. La conduite à tenir par Bonaparte en de telles circonstances était d'une extrême délicatesse: de toutes parts on le proclamait *le libérateur de la patrie.* Il dut s'empresser d'étudier la position vraie de la république, sur laquelle les gazettes de Francfort avaient si justement appelé sa sollicitude à son arrivée au Caire.

Les chouans, à cette époque, désolaient

la Bretagne ; la guerre civile, rallumée dans l'Ouest avec fureur, se propageait par le département de l'Eure jusqu'aux portes de Paris ; Bordeaux, Toulon étaient en armes ; l'Italie gémissait, soumise au joug des Austro-Russes ; Joubert venait de mourir en combattant à Novi. A peine quelques succès dus aux talens à et la fortune de Masséna et de Brune vengeaient-ils en Suisse et en Hollande les revers de nos armes, qu'ils ne pouvaient compenser.

Sur sa route il avait reçu partout un accueil triomphal : Aix, Avignon, Valence, Vienne, et surtout Lyon, avaient improvisé des fêtes sur son passage. Il comprit, il accepta ces présages de succès, et arriva le 16 octobre à Paris.

Moreau, qui venait de s'illustrer à la tête de notre armée, engagée dans une action terrible avec les Russes, était revenu à Paris ; Sieyès et ses amis avaient reporté leurs vues sur ce général. Mais à la nouvelle du débarquement de Bonaparte, Moreau sentit que le rôle que lui destinait

le Directoire n'était plus tenable, et lui-même appela l'attention de Sieyès sur Bonaparte. Le Directoire ne savait pas ce que tout le monde sentait à Paris, ce que l'on répétait dans les lieux publics; qu'un parti nouveau se présentait pour dominer tous les autres: c'était le parti de l'armée, qui, n'ayant paru sur le théâtre politique qu'au 18 fructidor, allait profiter de l'ascendant qu'on lui avait donné en implorant ses dangereux secours contre une portion des Conseils et du Gouvernement.

Le vainqueur de Toulon, de vendémiaire, d'Italie et d'Égypte, représentait ce parti, le seul redoutable désormais; et certes, ce n'était pas pour venir offrir son appui au Directoire que Bonaparte avait précipité son arrivée à Paris.

Dès le 17 octobre, il se rendit au Luxembourg; reconnu par les soldats, il fut salué par des cris d'allégresse: il exposa en séance particulière la situation de l'Égypte; il déclara aux directeurs qu'instruit des malheurs de la France, il n'était revenu

que pour la défendre. Il jura sur son épée que son départ n'avait point d'autre cause, que lui-même n'avait point d'autre intention. Les directeurs le crurent, ou feignirent du moins de le croire.

De ce jour, Bonaparte rentra dans la vie privée, n'admettant chez lui que quelques savans, les généraux de sa suite, et des amis particuliers : il se montrait peu en public, et n'allait au théâtre qu'en loge grillée. Il ne put cependant refuser le banquet que lui offrirent les deux Conseils dans le temple de la Victoire (l'église Saint-Sulpice) ; mais il ne fit que paraître à cette espèce de fête, et sortit avec Moreau.

La situation des affaires de l'intérieur l'intéressait cependant vivement. Le succès des projets qu'il avait résolu de mettre à exécution dépendait plus encore de la disposition des esprits que de la hardiesse et de la force des moyens d'accomplissement : il reçut de précieux documens à cet égard des gens placés à portée d'apprécier les

événemens et les hommes : Cambacérès, Rœderer, Réal, Regnault de Saint-Jean-d'Angély, Boulay de la Meurthe, Daunou, Chénier, Maret, Sémonville, Murat, Bruix. Talleyrand, Fouché de Nantes, se rangèrent de son parti.

De toutes parts on pressait le général Bonaparte de se mettre à la tête non pas d'un mouvement, mais d'une révolution. Voici l'état des partis qu'il fallait embrasser ou combattre dans l'intérieur : Jourdan, Augereau et Bernadotte figuraient au premier rang de la faction démocratique du *Manége*. Cette faction, qui se ralliait aux directeurs Moulins et Gohier, alors président, se composait des révolutionnaires républicains. Elle fit ses confidences à Bonaparte; il les accepta, et tenait ostensiblement pour Gohier et Moulins. Sieyès dirigeait les modérés qui siégeaient dans le Conseil des Anciens. Il proposait à Bonaparte d'exécuter un coup d'État médité dès long-temps, et lui soumettait une constitution qu'il avait silencieusement éla-

borée; Barras, placé à la tête des spéculateurs, des hommes de plaisir, flottait entre les deux partis, et aurait voulu s'en débarrasser pour gouverner seul à sa guise: voilà le motif de l'accueil qu'il avait fait à Bonaparte, qui l'appelait le chef des pourris. Un quatrième parti se formait des conseillers de Bonaparte qui ne se souciaient ni de la démagogie de Gohier, ni de la métaphysique de Sieyès, ni de la corruption de Barras. A la tête se rangeait Fouché, ministre de la police du Directoire. Il avait rompu avec les républicains qui méprisaient sa versatilité; et à l'arrivée de Bonaparte, il se hâta de commencer vis-à-vis du Directoire le rôle qu'il n'a cessé de jouer depuis sous les divers gouvernemens de la France. Ses services parurent d'autant plus précieux qu'il pouvait être plus nuisible aux projets du général. Il fallut donc recevoir les ouvertures de Fouché comme une nécessité. Talleyrand de Périgord, récemment disgracié, se jeta aussi dans le

parti de Bonaparte, prévoyant qu'il serait le plus fort.

Bonaparte était résolu à dissoudre le Directoire ; il voulait toutefois que cette opération ne fût pas une révolution, mais un changement. Sieyès lui proposait de le placer à la tête du gouvernement, en changeant la constitution de l'an III, qu'il jugeait mauvaise, pour adopter les institutions et la constitution qu'il avait méditées, et qui étaient encore dans son portefeuille.

C'est alors que les directeurs Barras, Moulins et Gohier lui insinuèrent de reprendre le commandement de l'armée d'Italie, de rétablir la république cisalpine et la gloire des armées françaises. Moulins et Gohier étaient de bonne foi ; ils croyaient que tout irait bien dès l'instant que Bonaparte aurait donné de nouveaux succès aux armées. Barras était loin de partager cette sécurité : il savait que tout allait mal, que la république périssait ; mais, soit

qu'il eût contracté des engagemens avec le prétendant, soit qu'il s'abusât sur sa situation personnelle, il crut pouvoir se maintenir à la tête des affaires. Une conversation qui eut lieu entre Barras et Bonaparte, après un dîner que ce dernier avait accepté chez le directeur, décida et hâta le renversement du gouvernement directorial.

Cependant toutes les factions étaient en mouvement; les officiers de la garnison, les quarante adjudans de la garde nationale de Paris n'avaient pu être encore présentés au général. Les divers corps de la garnison avaient vainement sollicité d'être passés en revue par lui; les citoyens de Paris se plaignaient de l'incognito qu'il s'obstinait à garder; personne ne pouvait concevoir cette conduite; l'impatience gagnait tout le monde, on murmurait contre Bonaparte: « Voilà quinze jours qu'il est arrivé, disait-on, et il n'a encore rien fait. Prétend-il agir comme à son retour d'Italie,

et laisser périr la république dans l'agonie des factions qui la déchirent? »

Le 15 brumaire, Sieyès et Napoléon eurent une entrevue dans laquelle ils arrêtèrent toutes les dispositions pour la journée du 18. Il fut convenu que le Conseil des Anciens, que Sieyès dirigeait, profitant de l'article 102 de la constitution, décréterait la translation du Corps-Législatif à Saint-Cloud, et nommerait Bonaparte commandant en chef de la garde du Corps-Législatif, des troupes de la division militaire de Paris, et de la garde nationale. Bonaparte devait ensuite se rendre aux Tuileries, et prendre commandement de la capitale.

Le 17, prétextant un voyage, il fit dire à tous les officiers qu'il les recevrait le lendemain à six heures, et aux régimens qu'il les passerait en revue le même jour à sept heures du matin aux Champs-Élisées. Il prévint en même temps tous les généraux qui étaient revenus d'Égypte, et tous ceux

dont il connaissait les sentimens, qu'il serait bien aise de les voir de bonne heure. Moreau, ayant appris par le bruit public qu'il se préparait un changement, fit dire à Bonaparte qu'il se mettait à sa disposition. Ni Augereau ni Bernadotte ne furent prévenus. Enfin, Bonaparte fit prévenir le général Lefèvre qui commandait la division militaire, et qui était tout dévoué au Directoire, de se rendre chez lui à six heures du matin.

Quant aux troupes, Murat, Leclère et Sébastiani se chargèrent de les faire marcher sous le nouveau drapeau. Dans la nuit du 17 au 18 chaque régiment connut son ordre de mouvement, mais les chefs seuls furent dans la confidence de Bonaparte,

Dubois-Crancé, ministre de la guerre, n'avait pu ignorer le mouvement qui se préparait en faveur de Bonaparte. Résolu de s'y opposer, il courut le 17 chez Gohier, président du Directoire, et après lui avoir révélé ce dont la police militaire l'avait

instruit, il proposa d'arrêter Bonaparte : mais le Directoire accordait toute confiance aux protestations de Fouché, il était d'ailleurs rassuré par les sentimens que Bonaparte lui avait témoignés depuis son retour; les révélations de Dubois-Crancé furent considérées comme une fable ; Gohier lui interdit l'exécution de son projet.

Sur ces entrefaites, et au moment où la maison de Bonaparte était remplie de tout ce que Paris comptait de militaires influens, le député Cornet lui apporta le décret qui mettait l'armée à sa disposition et ordonnait la translation des deux Conseils représentatifs à Saint-Cloud. Dès-lors la liberté fut perdue. Sans le décret du Conseil des Anciens, Bonaparte n'eût pu exécuter ses projets ambitieux; il n'eût certes pas tenté de changer en vingt-quatre heures les formes du gouvernement, au sein de la capitale.

Cornet, cependant, donna lecture dans le salon même de Bonaparte du décret, ainsi conçu :

« Le Conseil des Anciens, en vertu des articles 102, 103 et 104 de la Constitution, décrète ce qui suit: 1° Le Corps-Législatif est transféré dans la commune de Saint-Cloud. Les deux Conseils y siégeront dans les deux ailes du palais. 2° Ils y seront rendus demain, 19 brumaire, à midi. *Toute continuation de fonction et de délibération est interdite ailleurs avant ce terme.* 3° Le général Bonaparte est chargé de l'exécution du présent décret: il prendra toutes les mesures nécessaires pour la sûreté de la représentation nationale. Le général commandant la 17e division, la garde du Corps-Législatif, les gardes nationales sédentaires, les troupes de ligne qui se trouvent dans la commune de Paris, dans l'arrondissement constitutionnel et dans toute l'étendue de la 17e division, sont mis immédiatement sous ses ordres, et tenus de le reconnaître en cette qualité. Tous les citoyens lui prêteront main-forte à la première réquisition. 4° Le général Bonaparte est appelé dans le sein du con-

seil, pour y recevoir une expédition du présent décret et prêter serment. 5° Le présent décret sera de suite transmis par un message au Conseil des Cinq-Cents et au Directoire exécutif; il sera imprimé, affiché, promulgué et envoyé dans toutes les communes de la république par des courriers extraordinaires. »

La lecture de ce premier manifeste de la révolution organisée entre Sieyès et Bonaparte terminée, celui-ci ordonna aux adjudans de faire battre la générale, et de proclamer le décret dans tous les quartiers de Paris; lui-même, à cheval, se rendit au château des Tuileries par le Pont-Tournant: introduit dans la salle des séances du Conseil des anciens, avec son état-major, « Citoyens, dit-il, la république périssait; vous l'avez su, et votre décret vient de la sauver. Malheur à ceux qui voudraient le trouble et le désordre! Je les arrêterai, aidé des généraux Berthier, Lefebvre et de tous mes compagnons d'armes. Qu'on ne cherche pas dans le passé

des exemples qui pourraient rétarder votre marche. Rien dans l'histoire ne ressemble à la fin du XVIIIe. siècle : rien dans la fin du XVIIIe. siècle ne ressemble au moment actuel. Votre sagesse a rendu ce décret, nos bras sauront l'exécuter. Nous voulons une république fondée sur la liberté civile, sur la représentation nationale ; nous l'aurons. Je le jure. Je le jure en mon nom et en celui de mes compagnons d'armes. »

Le bruit se répandit bientôt dans toute la capitale que Bonaparte était aux Tuileries, et qu'il ne fallait plus obéir qu'à lui seul. Le peuple y courut en foule. En ce moment Bonaparte envoya un aide de camp à la garde du Directoire pour lui communiquer le décret, et lui prescrire de ne recevoir d'ordre que de lui. Cette garde monta à cheval pour aller rejoindre les autres troupes, et abandonna ainsi Barras et ses collègues ; les Directeurs protestèrent contre le décret du Conseil des Anciens; Moulins donna sa démission ; Bonaparte fit reprocher à Barras les dila-

pidations qui avaient perdu la république, et insista pour qu'il donnât aussi sa démission; Talleyrand fut chez ce directeur, et la rapporta. Sieyès et Roger-Ducos l'avaient déjà donnée. Ainsi, dès ce moment le Directoire se trouva dissous, et Bonaparte seul chargé du pouvoir exécutif de la république.

Le Conseil des Cinq-Cents s'était assemblé sous la présidence de Lucien Bonaparte; mais la constitution était précise; le décret du Conseil des Anciens était dans ses attributions; il n'y avait rien à objecter. Les membres de ce conseil se conformèrent à la nécessité, et ajournèrent la séance pour le lendemain à Saint-Cloud. En traversant les rues de Paris et les Tuileries, ils furent témoins de l'enthousiasme du peuple, toujours ami du changement.

Jourdan et Augereau vinrent trouver Bonaparte aux Tuileries; Augereau l'assura de son dévouement. Il leur conseilla de ne pas se montrer à Saint-Cloud à la

séance du lendemain, de rester tranquilles, de ne pas compromettre les services qu'ils avaient rendus à la patrie, car aucun effort ne pouvait s'opposer au mouvement qui était commencé.

Cambacères, ministre de la justice, Fouché, ministre de la police, et tous les autres ministres se rendirent aux Tuileries et reconnurent la nouvelle autorité.

A sept heures du soir, Bonaparte eut un conseil aux Tuileries ; Sieyès proposa d'arrêter les quarante principaux meneurs opposans : cet avis était sage, mais Bonaparte croyait avoir trop de force pour employer tant de prudence ; rien ne put vaincre son obstination fondée sur un sentiment de justice et de confiance.

C'est dans cette réunion que l'on convint de l'établissement des trois consuls provisoires, et de l'ajournement des conseils à trois mois.

Les membres de la majorité des Cinq-Cents, de la minorité des Anciens, et les

principaux du *Manége*, passèrent toute la nuit en conciliabules.

Quoique l'on eût travaillé sans relâche pour préparer les salles du palais de Saint-Cloud, à deux heures après midi, l'orangerie, destinée au Conseil des Cinq-Cents, n'était pas encore prête. Ce retard de quelques heures eut de très-graves conséquences : les députés, arrivés depuis midi, se formèrent en groupes dans le jardin, les esprits s'échauffèrent, ils se sondèrent réciproquement, se communiquèrent et organisèrent leur opposition. Ils demandèrent au Conseil des Anciens ce qu'il voulait ; pourquoi il les avait fait venir à Saint-Cloud. Le petit nombre d'individus qui étaient dans le secret laissaient alors percer que l'on voulait régénérer l'État, en améliorant la constitution, et ajourner les conseils. Ces insinuations ne réussissant pas, une hésitation se manifesta parmi les membres sur lesquels on comptait le plus.

La séance s'ouvrit enfin : Émile Gau-

din monta à la tribune, peignit vivement les dangers de la patrie, et proposa de nommer une commission pour faire un rapport sur la situation de la république. Les vents, renfermés dans les outres d'Eole, en s'échappant avec furie, n'excitèrent jamais une plus grande tempête. De toutes parts s'élevèrent les cris *à bas le dictateur!* L'orateur fut précipité avec fureur en bas de la tribune. L'agitation devint extrême. Delbred demanda que les membres prêtassent de nouveau le serment, *la constitution ou la mort!* Lucien, Boulay et leurs amis pâlirent; l'appel nominal eut lieu. L'assemblée semblait se prononcer avec tant d'unanimité au cris de *vive la république*, qu'aucun député n'osa refuser de prêter ce serment; Lucien lui-même y fut contraint. Tous les esprits étaient en suspens; les zélés devenaient neutres, les timides avaient déja changé de bannière. Il n'y avait pas un instant à perdre; Bonaparte entra au Conseil des Anciens, et se plaçant à la barre vis-à-vis du président :

« Vous êtes sur un volcan, dit-il; la république n'a plus de gouvernement : le Directoire est dissous; les factions s'agitent; l'heure de prendre un parti est arrivée. Vous avez appelé mon bras et celui de mes compagnons d'armes au secours de votre sagesse; mais les instans sont précieux, il faut se prononcer. On parle d'un César, d'un nouveau Cromwell; on répand que je veux établir un gouvernement militaire.... Si j'avais voulu usurper l'autorité suprême, je n'aurais pas eu besoin de recevoir cette autorité du Sénat. Plus d'une fois, et dans des circonstances extrêmement favorables, j'ai été appelé par le vœu de la nation, par le vœu de mes camarades, par le vœu de ces soldats qu'on a tant maltraités depuis qu'ils ne sont plus sous mes ordres.... Le Conseil des Anciens est investi d'un grand pouvoir, mais il est encore animé d'une plus grande sagesse : ne consultez qu'elle; prévenez les déchiremens; évitons de perdre ces deux choses pour lesquelles nous avons fait tant

de sacrifices, *la liberté* et *l'égalité*. » — « Et *la Constitution?* s'écria le député Linglet, la Constitution de l'an III, qui peut seule maintenir la république. Jurez-lui obéissance avec nous! » — « La Constitution, reprit Bonaparte avec violence, osez-vous l'invoquer? vous l'avez violée au 18 fructidor, au 22 floréal, au 30 prairial; vous avez en son nom violé tous les droits du peuple..... Nous fonderons malgré vous la liberté et la république. Aussitôt que les dangers qui m'ont fait conférer des pouvoirs extraordinaires seront passés, j'abdiquerai ces pouvoirs. » — « Et quels sont ces dangers? lui cria-t-on; que Bonaparte s'explique! » — « S'il faut s'expliquer tout-à-fait, répondit-il, s'il faut nommer les hommes, je les nommerai. Je dirai que les directeurs Barras et Moulins m'ont proposé eux-mêmes de renverser le gouvernement. Je n'ai compté que sur le Conseil des Anciens; je n'ai point compté sur le Conseil des Cinq-Cents, où se trouvent des hommes qui

voudraient nous rendre la Convention, les échafauds, les comités révolutionnaires..... Je vais m'y rendre; et si quelque orateur payé par l'étranger parlait de me mettre hors la loi, qu'il prenne garde de porter cet arrêt contre lui-même. S'il parlait de me mettre hors la loi, j'en appelle à vous, mes braves compagnons d'armes! à vous, mes braves soldats, que j'ai menés tant de fois à la victoire! à vous, braves défenseurs de la république, avec lesquels j'ai partagé tant de périls pour affermir la liberté et l'égalité! je m'en remettrai, mes vrais amis, à votre courage et à ma fortune!» Le général parlait avec véhémence, les grenadiers répondirent par le cri de *vive Bonaparte*, en agitant en l'air leurs bonnets et leurs armes.

En ce moment on vint prévenir Bonaparte que dans le Conseil des Cinq-Cents l'appel nominal était terminé et que l'on discutait sur sa mise hors la loi. Il court aussitôt aux Cinq-Cents et entre dans la

salle chapeau bas. A la vue de Bonaparte et de ses soldats, des imprécations remplirent la salle: *Ici des hommes armés!* s'écrièrent les députés, *à bas le dictateur! A bas le tyran! Hors la loi le nouveau Cromwell! C'est donc pour cela que tu as vaincu!* » s'écria Destrem. Bigonnet s'avance et dit à Bonaparte: « *Que faites-vous, téméraire! Retirez-vous! Vous violez le sanctuaire des lois!* » Cependant Bonaparte parvient à la tribune malgré la plus ardente opposition; il veut parler, mais sa voix est étouffée par les cris mille fois répétés de *vive la Constitution! vive la république! Hors la loi le dictateur!* Aréna s'avance vers lui et s'écrie avec indignation: « *Tu feras donc la guerre à ta patrie!* »

Une sorte de terreur s'empara en ce moment de Bonaparte; il crut qu'on en voulait à sa vie, et ne put proférer une parole. Aussitôt les grenadiers s'avancent précipitamment jusqu'à la tribune, en s'écriant: *Sauvons notre général!* et ils

l'entraînent hors de la salle. On voulut plus tard parler de poignards; Bonaparte fit une pension à un soldat prétendu blessé : l'opinion a fait justice de ces accusations infâmes. Les républicains détestaient l'ambitieux Bonaparte, ils le mettaient hors la loi, jamais ils n'ont tenté de l'assassiner.

Lucien, qui présidait, s'efforça en vain de défendre son frère. Tous les députés se levèrent et s'écrièrent à la fois : *Hors la loi! Aux voix la mise hors la loi contre le général Bonaparte !*

Lucien même est sommé d'obéir à l'assemblée, et de mettre aux voix la mise hors la loi contre son frère. Indigné, il refuse, abdique la présidence et quitte le fauteuil. Cependant Bonaparte était monté à cheval. Il avait harangué les soldats, et il attendait Lucien pour dissoudre la législature. Celui-ci arrive, monte à cheval à côté de Bonaparte, requiert le concours de la force pour rompre l'assemblée, et s'adresse ainsi aux troupes: « Vous ne recon-

naîtrez, leur dit-il, pour législateurs de la France, que ceux qui vont se rendre auprès de moi. Quant à ceux qui resteraient dans l'orangerie, que la force les expulse! Ces brigands ne sont plus les représentans du peuple; ce sont les représentans du poignard. »

Au milieu de l'agitation que vient de produire cette scène, Murat entre dans la salle à la tête des grenadiers, et la fait évacuer de force; les députés se sauvèrent en désordre par les fenêtres de l'orangerie.

La révolution qui avait mis Bonaparte à la tête de la republique était consommée. Il avait violé toutes les lois du pays, il avait flétri le grand principe de la représentation nationale, le sanctuaire de la législature avait été transformé en une arène, et la dictature militaire allait nécessairement succéder au régime directorial. Les vrais républicains jetèrent un regard d'effroi sur l'avenir, et prévirent

le funeste résultat de cette invasion de l'armée dans les affaires civiles.

Après la dispersion des députés, Lucien se rendit au Conseil des Anciens, et là on composa à la hâte un Conseil des Cinq-Cents. On ne prévint pas d'autres membres que ceux du parti de Bonaparte qui étaient restés dans le palais. Cette poignée de parjures décrète alors que le général Bonaparte, les généraux et les soldats qui ont forcé les représentans d'abjurer leur mandat en face des baïonnettes, *ont bien mérité de la patrie.*

CHAPITRE IV.

SOMMAIRE : Consulat provisoire.—Travaux législatifs.—Consulat.—Pacification de la Vendée.—Constitution de l'an VIII.

Novembre 1799.

Pour la dixième fois depuis la chute du trône, et en moins de sept années, la nation française subissait un grand changement dans son régime intérieur. Cette fois du moins la révolution s'opérait sans commotion, et si Paris en attendait avec anxiété les résultats, il les attendait du moins sans crainte.

Les membres du Conseil des Cinq-Cents, rassemblés par Lucien, avaient rendu un décret qui, après avoir déclaré le Directoire déchu, créait une commission consulaire composée de Sieyès, Roger-Ducos et Bonaparte. Les législateurs

avaient ajourné leur session au premier vendémiaire.

Une proclamation que Bonaparte fit lire aux flambeaux dans les divers quartiers, instruisit Paris de ces événemens, dont Saint-Cloud avait été le théâtre.

A cinq heures du matin les trois consuls quittèrent Saint-Cloud, et vinrent recueillir au Luxembourg l'héritage du Directoire : ils tinrent leur première séance, et s'occupèrent de l'organisation du ministère. « Il est inutile de débattre entre nous la présidence, dit Roger-Ducos à Bonaparte, elle vous appartient de droit. » Sieyès, qui avait espéré que Bonaparte ne se mêlerait que des affaires militaires, et lui laisserait la conduite des affaires civiles, fut très-étonné lorsqu'il reconnut que ce jeune général avait des opinions arrêtées sur la politique, sur les finances, sur la justice, même sur la jurisprudence, enfin sur toutes les branches de l'administration. Aussi, le soir, en rentrant chez lui, dit-il en présence de Chazal, Talleyrand,

Boulay, Rœderer, Cabanis, conseillers privés de Bonaparte : « Nous avons un maître ; Bonaparte veut tout faire, sait tout faire, et peut tout faire. Dans la position déplorable où nous sommes, il vaux mieux nous soumettre que d'exciter des divisions qui nous amèneraient à une perte certaine. »

Dès cette première séance, Bonaparte composa le ministère de ses amis dévoués : Berthier fut nommé ministre de la guerre à la place de Dubois-Crancé ; Gaudin succéda à Robert-Lindet aux finances ; Cambacérès conserva la justice ; Reinhart fut maintenu provisoirement aux affaires étrangères ; Forfait remplaça Bourdon à la marine ; Laplace eut le ministère de l'intérieur ; Fouché, malgré l'opinion unanime des consuls sur son immoralité, resta à la police, et Maret fut nommé secrétaire général de la commission..

La France se trouvait à cette époque dans une position critique ; le trésor était vide, l'industrie stagnante, l'armée de l'intérieur mal vêtue et nourrie par des

réquisitions ; celles du Rhin et d'Helvétie souffraient beaucoup ; quant à celle d'Italie, dénuée de tout, sans subsistances, sans solde, elle s'était mise dans un état complet d'insubordination. Il y avait du reste peu de chances de remédier à tant de maux ; les sources étaient taries, le crédit anéanti ; la rente était tombée à six francs.

Bonaparte voulut améliorer à la fois tous les services ; son infatigable activité, les ressources puissantes de son esprit, eurent bientôt ramené la confiance. L'administration changea de face ; la discipline fut rétablie : Gaudin créa la caisse d'amortissement, et au moyen du système des obligations des receveurs-généraux, assura la rentrée des contributions.

Il importait surtout à Bonaparte de séduire, d'exalter l'opinion.

Il rappela à la tête de nos armées des hommes populaires : Moreau prit le commandement sur le Rhin ; Masséna retourna en Italie ; des négociations s'ouvrirent avec

l'Angleterre, relativement à l'échange des prisonniers ; les naufragés de Calais furent rendus à la liberté, une amnistie générale fut proclamée en faveur des conscrits et des réquisitionnaires; la loi des otages fut rapportée. Enfin, pour rendre à jamais mémorable l'époque du consulat, Bonaparte créa et mit sous sa direction spéciale une commission composée des plus célèbres jurisconsultes, dont la noble tâche devait être de créer le monument de nos lois civiles. Le choix, qu'il fit lui-même, indiquait quel esprit il voulait faire présider à son gouvernement. Il ne consulta que les talens; les opinions ne furent comptées pour rien, et le défenseur de Louis XVI, Tronchet siégea à côté du conventionnel Merlin. Il semblait qu'à force de soins et de sollicitude pour le bonheur de la France, Bonaparte voulût se faire pardonner la violence du coup d'état qui l'en avait rendu maître

Sieyès cependant n'avait prêté son appui aux entreprises du général Bonaparte que

dans l'espoir d'établir de concert une forme de gouvernement que depuis longtemps il avait médité. Dès que les deux commissions législatives tirées des deux conseils se réunirent pour conférer en présence des consuls sur un plan de constitution, il développa ses théories, qui obtinrent d'abord un assentiment général. Un corps législatif devait voter les lois; un sénat à vie avait mission de veiller au maintien de la constitution et des lois; le gouvernement avait l'initiative et choisissait le conseil d'état. Jusque là, Sieyès n'avait éprouvé aucune contradiction : il arriva enfin à la composition du gouvernement. Il proposa la nomination d'un grand Électeur à vie, nommé par le sénat, et choisissant ensuite deux conseils, l'un de la paix, l'autre de la guerre. Bonaparte vit aussitôt le plan de Sieyès : il prit une plume, et, sans mot dire, il biffa tout ce qui concernait le *grand Électeur.*

Il fallait cependant proposer un autre système de gouvernement : les amis de

Bonaparte mirent en avant la nomination d'un premier consul, chef suprême de l'État, secondé par deux consuls ayant voix consultative seulement.

Une vive opposition se manifesta aussitôt de la part de ce qu'il y avait de patriotes dans le conseil. Daunou, Chénier, Chazal, Tourton, combattirent cette proposition. Elle finit pourtant par l'emporter, modifiée seulement en ce sens, que le premier consul ne serait nommé que pour dix ans, et rééligible.

Bonaparte était de plein droit premier consul; Sieyès ne voulut pas consentir à remplir la seconde place. Il fut nommé sénateur, contribua à organiser un sénat, et en fut le premier président. Bonaparte choisit pour deuxième consul Cambacérès, et pour troisième Lebrun. C'étaient deux hommes de mérite, deux personnages distingués; tous deux sages, moderés, capables, mais d'une nuance tout-à-fait opposée : Cambacérès était l'avocat des abus, des préjugés, des anciennes institu-

tions, du retour des honneurs, des distinctions; Lebrun était froid, sévère, insensible aux honneurs, combattant tous les priviléges, et y cédant sans illusion. Cambacérès jouissait, à juste titre, de la réputation d'un des premiers jurisconsultes de la république; Lebrun s'était fait remarquer, lors des discussions du conseil, par la justesse de ses vues, et la rectitude de ses jugemens en politique et en administration.

Les idées de Bonaparte étaient fixes et arrêtées, mais il lui fallait, pour les réaliser, le secours du temps et des événemens. L'organisation du consulat n'avait rien de contradictoire avec elles : il accoutumait à l'unité, et c'était un premier pas. Ce pas fait, Bonaparte allait marcher à la journée, sans s'écarter d'un point fixe, étoile polaire sur laquelle il allait prendre sa direction, pour conduire la révolution au port où il osait entreprendre de la faire aborder.

La commission consulaire n'avait existé

que six semaines, et le 24 décembre le gouvernement se trouva constitué d'une manière définitive.

Cependant la faction de l'étranger, qui voyait anéantir toutes ses espérances, voulut donner le change à l'opinion, en cherchant à persuader que Bonaparte travaillait pour les Bourbons.

Un des principaux agens du corps diplomatique demanda et obtint une audience du premier Consul, dans laquelle il lui avoua qu'il connaissait le comité des agens des Bourbons, à Paris; il en présenta même deux au premier consul : c'étaient Hyde de Neuville et Dandigné. Bonaparte les reçut à dix heures du soir, dans un des petits appartemens du Luxembourg. « Vous êtes en position de rétablir le trône, et de le rendre à son maître légitime, dirent ces deux agens à Napoléon : dites-nous ce que vous voulez faire, comment vous voulez marcher, et si vos intentions s'accordent avec les nôtres; nous

et tous les chefs de la Vendée, avec lesquels nous agissons d'accord, nous serons à votre disposition. »

Après avoir écouté ces propositions, Bonaparte répondit qu'il y aurait folie à songer au rétablissement du trône des Bourbons en France; qu'ils n'y pourraient arriver qu'en marchant sur cinq cent mille cadavres; que son intention était d'oublier le passé, et de recevoir les soumissions de ceux qui voudraient marcher dans le sens de la nation; qu'il traiterait volontiers avec les chefs vendéens, mais à condition que ces chefs seraient désormais fidèles au gouvernement national, et cesseraient toute intelligence avec les Bourbons et l'étranger. « J'oublie le passé et j'ouvre un vaste champ à l'avenir, ajouta-t-il; quiconque marchera droit devant lui, sera protégé sans distinction; quiconque s'écartera à droite ou à gauche, sera frappé de la foudre. »

Cette singulière conférence dura une

demi-heure, et l'on se convainquit de part et d'autre qu'il n'y aurait jamais moyen de s'entendre sur une pareille base.

Les nouveaux principes adoptés par les consuls firent heureusement cesser les troubles de Toulouse et de la Belgique. Des négociations furent ouvertes avec des chefs de la Vendée, en même temps que des forces considérables étaient dirigées contre eux.

Bonaparte s'était fait une grande renommée dans la Vendée; les chefs craignirent que l'opinion du pays ne les abandonnât. Chatillon, Suzannet, d'Autichamp, l'abbé Bernier, qui soutenaient l'insurrection de la rive gauche de la Loire, se soumirent le 17 janvier 1800. Sur la rive droite, Georges, la Prévalaye, Bourmont et Frotté commandaient les bandes de la Bretagne et du Maine. La Prévalaye et Bourmont se soumirent, séduits par les promesses de Fouché, et vinrent à Paris; Frotté fut pris par les colonnes mobiles et passé par les armes, avant que le général

Brune eût eu le temps d'apprendre son arrestation et de lui faire parvenir sa grâce. George se soutenait dans le Morbihan, au moyen des secours que lui fournissaient les Anglais : attaqué, battu, cerné par Brune, il capitula et demanda l'honneur d'être présenté au premier Consul. La guerre de l'Ouest se trouva ainsi terminée; une amnistie générale fut proclamée, et nos soldats n'eurent plus à accomplir cette tâche cruelle de combattre des Français.

CHAPITRE V.

SOMMAIRE : Négociations.—Formation de l'armée de réserve. — Passage du Mont Saint-Bernard.—Occupation de Milan.—Bataille de Montebello.—Bataille de Marengo.

Mai, juin 1800.

La constitution de l'an VIII investissait Bonaparte pendant dix ans d'une magistrature suprême; son premier soin fut de tenter de conclure la paix avec sa constante ennemie, l'Angleterre.

Accoutumé à traiter les affaires militairement, et peu soucieux des formes méticuleuses de la diplomatie, il écrivit directement au roi George, et lui proposa de mettre un terme à cette guerre cruelle, qui depuis huit ans divisait les deux peuples les plus éclairés de l'Europe. La réponse de l'Angleterre ne se fit pas attendre :

c'était un refus. Lord Grenville enveloppa sous toutes les formes de la politique la pensée de son cabinet, que Pitt avait exprimée plus nettement, en disant que « l'Angleterre ne pourrait signer la paix que quand la France serait rentrée dans ses anciennes limites. » Il fallait donc continuer à faire la guerre. Les relations des républiques française et américaine avaient cessé d'être amicales sous le Directoire, qui avait, après le 18 fructidor, fermé les ports aux bâtimens neutres. Le premier consul s'empressa de les rétablir; ses premières démarches auprès du congrès de l'Union furent accueillies, malgré les nombreux griefs dont se plaignaient les Américains: des plénipotentiaires passèrent les mers pour se rendre à Paris, où ils furent témoins des honneurs décernés à la mémoire de Washington, dont Fontanes et le général Lannes prononcèrent l'éloge dans une cérémonie brillante. Les deux républiques cessèrent dès lors ces représailles qui n'avaient fait que les aigrir mu-

tuellement, et vécurent dans la meilleure intelligence.

Bonaparte avait résolu de réunir et de fondre toutes les opinions; il réorganisa les tribunaux et les administrations départementales, et plaça dans la magistrature, ainsi que dans tous les emplois civils, un grand nombre d'hommes que les événemens avaient éloignés des affaires publiques; et, s'il ne voulut pas faire le procès au dix-huit fructidor, en rappelant en masse les proscrits de cette époque, il trouva le moyen de les faire assimiler aux émigrés : le gouvernement pouvait dès lors rayer et faire rentrer en France ceux qu'il ne regardait pas comme coupables. C'est ainsi que Portalis, Carnot, Barbé-Marbois, etc., furent de nouveau appelés à remplir des fonctions publiques.

Le genre de vie adopté par le premier consul excitait dans Paris un vif étonnement : actif, tempérant, simple, il avait fait succéder au costume antique des di-

recteurs, l'habit national. Ses journées étaient remplies par le travail, et il dérobait encore des heures au sommeil pour que rien d'important ne se fît sans lui être soumis. Son influence commençait à se faire sentir à l'extérieur, et tout présageait de prochains événemens d'une haute importance.

Au mois de janvier 1800, la France avait quatre armées sur pied : celle du nord, commandée par Brune; celle du Danube, sous les ordres de Jourdan, celle d'Helvétie, conduite par Masséna, et enfin celle d'Italie.

Bonaparte, forcé de recommencer la guerre, voulut mettre ses forces sur un pied respectable. Il commença par faire connaître à la nation « que le ministère anglais avait repousssé la paix, et que pour la commander *il fallait de l'argent, du fer et des soldats*. Il appelait aux armes toute la jeunesse, lui présageait la victoire, et jurait de ne combattre que pour le bonheur de la France et le repos du monde.

Loin d'éprouver la moindre difficulté pour les levées, il fut secondé avec ardeur et obéi sans murmures. La première classe de la conscription, c'est-à-dire tous les jeunes gens ayant atteint leur vingtième année sans distinction de rang et de fortune, furent mis à la disposition du ministre de la guerre.

L'armée du Nord avait forcé le duc d'York de se rembarquer : elle n'était plus en réalité qu'une armée d'observation destinée à s'opposer aux tentatives que l'Angleterre pourrait faire encore pour débarquer des troupes en Hollande.

L'armée du Danube, battue à Stockach, avait été obligée de repasser le Rhin.

L'armée d'Helvétie avait d'abord évacué une partie de la Suisse; mais Masséna y avait ramené la victoire, et après avoir battu les Russes à Zurich, il avait de nouveau conquis toute cette république.

Enfin l'armée d'Italie, battue à Génola, se ralliait en désordre sur les cols des Apennins. Paul Ier, mécontent de la poli-

tique de l'Autriche et de l'Angleterre, et affligé de la perte de l'élite de son armée, avait ordonné à ses troupes de quitter le champ de bataille et de repasser la Vistule. Tout présageait qu'il ne tarderait pas à se détacher de la coalition.

L'abandon de l'armée russe ne découragea pas l'Autriche; elle déploya tous ses moyens, et mit deux grandes armées sur pied : l'une en Italie, forte de cent quarante mille hommes, sous les ordres du feld-maréchal Mélas, et l'autre en Allemagne, commandée par le feld-maréchal Kray, composée de cent vingt mille hommes. Cette dernière était destinée à rester sur l'offensive pour couvrir l'Allemagne.

Mais le général Mélas avait ordre de s'emparer de Gênes, de Nice et de Toulon, où il devait être joint par l'armée napolitaine, et par les corps français que Villot et Pichegru devaient insurger dans le Midi. Le cabinet de Vienne comptait que ses armées seraient, au milieu de l'été, maîtresses de la Provence. La France n'a-

vait à opposer aux troupes de Mélas que trente-cinq à quarante mille hommes, qui gardaient l'Apennin et les hauteurs de Gênes; ces débris de l'armée d'Italie étaient acculés sur un pays pauvre, bloqués depuis long-temps par mer, et sans communication avec la vallée du Pô. La cavalerie, les charrois périssaient de misère; les maladies contagieuses et les désertions désorganisaient l'armée : le mal était arrivé au point que des corps entiers, tambours battant, drapeaux déployés, avaient abandonné leurs positions et repassé le Var.

Masséna fut alors envoyé à Gênes pour prendre le commandement de cette armée. Le premier consul arrêta le mal par des ordres du jour, d'un effet magique sur les soldats : l'armée se réorganisa, les subsistances furent assurées, les déserteurs rejoignirent. L'armée d'Italie vit avec enthousiasme, à sa tête, le général qui marchait toujours à l'avant-garde, et sous qui elle s'était couverte d'une gloire immortelle.

En même temps qu'il envoya Masséna à Gênes, le premier consul avait ordonné la réunion des armées du Rhin et d'Helvétie en une seule armée du Rhin; cette armée réunie était une des plus belles qu'ait jamais eues la république; elle comptait cent cinquante mille hommes, et était formée de toutes les vieilles bandes. Bonaparte en avait donné le commandement à Moreau, qui lui avait montré le dévouement le plus absolu dans la journée du 18 brumaire. Lecourbe commandait en second, et Dessoles était chef d'état-major. Tout l'hiver avait été employé à recruter, habiller et solder cette armée, naguère dans un denûment extrême, et elle se préparait à passer le Rhin pour la quatrième fois depuis l'ouverture de la campagne.

Le général Moreau dut prendre l'offensive et rentrer en Allemagne, afin d'arrêter le mouvement de l'armée autrichienne d'Italie, qui déjà était arrivée sur Gênes. L'ordre envoyé à Moreau par le premier

consul, renfermait en peu de mots un plan de campagne tel, qu'en six à sept jours l'armée du Rhin devait être devant Ulm, après avoir culbuté la gauche de l'ennemi, et rejeté le reste en Bohême. Ce plan d'opération devait donner lieu à des événemens plus ou moins décisifs, selon les chances de la fortune, l'audace et la rapidité des mouvemens du général français. Mais Moreau était incapable d'exécuter un pareil mouvement; il avait d'ailleurs conçu un plan tout différent. Il résista aux instructions du premier consul, et envoya le général Dessoles à Paris présenter un autre projet au ministre de la guerre. Bonaparte, fortement contrarié, pensa un moment à aller lui-même se mettre à la tête de cette armée; il calculait qu'il serait sous les murs de Vienne avant que l'armée autrichienne d'Italie fût devant Nice; mais l'agitation intérieure de la république s'opposa à ce qu'il quittât sa capitale. Le projet de Moreau fut modifié, et on l'autorisa à exécuter un plan

mitoyen. Moreau entra en campagne sans résolution; ses troupes se battirent presque toujours en détail, et, malgré leur supériorité sur celles du maréchal Kray, malgré les succès remportés par Lecourbe à Stockach, il fallut à Moreau quarante jours pour faire ce qui aurait pu être exécuté en huit à dix jours. Son armée se distingua par une ardeur incroyable : à Neubourg surtout, où elle se battit pendant trois heures à l'arme blanche. C'est là que périt le brave Latour-d'Auvergne : véritable preux, modèle de valeur et de vertu guerrière, blanchi dans les camps, et qui n'avait voulu accepter dans les armées d'autre titre que celui de premier grenadier. Il fut frappé au premier rang des grenadiers de la 46me demi-brigade; c'était le poste qu'il avait choisi. L'armée pleura sa perte et lui rendit des honneurs aussi brillans, mais plus sincères, que ceux qui suivent le trépas d'un général.

Du côté d'Italie, où se trouvaient les plus grandes forces de l'Autriche, le gé-

néral Mélas avait levé ses cantonnemens dès le commencement de mars. Laissant ses parcs de réserve et sa cavalerie dans les belles plaines qu'il occupait, ce général s'approcha de l'Apennin avec soixante-dix à quatre-vingt mille hommes. Le quartier-général de Messéna était à Gènes. Suchet commandait la gauche de l'armée française, forte de douze mille hommes; Soult avait reçu le commandement du centre, et Miollis barrait la rivière du levant avec la droite, forte de cinq mille hommes. Une réserve de cinq à six mille hommes était dans la ville.

La situation de l'armée française était délicate; elle exigeait beaucouup de diligence; l'arrivée des convois de blé était gênée par terre et par mer, le vice-amiral Keith ayant déclaré bloqués tous les ports de la rivière de Gênes, depuis Vintimille jusqu'à Sarzanne.

Les grandes opérations ne commencèrent que le 6 avril; les Autrichiens se présentèrent en force devant les retranche-

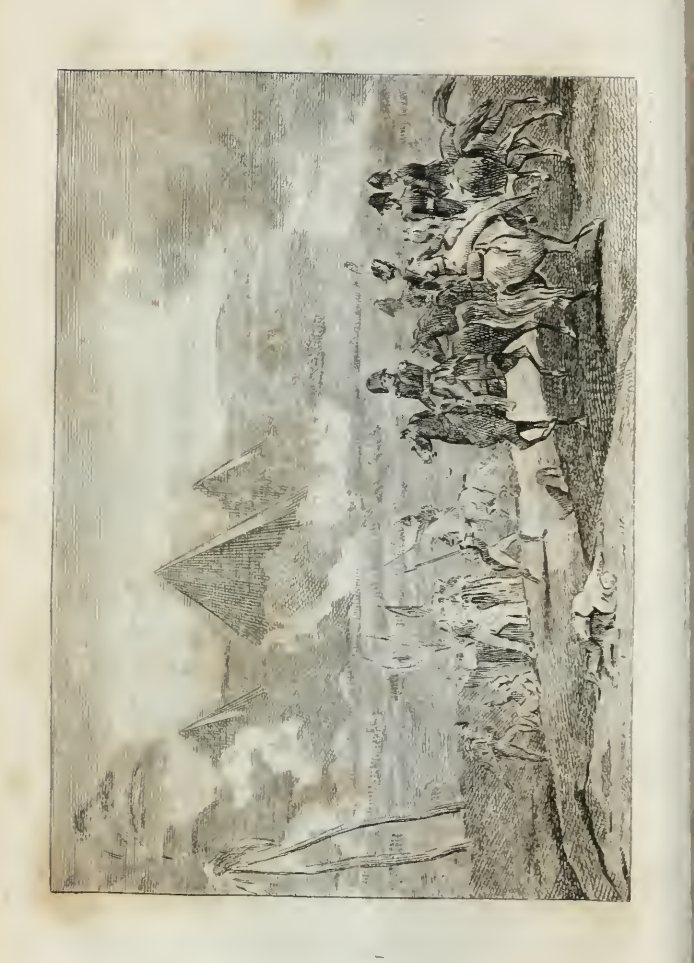
mens des Français, qui durent se retirer pour couvrir Gênes; Masséna sortit le lendemain de la ville, prit les Autrichiens à revers, et les précipita dans les ravins. Malgré plusieurs succès partiels que les Français obtinrent, l'armée française se trouva coupée; et toutes les tentatives faites par Masséna, pour rétablir ses communications avec Suchet, furent inutiles. Ce général dut se retirer, avec la gauche de l'armée, derrière le Var, et Masséna se concentra dans Gênes. Cette ville fut bientôt étroitement bloquée par le général autrichien Ott. Mélas arriva à Nice avec trente mille hommes, le 11 du mois de mai : L'Autriche crut nous avoir abattus cette fois, et son armée se disposa à pénétrer jusqu'au cœur de la France.

Cependant dès le mois de janvier, Bonaparte avait ordonné la formation d'une armée de réserve. Un appel fait à tous les anciens soldats avait été entendu. Le général Berthier partit de Paris, et se rendit à Dijon, pour prendre le commandement

de cette armée de réserve, que l'on rassemblait sur un point central, à distance égale de Bâle, de Martigny et de Chambéry, afin de laisser plus d'incertitude sur les opérations auxquelles on la destinait. Cette armée de réserve devait déboucher sur les derrières de Mélas, enlever ses magasins, ses parcs, ses hôpitaux, et enfin lui présenter la bataille, après l'avoir coupé de l'Autriche. La perte d'une seule bataille devait entraîner la perte totale de l'armée autrichienne, et opérer la conquête de toute l'Italie. Un pareil plan exigeait, pour son exécution, de la célérité, un profond secret et beaucoup d'audace : le secret était le plus difficile à conserver ; il s'agissait de tenir caché aux nombreux espions de l'Angleterre et de l'Autrcihe, le mouvemement de l'armée. Le moyen que le premier Consul jugea le plus propre, fut de divulguer ce secret lui-même, d'y mettre une telle ostentation qu'il devînt un objet de raillerie pour l'ennemi, et de faire en sorte que celui-ci considérât tou-

tes ces pompeuses annonces comme un moyen de faire une diversion aux opérations de l'armée autrichienne qui bloquait Gênes. On déclara donc, par des messages au sénat, que le point de réunion de l'armée de réserve était Dijon; que le premier Consul en passerait la revue, et en dirigerait les opérations ultérieures. Aussitôt tous les espions se dirigent sur cette ville : ils y virent, dans les premiers jours d'avril, un grand état-major sans armée; et lorsque, le 6 mai, le premier Consul passa lui-même la revue de la prétendue armée de réserve, on fut étonné de n'y compter que sept à huit mille conscrits ou vétérans, la plupart n'étant même pas habillés. Les rapports des espions furent faits en conséquence à Londres et à Vienne. Bonaparte pendant ce temps poursuivait le plan le plus hardi qu'eût jamais conçu homme de guerre.

La véritable armée de réserve cependant s'était formée en route; la pacification de la Vendée avait permis de tirer de



bonnes troupes de ce pays, ainsi que de Paris. Le parc d'artillerie s'était garni avec des pièces et des caissons envoyés partiellement de plusieurs arsenaux. Pour cacher le mouvement des vivres, on avait fait confectionner, à Lyon, deux millions de rations de biscuit, qui furent dirigées sur Genève; et tandis que l'Europe croit le premier Consul occupé à Paris des soins du gouvernement, il arrive lui-même à Genève, et le 8 mai prend le commandement de l'armée.

Résolu à porter la guerre sur le Pô, entre Milan, Gènes et Turin, il choisit la base de ses opérations sur les revers du Simplon et du Saint-Gothard : le 13 mai enfin il passe, à Lausanne, la revue de la véritable avant-garde de l'armée de réserve; c'était le général Lannes qui la commandait. Les autres divisions suivaient en échelons. L'armée se composait de trente-six mille combattans, presque tous hommes d'élite.

Dès son arrivée, rival audacieux de Cé-

sar et d'Annibal, il avait décidé le passage de toute l'armée et le transport des quarante bouches à feu formant son parc, par la crête des montagnes, à douze cents toises au-dessus du niveau de la mer.

Marescot, qu'il avait chargé de la reconnaissance du Saint-Bernard, arriva, à l'issue de la revue. Il avait eu beaucoup de peine à gravir l'escarpement jusqu'à l'hospice : Bonaparte se contenta de cette question :—«*Peut-on passer ?* —*Oui*, répondit le général. —*Eh bien ! partons.* » Léonidas n'était ni plus résolu ni plus laconique.

Le passage du grand Saint-Bernard semblait préférable à celui du Mont-Cenis, parce que, en descendant du premier, on avait l'avantage de laisser Turin sur la droite, et d'agir dans un pays plus couvert et moins connu. Le passage prompt de l'artillerie paraissait une chose impossible; mais on avait tout prévu. Les munitions furent portées à dos de mulet; les canons, placés dans des troncs d'arbres creusés; cent soldats devaient s'atteler à chaque bouche

à feu ainsi disposée. Toutes ces dispositions furent faites avec tant d'intelligence par les généraux d'artillerie Gassendy et Marmont, que la marche de l'artillerie ne put causer aucun retard.

A la vue des hauteurs inaccessibles qu'elle allait franchir, l'armée hésita un moment : le général Lannes s'élance le premier ; tout le suit. Borné d'un côté par un torrent rapide et profond, de l'autre par des rochers coupés à pic, l'étroit sentier, le seul par où l'on pût gravir, sur un espace d'environ six milles, était encombré de neige : à peine était-il frayé, que la moindre tourmente, agitant la neige supérieure, en effaçait les traces. Il fallait, sous peine de se précipiter dans le torrent, chercher d'autres points d'indication et former des traces nouvelles.

Au sein de ces rochers, au milieu de ces glaces éternelles, les Français montrèrent un invincible courage. Gravissant péniblement, n'osant prendre le temps de respirer, de peur d'arrêter la colonne, suc-

combant presque sous le poids des armes et du bagage, ils s'excitaient les uns les autres : la musique des régimens se faisait entendre, et la charge donnait une nouvelle vigueur aux soldats dans les endroits difficiles. Il fallait que notre âge fût témoin d'un tel prodige, pour croire à celui que Tite-Live raconte de l'armée d'Annibal.

Le 16 mai, le premier consul alla coucher au couvent de Saint-Maurice, et toute l'armée passa le Saint-Bernard les 17, 18, 19 et 20. Napoléon passa lui-même le 20, et s'arrêta une heure au couvent des Hospitaliers. Ce couvent, bien approvisionné, fournit d'excellentes rations à chaque soldat. La descente fut plus difficile pour les chevaux que ne l'avait été la montée : Napoléon l'opéra à la ramasse sur un glacier presque perpendiculaire.

L'ennemi avait toujours considéré la formation de l'armée de réserve à Dijon comme une ruse de guerre destinée à lui donner le change. Bonaparte avait conduit avec tant d'adresse son plan d'opérations,

que ni généraux ni soldats n'avait su, lorsqu'ils se rendaient isolément et par des routes diverses vers Genève, quel but on se proposait d'accomplir.

Mélas, plein de sécurité, pressait le blocus de Gênes, et combattait sur le Var contre Suchet séparé de Masséna. Celui-ci s'immortalisait par une résistance surhumaine. Ses soldats, modèles d'héroïsme et de constance, fermaient à l'Autriche l'entrée de la Provence et les défilés du Piémont. Gênes était en proie à la famine, à la contagion; mais elle demeurait imprenable, défendue par Masséna. Mélas se trouvait tourné avant d'avoir appris la marche du consul.

L'avant-garde arriva bientôt à Aoste. Cette ville, prise après une vive résistance, fut pour l'armée d'une grande ressourse. Le lendemain, Lannes attaqua à Châtillon quatre à cinq mille Croates qui y étaient en position, et que l'on avait cru suffisans pour garder la vallée.

L'armée française croyait avoir franchi

tous les obstacles; elle suivait une vallée assez belle, où l'on trouvait de la verdure et des maisons, lorsque tout à coup elle fut arrêtée par le canon du fort de Bard. Ce fort, bâti sur une roche de forme pyramidale, à la rive gauche de la Doire, ferme absolument la vallée et présente un obstacle redoutable. La route passe dans les fortifications de la ville, et l'on reconnut qu'il n'existait point d'autre passage. L'alarme se communiqua rapidement dans toute l'armée, et reflua sur les derrières.

Le premier consul, qui était déjà arrivé à Aoste, se porta aussitôt devant Bard, et reconnut qu'on pouvait s'emparer de la ville. Il était de la dernière importance d'enlever cette position avant que Mélas n'eût connaissance de la marche de l'armée; une demi-brigade escalada donc l'enceinte, et se logea dans la ville, malgré une grêle de mitraille que l'ennemi fit pleuvoir toute la nuit; enfin, le fort cessa de tirer, par considération pour les habitans. L'infanterie et la cavalerie pas-

sèrent un à un par un sentier de la montagne de gauche, qu'avait gravie le premier Consul, et où jamais n'avait passé aucun cheval. Marescot et Berthier avaient eu l'heureuse idée d'y tailler dans les rochers une sorte d'escalier qu'à force de travail on avait rendu praticable. Les nuits suivantes, les troupes d'artillerie firent passer leurs pièces par la ville dans le plus grand silence, le chemin avait été couvert de matelas et de fumier, les canons étaient sur de la paille; la garnison du fort ne se douta de rien. L'obstacle du fort de Bard fut plus considérable que celui du grand Saint-Bernard; et cependant ni l'un ni l'autre ne retardèrent la marche de l'armée. Une batterie que l'on était parvenu à monter sur l'Albando, resta en arrière avec un corps de troupes pour réduire le fort, qui tomba au bout de dix jours.

L'armée française, victorieuse de tant d'obstacles, se crut invincible, et le devint en effet : Bonaparte marcha à grandes

journées sur Milan, qu'il fallait traverser pour aller combattre Mélas.

L'arrivée des Français tenait du merveilleux ; les habitans des pays que l'armée traversait ne savaient pas seulement qu'elle eût tenté le périlleux passage des monts ; Mélas, à cette nouvelle inattendue, fit refluer des troupes sur Turin. Le 24 mai, le général Lannes s'empara d'Ivrée, après en avoir chassé cinq à six mille Autrichiens, qui s'y étaient retranchés. Le même général attaqua, le surlendemain, la position que l'ennemi avait prise derrière la Chiasella pour couvrir Turin : cette posision fut enlevée, ainsi que la ville de Chivasso, d'où l'avant-garde française intercepta le cours du Pô, et s'empara de toutes les barques chargées de vivres et de blessés provenant de l'évacuation de Turin. Toute l'armée de réserve arriva à Ivrée les 26 et 27 mai.

Le premier consul put alors opérer sur Milan et sur l'Adda pour faire sa jonction

avec le corps de Moncey, composé de quinze mille hommes, qui venait de l'armée du Rhin par le Saint-Gothard. Le point stratégique de l'opération que médite Bonaparte, soit que Masséna ou Mélas occupe Gênes, est sur le Pô entre l'embouchure du Tésin et le double confluent du Tanaro et de la Bormida. Il se porta donc rapidement sur le Tésin, le passa malgré les corps d'observation de Mélas, et entra en libérateur le 2 juin dans Milan, où on venait seulement d'apprendre l'invasion française.

On se peindrait difficilement l'enthousiasme et l'étonnement des Milanais en voyant l'armée. Le premier consul marchait à l'avant-garde; il fut un des premiers qui s'offrirent aux regards des habitans : même en le voyant, on doutait que ce fût lui, parce qu'on avait répandu le bruit qu'il était mort dans la Mer Rouge, et qu'un de ses frères commandait l'armée française. Pendant huit jours, le premier consul reçut des députations de tous les

points de la Lombardie; son premier soin fut de réorganiser le gouvernement de la république cisalpine.

Des divisions françaises cependant arrivèrent à Lodi et à Crémone; l'alarme fut dans Mantoue, désapprovisionnée et sans garnison.

Bientôt la république cisalpine fut entièrement réorganisée, à la grande satisfaction des Italiens, que l'Autriche n'avait pu soumettre qu'imparfaitement à son joug pesant. Le premier consul se porta sur la rive droite du Pô, afin de fermer à Mélas la route de Mantoue, et de l'obliger à recevoir la bataille.

C'est à ce moment que l'on apprit que Gênes avait capitulé le 4 juin : les troupes autrichiennes du blocus revenaient à marches forcées se joindre à l'armée de Mélas sous Alexandrie.

La capitulation de Masséna ne pouvait être plus honorable; mais ce général venait de s'embarquer pour se rendre à Antibes. Bonaparte en était doublement af-

fecté, en ce que d'une part il se trouvait privé de la coopération du meilleur général de l'armée d'Italie, et qu'en outre les troupes sorties de Gênes, réunies à celles de Suchet, qui s'avançait, et formant ensemble une vingtaine de mille hommes, auraient pu manœuvrer contre l'ennemi, et tenir en échec un pareil nombre de soldats autrichiens. Le premier Consul vit alors qu'il ne pouvait compter que sur ses propres forces, et qu'il allait avoir à à toute l'armée autrichienne.

Le général Ott avait fait la faute de ne quitter le blocus de Gênes qu'après la capitulation de Masséna ; Bonaparte, profitant de son imprévoyance, vint occuper le point important qu'il eût dû couvrir, et se plaça vers Stradella et le Pô. Les dix-huit mille hommes du général Ott occupaient Montebello. Le 8 juin, le général Lannes, avec huit mille hommes, était en position et les observait en attendant des renforts ; mais il fut attaqué dès le point du jour. La bataille fut sanglante, Lannes et ses trou-

pes s'y couvrirent de gloire, et sur le midi, une division française étant arrivée, la victoire se décida complètement pour les Français : trois mille morts et six mille prisonniers furent les trophées de cette première victoire.

Le premier Consul resta en position à Stradella jusqu'au 12, pour réunir son armée.

Dans la journée du 11, Desaix, qui revenait d'Égypte, arriva au quartier général ; la nuit entière s'écoula en longues conférences entre Desaix et son ancien général. Desaix brûlait de se signaler, le premier consul lui donna sur-le-champ le commandement de la division Boudet.

Lannes avait battu l'une des armées ennemies, il fallait courir à l'autre et la battre à son tour : Mélas avait alors son quartier général à Alexandrie ; toute son armée s'y était réunie depuis deux jours ; sa position était critique, parce qu'il avait perdu sa ligne d'opération ; et plus il tardait à prendre un parti, plus sa position

s'empirait, car Suchet arrivait sur ses derrières.

Surpris de l'inaction de Mélas, Bonaparte conçut des inquiétudes; il craignit que l'armée autrichienne ne se fût portée sur Gênes, ou bien qu'elle n'eût marché contre Suchet pour l'écraser, et revenir ensuite contre lui. Une grande reconnaissance de l'armée française quitta la position de Stradella pour se porter sur Scrivia, afin d'agir selon le parti qu'il prendrait. Mais on n'aperçut que quelques coureurs : il n'y avait plus à douter que l'armée autrichienne eût échappé à nos coups.

En vain le lendemain le premier Consul se porta-t-il au milieu de l'immense plaine de Marengo ; on ne pût reconnaître l'ennemi. Il parut alors probable que Mélas marchait sur Gênes. La division Desaix fut dirigée en toute hâte sur l'extrême gauche, afin d'observer la chaussée d'Alexandrie à Novi. Le général Gardanne fut envoyé au village de Marengo, où il

trouva trois à quatre mille Autrichiens qu'il mit en déroute. Enfin, le soir du 13 juin on n'avait aucune nouvelle de l'armée autrichienne. La nuit se passa dans cette situation, qui faisait concevoir les plus vives inquiétudes, car il était probable que Mélas, abandonnant le débouché de Marengo, si facile à défendre, ne voulait pas se battre, et se portait sur Gênes.

Cependant la plus horrible confusion régnait dans Alexandrie, depuis le combat de Montebello : le conseil autrichien voyait l'armée coupée dans sa ligne d'opération, et ses dépôts placés entre l'armée de Suchet, dont les avant-postes avaient déjà passé les montagnes, et celle du premier consul. Après bien des hésitations, Mélas se décida à faire un gros détachement sur Suchet, et à tenir le reste de son armée couvert par la Bormida et la citadelle d'Alexandrie.

Mais dès qu'il apprit le mouvement du premier Consul sur la Scrivia, il rappela son détachement, et se détermina à passer

sur le ventre de l'armée française, afin de rouvrir ses communications avec Vienne. Toutes les chances pour le succès de la bataille étaient en faveur de l'armée autrichienne, supérieure en nombre à l'armée française, et ayant d'ailleurs trois fois autant de cavalerie.

Le 13 juin les deux armées se trouvèrent en présence sur la rive droite du Pô et à peu de distance du village de Marengo.

Le lendemain à la pointe du jour l'armée autrichienne déboucha au travers du long défilé de la Bormida et des marais qui le couvrent. Cinq heures après seulement, sur les huit heures, elle put se porter en avant sur trois colonnes. Elle avait quarante mille hommes au commencement de l'action. L'armée française en ligne ne comptait que vingt mille hommes. Le corps de Victor, vigoureusement attaqué, plia vers le midi; celui de Lannes entra en ligne à droite, et, après quelques succès, fut entraîné par la retraite de la gauche; c'était une chose capitale pour Bonaparte de

tenir sa droite, et pour Mélas de la forcer. Le premier Consul, qui vit le nœud de l'affaire dans la communication que sa droite assurait avec le reste de l'armée, fit avancer tout à coup, au milieu de la plaine, cette garde d'élite, long-temps la terreur de l'Europe, et qui, jeune alors, date si heureusement sa gloire de la journée de Marengo. Les assauts les plus terribles de l'ennemi se brisèrent contre son immobilité; sa résistance héroïque donna le temps à la division Monnier d'arriver.

Celle-ci jeta une brigade dans Castel-Ceriolo, et l'armée française se trouva dans un ordre presque inverse à celui de la matinée, par échelons, l'aile droite en avant, tenant le point essentiel de la première ligne de bataille, couvrant sa communication la plus importante, et occupant par son aile gauche la route de Tortone.

Malgré les efforts et le courage de Victor, de Lannes, de Kellermann, quatre divisions françaises avaient été battues et

enfoncées : la bataille semblait bien près d'être perdue. L'action cependant se maintenait. Mélas, au contraire, avait affaibli sa gauche pour augmenter sa droite, qu'il étendait inutilement sur Tortone. Ce mouvement n'échappa point au général qui savait le mieux juger son adversaire sur le terrain. Il était cinq heures : la division Lapoype ne se montrait pas; mais Desaix parut sur-le-champ de bataille, à la tête de la seule division Boudet. Dans les mains de Bonaparte, ce renfort va devenir l'instrument de la victoire, et l'armée devine la pensée de son chef. Fatiguée d'une longue et sanglante retraite, elle voit, avec l'instinct d'une attente que son héros n'a jamais trompée, la troupe de Desaix couvrir sa gauche ; Desaix avait pris position sur la chaussée de San-Juliano; Bonaparte y court : « Soldats, s'écrie-t-il, c'est avoir fait trop de pas en arrière. le moment est arrivé de marcher en avant ; souvenez-vous que mon habitude est de coucher sur le champ de bataille. » L'ar-

10.

mée répète avec joie le cri de l'attaque générale ordonnée sur toute la ligne.

Mélas, qui croyait la victoire décidée, était rentré dans Alexandrie, accablé de fatigue, laissant à son chef d'état-major, le général Zach, le soin de poursuivre l'armée française.

Cependant la division Victor s'était ralliée; toute la cavalerie de l'armée était placée sur la droite de Desaix, et en arrière de la gauche de Lannes. Six mille grenadiers de Zach ayant gagné la gauche de San-Juliano, le premier Consul envoya l'ordre au général Desaix de se précipiter, avec sa division toute fraîche, sur cette colonne ennemie. Desaix fait ses dispositions, et marche à la tête de deux cents éclaireurs; mais il est frappé d'une balle au cœur, et tombe raide mort entre les bras du colonel Lebrun au moment où il venait d'ordonner la charge.

Cette mort glorieuse, digne de la vie de Desaix, ne dérangea en rien le mouvement; le général Boudet continua à se

porter sur les grenadiers autrichiens. En même temps Kellermann, avec huit cents hommes de grosse cavalerie, faisait une charge intrépide sur le flanc gauche de la colonne. En moins d'une demi-heure, ces six mille grenadiers furent enfoncés, culbutés, dispersés; ils disparurent. Le général Zach et tout son état-major furent faits prisonniers. Dans cet instant qui vengea Desaix et suspendit le deuil de sa perte, notre ligne se précipita en avant, et en moins d'une heure eut conquis le terrain disputé depuis l'aurore.

Le général Lannes marchait en avant au pas de charge; Carra-Saint-Cyr se trouvait en potence sur le flanc gauche de l'ennemi, et beaucoup plus près des ponts sur la Bormida que lui-même. Dans un moment, l'armée autrichienne fut dans la plus épouvantable confusion. Huit à dix mille hommes de cavalerie qui couvraient la plaine, craignant que l'infanterie de Carra-Saint-Cyr se trouvât au pont avant eux, se mirent en retraite au galop, en

culbutant tout ce qui était sur leur passage. Chacun ne pensait plus qu'à fuir ; l'encombrement devint extrême sur les ponts de la Bormida, et, à la nuit, tout ce qui était resté sur la rive gauche tomba au pouvoir de la république.

Il serait difficile de peindre la confusion et le désespoir de l'armée autrichienne. Mélas, voulant sauver d'une perte inévitable ce qui lui restait de troupes, envoya un parlementaire proposer une suspension d'armes, ce qui donna lieu le lendemain, 15 juin, à une convention. On fixa la ligne de neutralité des deux armées entre la Chieza et le Mincio. La Victoire et la Fortune se disputèrent dans la journée de Marengo le triomphe de Bonaparte ; car Mélas acceptait les conditions les plus rigoureuses, quoiqu'il eût des forces aussi nombreuses que les nôtres, et que le Piémont lui ouvrît la carrière d'une longue campagne de siéges et de positions. La place de Gênes, toutes celles du Piémont, de la Lombardie et des légations furent

remises à l'armée française; l'armée autrichienne obtint ainsi la permission de retourner derrière Mantoue: par là toute l'Italie fut conquise.

La joie des Piémontais, des Génois, des Italiens ne peut s'exprimer: ils se voyaient rendus à la liberté, sans passer par les horreurs d'une longue guerre.

Tels furent les résultats presque incroyables de la bataille de Marengo. En hommes, la perte fut à peu près égale des deux côtés; les premiers fruits de la victoire furent six mille prisonniers, un général, huit drapeaux, vingt bouches à feu et douze places fortes.

En France, cette nouvelle parut d'abord incroyable, mais la joie n'en fut que plus grande quand on apprit officiellement la victoire remportée par le premier Consul, et tout ce que ses suites avaient d'avantageux pour la république.

L'heureux conquérant, pressé de recueillir les fruits de sa victoire, quitta le champ de bataille le 17 juin, et fit le même jour

son entré solennelle à Milan. Les actions de grâces qu'il alla rendre à la cathédrale, la pompe des cérémonies religieuses qui furent rétablies par ses ordres, le trône des Césars qu'il fit préparer dans le sanctuaire, et sur lequel il alla s'asseoir, fixèrent tous les regards, et durent être pour l'Europe un grand avertissement.

Son premier soin fut de proclamer le rétablissement de la république cisalpine; mais la constitution qui l'avait gérée étant susceptible de modification, il établit un gouvernement provisoire. La république ligurienne fut aussi réorganisée, et réacquit son indépendance. Les Autrichiens, lorsqu'ils étaient maîtres du Piémont, n'avaient pas voulu rétablir le roi de Sardaigne; le premier Consul organisa un gouvernement provisoire en Piémont, et nomma le général Jourdan ministre de la république française près de ce gouvernement. Il donna ensuite au général Masséna le commandement en chef de l'armée d'Italie.

Le 24 juin enfin, il quitta Milan pour traverser le Mont-Cenis. Il s'arrêta quelques jours à Lyon pour ordonner la réparation des ruines et des monumens de cette belle ville; il y posa la première pierre de la place Bellecour.

Toujours ennemi du faste inutile, Bonaparte arriva à Paris dans la nuit du 22 juillet, et descendit incognito dans sa maison de la rue Chantereine; mais le lendemain la nouvelle de son arrivée se répandit : toute la population de la ville et des faubourgs accourut aux Tuileries, toutes les maisons furent spontanément illuminées le soir : le retour du vainqueur de Marengo fut une fête d'enthousiasme.

Vingt ans plus tard, sur le rocher de Sainte-Hélène, Napoléon disait en rappelant cet accueil : *Ce fut un bien beau jour!....*

CHAPITRE VI.

Sommaire : Négociations. — Explosion de la machine infernale. — Rupture de l'armistice. — Bataille de Hohenlinden. — Paix de Lunéville.

Nov. 1800 à fév. 1801.

Les immenses résultats de cette expédition, entreprise et terminée en soixante jours, avaient ébloui tous les yeux, imposé silence à tous les partis; à dater de Marengo le gouvernement de Bonaparte se trouvait affermi.

Mais on s'attendait à la paix. Il la proposa sur la base de Campo-Formio. L'Angleterre l'avait devancé. Le jour même, et quelques heures avant l'arrivée du courrier qui apportait les nouvelles de la bataille de Marengo et de la convention d'Alexandrie, le baron de Thugut et lord

Minto avaient signé un nouveau traité de subsides, par lequel l'empereur et le roi d'Angleterre s'engageaient, 1° à poursuivre la guerre contre la France avec vigueur et persévérance; 2° à ne faire aucune paix séparée, et sans le consentement des deux parties.

Ces nouvelles, qui parvinrent rapidement à Bonaparte, étaient de nature à le surprendre et à l'alarmer. Il était difficile de pénétrer les motifs qui avaient déterminé la conclusion d'un pareil traité, tout à l'avantage de l'Angleterre.

En prolongeant la guerre, en effet, l'empereur compromettait évidemment l'existence de ses états héréditaires, tandis que l'Angleterre ne risquait que de l'or. Retranchée dans son île, elle troublait ainsi impunément la paix du continent, et tandis que son or pénétrait dans les cabinets et soumettait les princes et les ministres à ses vues politiques, ses flottes monopolisaient le commerce des deux mers, et rentraient chargées de ces trésors, qu'elle

prodiguait pour étendre son influence fatale.

De graves revers, cependant, vinrent à cette époque compromettre le repos et la force de notre éternelle ennemie. Le duc d'York, à la tête de vingt mille hommes, fut battu au Helder par le général Brune; d'autres tentatives échouèrent pareillement à Quiberon, où les Anglais voulaient descendre une seconde fois; au Ferrol, où ils essayèrent vainement d'incendier l'arsenal; à Cadix, qu'ils ne purent surprendre avec une flotte de cent quarante voiles et vingt mille hommes de débarquement, au moment où la fièvre jaune désolait cette belle ville. Ils prirent, il est vrai, l'île de Malte que Vaubois défendit vaillamment; mais ce succès dut être pour eux une bien faible compensation. L'Europe avait vu avec indignation l'expédition contre Cadix : là encore les Anglais avaient eu la double honte de tenter une lâche entreprise et d'y échouer.

Le premier Consul avait rendu à la

France sa gloire et la tranquillité intérieure; et cependant les circonstances étaient telles, qu'il se trouvait environné d'ennemis particuliers : chaque jour voyait éclore quelque conspiration contre sa personne. On ameutait toutes les vieilles inimitiés de parti, on mettait en jeu les passions exaltées par des griefs récens; aux yeux des uns Bonaparte voulait imiter Monck, les autres voyaient en lui le continuateur de César, ses jours étaient menacés à la fois par d'exaltés patriotes et des royalistes fanatiques. Le sculpteur Ceracchi, qui jadis avait adoré Bonaparte, mais qui avait juré sa perte depuis qu'il ne voyait plus en lui qu'un tyran, fut le premier à attenter aux jours du consul : il avait fait le buste du général Bonaparte, et, sous prétexte d'une correction, il avait sollicité, par tous les moyens imaginables, une nouvelle séance, dans laquelle il se proposait de le poignarder. N'ayant pu obtenir ce moment, à cause des grandes occupations du premier Consul, il

forma le projet, avec l'adjudant-général Aréna, le peintre Topinau-Lebrun et Damerville, de l'assassiner à l'Opéra. La conspiration fut dévoilée par un capitaine, complice lui-même : les conjurés furent arrêtés à l'Opéra avant d'avoir pu approcher du premier Consul. D'autres complots se tramèrent alors; Jouvenot, ancien aide-de-camp de Henriot, voulut, avec une vingtaine de complices, aller tuer Bonaparte à la Malmaison ; d'autres hommes obscurs, Humbert, Chapelle, le tanneur Medge, organisèrent aussi un complot contre la vie du tyran; toutes ces entreprises échouèrent. C'était à une autre faction qu'était réservé le triste avantage de commencer l'assassinat.

Le 10 octobre 1800 eut lieu l'explosion de la machine infernale. Cette invention diabolique, qui causa tant de rumeur et fit tant de victimes, fut préparée par les royalistes. Il est très-remarquable que le soir de la catastrophe, le premier Consul montra une répugnance extrême pour

sortir : on donnait à l'Opéra un concert; le bel *Oratorio* d'Haydn, la Création du monde, y devait être exécuté pour la première fois; madame Bonaparte et quelques intimes du premier Consul voulaient absolument l'y faire aller : Bonaparte était tout endormi sur un canapé, et il fallut qu'on l'en arrachât; que l'un lui apportât son épée, l'autre son chapeau. Dans la voiture même, il sommeillait de nouveau; arrivé rue Saint-Nicaise, on trouva le passage embarrassé par une petite charrette attelée d'un seul cheval. Le cocher évita l'obstacle sans ralentir la course de ses chevaux.

A peine était-il au-delà, qu'une explosion terrible brisa les glaces de la voiture, blessa le cheval du dernier homme du piquet, et inonda la rue de mitraille, d'artifices et de fumée.

Bonaparte racontant lui-même cet événement à Sainte-Hélène, disait : J'ouvris subitement les yeux, rêvant que je me noyais dans le Tagliamento : quelques an-

nées auparavant j'y avais couru le plus grand danger, en passant de nuit cette rivière. Or, en cet instant je m'éveillais au milieu d'une conflagration; la voiture était soulevée : je retrouvais en moi toutes les impressions du Tagliamento, qui, du reste, n'eurent que la durée d'une seconde, car une effroyable détonation se fit aussitôt entendre.

« Nous sommes minés ! » furent les seules paroles que le premier Consul adressa à Lannes et à Bessières, qui se trouvaient avec lui : ces généraux voulaient arrêter à toute force, mais il s'y opposa, et ils arrivèrent à l'Opéra, comme si de rien n'était. Le premier Consul fut sauvé par l'audace de son cocher et la rapidité de ses chevaux; ce qu'il y a de plus extraordinaire dans cette circonstance, c'est que le cocher était ivre à tel point, que ce n'est que le lendemain qu'il sut ce qui était arrivé; il avait pris la détonation pour un salut militaire.

Aussitôt après l'événement, on s'en prit

aux jacobins, Bonaparte haïssait tout ce qui restait de républicains purs, il savait qu'aucun des hommes vraiment honorables de la révolution, ne se façonnerait à la tyrannie, qu'il se proposait dès lors d'établir : il mit donc à profit le moment de terreur que le crime du 3 nivose causait, et par la mesure la plus inique, enveloppa dans une cruelle proscription les patriotes connus par la sévérité de leurs principes. Cinq cents furent proscrits, et cent cinquante furent déportés dans les déserts de la Guyane, où tous ont depuis péri misérablement.

Tandis que la haine de Bonaparte se vengeait ainsi sur les patriotes innocens, les vrais coupables ne se cachaient guères : c'étaient des royalistes chouans. Ils se plaignaient tout haut de ne pas avoir réussi. Quelques-uns furent saisis ; on instruisit leur procès. Les deux chefs Carbon et Saint-Régent furent condamnés à mort.

Plusieurs autres conspirations plus ou

moins obscures furent dirigées, à la même époque, contre les jours du premier Consul; mais, suivant son système de ne jamais parler des dangers qu'il avait courus, de même que de ses blessures, il en fit garder le secret.

Pendant que le premier Consul était ainsi en butte aux machinations de deux partis extrêmes, les Français du dehors ne se doutaient nullement de l'opinion du premier Consul en faveur des Bourbons. L'agent secret du comte de Lille, l'abbé de Montesquiou, fit remettre à Bonaparte, par le troisième Consul Lebrun, deux lettres du prétendant, conçues en ces termes :

AU GÉNÉRAL BONAPARTE.

« Quelle que soit leur conduite apparente, des hommes tels que vous, Monsieur, n'inspirent jamais d'inquiétudes. Vous avez accepté une place éminente, et je vous en sais gré. Mieux que personne vous avez ce qu'il faut de force et de puis-

sance pour faire le bonheur d'une grande nation. Sauvez la France de ses propres fureurs, et vous aurez rempli le vœu de mon cœur. Rendez-lui son roi, et les générations futures béniront votre mémoire. Vous serez trop nécessaire à l'État pour que je songe à acquitter par des places importantes la dette de mon agent et la mienne.

» Louis. »

« Depuis long-temps, général, vous devez savoir que mon estime vous est acquise. Si vous doutiez que je fusse susceptible de reconnaissance, marquez votre place, fixez le sort de vos amis. Quant à mes principes, je suis Français : clément par caractère, je le serais encore par raison.

» Non, le vainqueur de Lodi, de Castiglione et d'Arcole, le conquérant de l'Italie ne peût pas préférer à la gloire une vaine célébrité. Cependant vous perdez un temps précieux. Nous pouvons assurer la gloire de la France : je dis *nous*, parce

que j'aurais besoin de Bonaparte pour cela, et qu'il ne le pourrait pas sans moi.

» Général, l'Europe vous observe, la gloire vous attend, et je suis impatient de rendre la paix à mon pays.

» Louis. »

Bonaparte n'avait pas répondu à la première lettre, il répondit en ces termes à la seconde, le 7 septembre :

« J'ai reçu, Monsieur, votre lettre. Je vous remercie des choses honnêtes que vous m'y dites. Vous ne devez plus souhaiter votre retour en France : il vous faudrait marcher sur cent mille cadavres. Sacrifiez votre intérêt au repos et au bonheur de la France ; l'histoire vous en tiendra compte. Je ne suis pas insensible au malheur de votre famille. Je contribuerai avec plaisir à l'adoucir, et à la tranquillité de votre retraite.

» Bonaparte. »

L'ouverture de M. le comte d'Artois eut plus d'élégance et de recherche encore : il dépêcha la duchesse de Guiche, femme charmante, bien faite, par les grâces de sa figure, à mêler beaucoup d'attraits à l'importance de sa négociation. Elle pénétra facilement auprès de madame Bonaparte; mais dès que le premier Consul apprit la mission de la jolie duchesse, il lui fit donner l'ordre dans la nuit même de quitter Paris.

Le bruit courut plus tard que le premier Consul avait fait à son tour aux princes français des propositions touchant la cession de leurs droits ou leur renonciation à la couronne, ainsi qu'on s'est plu à le consacrer dans des déclarations pompeuses jetées en Europe avec profusion. Ces bruits ne pouvaient être fondés, et l'astucieuse Angleterre les répandait à dessein. Bonaparte ne pouvait régner précisément que par le principe qui faisait exclure les Bourbons, celui de la souverai-

neté du peuple. C'eût été se proscrire soi-même que de vouloir régner au nom de cette antique famille.

La force des événemens obligeait la république française à reprendre une attitude offensive : toutefois le premier Consul ne voulut négliger aucun des moyens qui pouvaient amener ses ennemis à conclure une paix générale.

L'Angleterre et l'Autriche pouvait d'accord en traiter. Il reçut des plénipotentiaires anglais, et déclara être prêt à continuer provisoirement l'armistice avec l'empereur, si de son côté l'Angleterre consentait à un armistice naval.

Mais dès les premiers pourparlers qui eurent lieu, le premier Consul put s'apercevoir que le cabinet anglais ne voulait que gagner du temps, et que jamais il ne consentirait à faire à la république française aucun sacrifice, ni même à l'indemniser des pertes que lui faisait éprouver la prolongation de l'armistice avec l'em-

pereur d'Allemagne. D'un autre côté, la mauvaise foi de la cour de Vienne était également patente.

Les généraux en chef de l'armée du Rhin et d'Italie reçurent donc l'ordre de dénoncer l'armistice, et de reprendre sur-le-champ les hostilités. L'Autriche fut d'autant plus étourdie de cette détermination, qu'elle n'avait pu penser que nous reprissions les hostilités au milieu d'un hiver rigoureux, et que d'ailleurs elle n'était pas encore en mesure; aussi s'empressa-t-elle d'implorer une nouvelle trève de quarante-cinq jours, consentant à remettre les trois places d'Ulm, Ingolstadt et Philisbourg, comme garantie de la sincérité de ses sentimens pour la paix. Cette nouvelle trève lui fut encore accordée le 20 septembre.

L'Autriche n'avait fait le sacrifice de ces trois places que pour gagner la saison pluvieuse, et avoir ensuite tout l'hiver pour rétablir ses armées; mais, pendant l'armistice, le premier Consul aussi pou-

vait faire de nouvelles levées, et les nombreuses populations de la Hollande, de la France et de l'Italie lui permettaient de faire des efforts encore plus grands que ceux de l'Autriche. D'un autre côté, pendant ces quarante-cinq jours, l'armée d'Italie allait avoir le temps de soumettre Rome, Naples et la Toscane, qui, n'étant pas comprises dans l'armistice, se trouvaient abandonnées à leurs propres forces.

M. de Cobentzell, le même ministre autrichien qui avait signé le traité de Campo-Formio, succéda à cette époque à M. de Thugut, dont la disgrâce eut pour motif, assura-t-on dans le temps, la précipitation qu'il avait mise à signer le traité de subside avec l'Angleterre. Ce ministre s'annonçait comme l'homme de la paix. Il se rendit lui-même à Lunéville, où s'étaient assemblés les plénipotentiaires français, présidés par Joseph Bonaparte. Le premier Consul exigea que les négociations fussent entamées sans délai; mais à l'ouverture du protocole, M. de Cobentzell

déclara qu'il ne pouvait traiter sans le concours d'un ministre anglais. Or, un ministre anglais ne pouvait être reçu au congrès qu'autant qu'il adhérerait au principe de l'application de l'armistice aux opérations navales. Quelques courriers furent échangés entre Paris et Vienne, et aussitôt que la mauvaise foi du cabinet de Vienne fut bien reconnue; aussitôt que l'on eut la preuve que l'Autriche s'était mise à la solde du cabinet de Londres, ce dont on ne pouvait douter en la voyant disgracier les généraux Kray et Mélas, pour avoir signé l'armistice, et enfermer dans une forteresse le comte de Saint-Julien, son ancien ambassadeur à Paris; les généraux en chef des armées de la république reçurent de nouveau l'ordre de dénoncer l'armistice, et de commencer les hostilités. L'Autriche alors appela toute sa population aux armes; elle proclama nationale cette guerre, et mit en mouvement toutes ses forces.

Pendant que le premier Consul négo-

ciait vainement une paix stable avec l'Autriche et l'Angleterre, il ne négligeait rien pour captiver l'amitié de Paul Ier.

Cet empereur des Russies, déjà mécontent de ses anciens alliés, se montra si indigné de la mauvaise foi de l'Angleterre, relativement à l'île de Malte, que dès lors une rupture devint inévitable. Peu après la bataille de Marengo, le premier Consul voulant flatter l'imagination impétueuse de ce Czar, lui envoya l'épée que le pape Léon X avait donnée à l'Ile-Adam, comme un témoignage de sa satisfaction pour avoir défendu Rhodes contre les infidèles. Plus tard, Napoléon ayant vainement proposé aux Anglais et aux Autrichiens l'échange de huit à dix mille soldats russes, prisonniers de guerre en France, prit le parti de les faire habiller et armer complétement, et de les renvoyer à leur souverain. Paul Ier. s'exalta à ce trait généreux, et porta toute l'ardeur de ses vœux vers la France. Il écrivit alors au premier Consul : « Citoyen premier Consul, je ne

vous écris point pour entrer en discussion des droits de l'homme ou du citoyen : chaque pays se gouverne comme il l'entend. Partout où je vois à la tête d'un pays un homme qui sait gouverner et se battre, mon cœur se porte vers lui. Je vous écris pour vous faire connaître le mécontentement que j'ai contre l'Angleterre, qui viole tous les droits des nations, et qui n'est jamais guidée que par son égoïsme et son intérêt. Je veux m'unir à vous pour mettre un terme aux injustices de ce gouvernement, etc. »

De ce moment, la correspondance entre Paul Ier. et Bonaparte devint journalière et des plus intimes : bientôt la guerre se trouva déclarée entre l'Angleterre, d'une part ; la Russie, la Suède et le Danemarck, de l'autre. L'Angleterre prévit le coup terrible qui allait lui être porté : dans la nuit du 23 au 24 mars, Paul Ier. fut assassiné : l'escadre anglaise sortit de la Baltique deux jours après cet horrible attentat !...

Depuis cinq mois cependant que l'armistice existait, l'Autriche avait reçu de l'Angleterre soixante millions qu'elle avait bien employés; elle comptait en ligne, à la fin de novembre, deux cent quatre-vingt mille hommes présens sous les armes; ses forces étaient divisés en cinq armées. Sur la rive gauche du Danube, le général Klenau, avec vingt mille hommes, a devant lui le général Sainte-Suzanne. Au corps de Klenau se lient, en Franconie, les levées mayençaises soldées par l'Angleterre, sous les ordres du baron d'Albini, et sept à huit mille Autrichiens sous ceux du général Simbschon. Ils ont vis-à-vis d'eux le général Augereau et l'armée gallo-batave. La grande armée autrichienne, opposée à celle du général Moreau sur le Rhin, est conduite par l'archiduc Jean, âgé de dix-huit ans, qui, sous la tutelle du général Lauer, remplace le général Kray. Dans le Tyrol, le marquis de Chasteler commande vingt mille hommes et les milices guerrières de ce pays, contre le

général Macdonald, qui marche sur la Valteline. Dans le Mantouan et le Ferrarais, à la tête de quatre-vingt mille hommes, le comte de Bellegarde est placé en face du général Brune. Un corps de dix mille hommes d'elite, destiné à former une seconde armée de réserve pour des desseins ultérieurs, se rassemble à Amiens, sous les ordres de Murat.

Bonaparte avait ordonné à ses généraux de dénoncer immédiatement l'armistice : les hostilités commencèrent le 17 novembre à l'armée d'Italie, et le 27 à l'armée du Rhin.

Le premier Consul était résolu de marcher sur Vienne; l'armée de Moreau devait passer l'Inn, et se porter sur cette capitale par la vallée du Danube; l'armée d'Italie, sous les ordres de Brune, devait passer le Mincio, l'Adige, et se porter sur les Alpes Noriques. Ainsi, deux grandes armées, et deux autres petites, commandées par Macdonald et Murat, qui, par une haute combinaison straté-

gique, doivent lier nos forces et leur imprimer à la fois un terrible concert, allaient se diriger sur Vienne, formant une masse de deux cent cinquante mille combattans. Les troupes françaises étaient bien habillées, bien armées, munies d'une nombreuse artillerie, et dans la plus grande abondance; jamais la république n'avait eu un état militaire aussi réellement redoutable; nos armées avaient été plus nombreuses en 1793, mais alors la plupart des troupes étaient des recrues, mal habillées, non aguerries, et une partie était employée dans la Vendée et dans l'intérieur.

Les opérations du général Moreau, commandant la grande armée du Rhin, commencèrent le 25. Les deux avant-gardes se trouvaient entre l'Inn et l'Iser. Il fallait franchir l'Inn. Une habile manœuvre fit replier les avant-postes autrichiens.

L'archiduc Jean commandait cent vingt mille hommes. Il tenta d'envelopper l'armée française, et marcha sur Hohenlin-

den avec l'intention de livrer bataille dans la vaste plaine d'Anzing. Moreau devine son plan, et par d'habiles manœuvres parvient à le faire échouer. L'archiduc se vit forcé d'accepter le combat sur un terrain moins vaste, intermédiaire entre les deux rivières, et où il se trouvait isolé de toute coopération avec l'armée du Tyrol. Plusieurs jours furent donnés à cette merveilleuse combinaison, dont le succès eut pour théâtre le village et la forêt de Hohenlinden et les défilés. Le général Moreau confia au général Richepanse le soin glorieux de décider sa victoire. Ce général, encore à près de deux lieues du centre, reçut l'ordre de se mettre en route, le 3, avec sa division, et d'assaillir les derrières de l'archiduc quand on le verrait engagé dans les défilés. L'exécution de cette mission périlleuse rencontra un puissant auxiliaire dans l'intrépidité du général Drouet, qu'une première attaque sépara, avec sa brigade, de la colonne de Richepanse, et qui tint l'ennemi en échec; Richepanse

s'élança dans la forêt avec le 48e. régiment, et porta le désordre sur les derrières des Autrichiens, tandis que le général Walther contenait leur cavalerie. Trois bataillons de grenadiers hongrois s'avançaient en colonne serrée. « *Grenadiers de la* 48e., s'écria Richepanse, *que dites-vous de ces gens-là? — Ils sont morts*, » répondirent les grenadiers, et en un instant il les enfoncèrent au pas de course.

Le brave Ney cependant rompait la ligne ennemie dans Hohenlinden. A deux heures après-midi, les Français étaient vainqueurs sur trois champs de bataille différens.

Ainsi, dès le début d'une campagne à laquelle la maison d'Autriche attachait l'honneur et peut-être la sûreté de sa couronne, notre armée avait d'un seul coup détruit le centre et une partie de l'aile gauche de sa grande armée. Moreau, dont le génie avait assuré cet éclatant succès, voulut partager ses lauriers avec ses géné-

raux; cette armée brillait de noms illustres : les soldats pouvaient-ils ne pas se montrer invincibles, commandés qu'ils étaient par Lecourbe, Grenier, Ney, Grouchy, Bonnet, Grandjean, Bastoul, Decaen, Richepanse, Legrand, Collaud, Laborde, d'Hautpoul, Gudin, Montrichard !

La victoire de Hohenlinden, ruina les espérances des Autrichiens : vingt-cinq mille hommes, sans compter les déserteurs, sept mille prisonniers, cent pièces de canon, une immense quantité de voitures, furent pris à l'ennemi.

Il restait à franchir l'Inn pour dominer le théâtre de la guerre et pénétrer dans la Haute-Autriche par Saltzbourg. La triple ligne de l'Inn, de l'Alza et de la Salza, derrière laquelle vinrent se retrancher les cent mille hommes que comptait encore l'archiduc, était impossible à aborder de front. Moreau surmonta toutes les difficultés que lui présentaient la nature du pays et les positions inexpugnables de l'enne-

mi, en le trompant par des démonstrations qui attirèrent son attention vers l'Inn inférieur : l'Inn fut passé le 8, sous les ordres du général Grenier, à Wasserbourg, tandis que Lecourbe engageait une action quinze lieues plus haut.

A dater de la victoire de Hohenlinden, l'armée française ne cessa de poursuivre les débris autrichiens, et le 25 décembre un armistice fut signé à Steyer. La paix définitive ne pouvait être éloignée; il fut convenu que nous resterions dans nos positions jusqu'à sa ratification.

Du côté de l'Italie, le général Brune s'était avancé vers le Mincio, et avait tenté de le passer le 24 décembre; mais ce général fit ce jour-là de grandes fautes qui compromirent son armée : heureusement la valeur française les répara. L'armée passa l'Adige le 1er. janvier 1801; le lendemain l'ennemi évacua Vérone. Les Français entrèrent à Vicence et à Roveredo, le 11, ils passèrent la Brenta devant Fontanina. L'armée autrichienne, décou-

ragée par les nouvelles qu'elle recevait du Rhin, laissa franchir à l'armée française tous les points qu'elle pouvait lui disputer, et aussitôt que nos troupes furent audelà de la Brenta, le feld-maréchal Bellegarde renouvela la demande d'un armistice général.

Le premier Consul avait donné les ordres les plus positifs de ne signer aucune trève que l'armée n'eût passé l'Isonzo, afin de bien couper les Autrichiens de Venise; et surtout il avait insisté pour ne rien conclure avant qu'on n'eût la place de Mantoue. Le général français montra peu de caractère dans cette négociation : il renonça de lui-même à demander Mantoue, et signa, le 16 janvier 1801, l'armistice de Trévise. Le premier Consul, mécontent de toute la campagne de Brune, déclara à M. de Cobentzell, qui se trouvait encore à Lunéville, qu'il désavouait la convention de Trévise, et ce ministre, qui commençait à sentir la nécessité de traiter de bonne foi, signa lui-même, le 26 jan-

vier, l'ordre de livrer Mantoue à l'armée française. Pendant ces négociations, Murat, qui était opposé à l'armée napolitaine, était entré dans les États de l'Eglise, qu'il avait immédiatement replacés sous la domination du Pape, ce qui excita la reconnaissance de Pie VII. Enfin, par considération pour l'empereur de Russie, les Napolitains obtinrent aussi une suspension d'armes, et signèrent à Florence, le 28 mars suivant, un traité de paix avec la république française.

Le 9 février 1801, la paix fut définitivement signée à Lunéville.

Depuis six semaines cette ville avait été désignée pour le lieu des négociations. Les conférences entre Joseph Bonaparte et le comte de Cobentzell se passaient en discussions sans fin comme sans intérêt; elles se fussent terminées probablement sans résultat, si la victoire de Hohenlinden n'eût coupé court aux interminables difficultés de la diplomatie autrichienne.

Par l'article 2 de ce traité, l'empereur

confirma de la manière la plus solennelle la cession qu'il avait déjà faite par le traité de Campo-Formio, de la Belgique à la France.

Par l'article 7, il consent, tant en son nom qu'en celui de l'Empire germanique, à ce que la république française possède désormais, en toute souveraineté, le pays et les domaines situés sur la rive gauche du Rhin, qui faisaient partie de l'empire germanique.

Par l'article 5, le grand duc de Toscane renonce pour lui et ses successeurs au grand duché de Toscane et à l'île d'Elbe, en faveur de l'infant de Parme.

Par l'article 12, S. M. impériale renonce pour elle et ses successeurs, en faveur de la république cisalpine, à tous les droits et titres qu'elle pouvait avoir avant la guerre, sur tous les pays qui, aux termes du traité de Campo-Formio, font partie de cette république.

De son côté la république française consentit par l'article 3 à ce que l'empereur

possédât en toute souveraineté et propriété l'Istrie, la Dalmatie, les îles vénitiennes, les bouches du Cataro, la ville de Venise et les pays compris entre les états héréditaires de S. M., la mer Adriatique et l'Adige.....

Cette paix garantit à la France, en outre, les comtés d'Avignon et de Nice, le duché de Savoie et la principauté de Monaco. La France eut dès lors pour frontières l'embouchure de l'Escaut, le Rhin, le Jura, les Alpes et les Pyrénées.

Les cabinets durent être effrayés de ces immenses progrès de la France : son territoire et sa population se trouvaient accrus d'un quart depuis dix ans; *l'équilibre* de puissance, pour lequel on avait tant versé de sang depuis le traité de Westphalie, se trouvait détruit de fait, et telle était la prépondérance que la gloire de ses armes avait acquise à la France, qu'il n'y avait plus que sa modération qui pût servir de garantie contre elle à l'Europe.

CHAPITRE VII.

SOMMAIRE : Négociations. — Concordat avec le Pape. — Organisation de la république cisalpine. — La paix signée à Amiens avec l'Angleterre. — Création de l'ordre de la Légion-d'Honneur.

1801.

La nouvelle de la signature de la paix de Lunéville arrriva à Paris le 12, au milieu des jours de carnaval. La fête de la folie devint tout à coup la fête de la gloire : la population se porta toute entière aux Tuileries aux cris de vive Bonaparte : des danses se formèrent sous les fenêtres du château, et la musique de la garde servit d'orchestre à ce bal d'une nouvelle espèce. Les poëtes républicains improvisèrent les chants qui furent exécutés sur tous les théâtres de Paris, et le canon accompagna

de ses sons belliqueux, la fête de la victoire et de la paix.

Par le traité de Lunéville, la coalition se trouvait restreinte à l'Angleterre, au Portugal et à la Porte ottomane. Tout, au-delà de l'Elbe, observait la neutralité. Les cours du Nord, la France, l'Espagne et l'Italie fermaient leurs ports à l'Angleterre ; la république enfin était parvenue à un si haut degré de gloire et de prospérité, qu'il était facile de prévoir que le moment, tant désiré par les nations, d'une paix générale était enfin arrivé. L'Angleterre était la seule puissance qui pût mettre obstacle à cette paix. On ne parla plus que d'un débarquement en Angleterre, et l'on s'occupa dès ce moment de réunir au camp de Boulogne une armée de deux cent mille hommes; on commença à construire les bateaux plats, destinés à transporter cette armée aux bords de la Tamise. Une grande activité se déploya dans tous nos ports.

Tandis que ces préparatifs se faisaient

sous les yeux des Anglais, une autre armée française se réunissait à Baïonne, pour aller forcer le Portugal à renoncer à son alliance avec l'Angleterre ; cette armée avait été placée sous ordres du général Leclerc, beau-frère du premier Consul. Le Portugal, tout-à-fait sous l'influence anglaise, se refusa d'abord aux propositions qui lui furent faites par la république ; mais dès qu'il se vit menacé d'une invasion, il changea de politique et fit sa paix avec la France. Elle fut signée le 29 septembre 1801 ; le même jour un traité fut ratifié entre la France et la Bavière. Quelque temps après, furent également publiés les traités de paix que la république française venait de conclure avec la Russie et la Porte ottomane. Il ne restait donc plus, vers la fin de l'année 1801, que l'Angleterre avec laquelle la France fût encore en guerre.

Nelson reçut l'ordre d'aller détruire la flottille de Boulogne, que les Anglais avaient méprisée jusqu'alors. Il se présenta avec

trente vaisseaux de ligne, un grand nombre de brûlots, de canonnières et de bombardes; mais il trouva l'amiral Latouche en position devant la rade. La flottille et les batteries forcèrent bientôt Nelson à se retirer à Déal. Toutefois, ne se rebutant pas, Nelson reparut douze jours après avec soixante-et-dix voiles; et, toujours fidèle à sa manœuvre d'Aboukir, il voulut tenter de détruire d'un seul coup toute l'armée navale qui restait à la France; mais malgré l'obscurité de la nuit, Nelson, qui croyait surprendre le port et la flotte, fut obligé de rallier à la pointe du jour, et de se retirer avec une perte de deux cents hommes. Ce léger avantage était une véritable victoire: la France et l'Angleterre le jugèrent ainsi. La guerre continua avec plus de fureur.

C'est à cette époque que Bonaparte tenta vainement de faire parvenir des renforts à l'armée d'Égypte. Cinq mille cinq cents hommes commandés par le général Sahuguet furent embarqués sur sept vaisseaux

de guerre que conduisait l'amiral Gantheaume; mais il fut impossible, bien que l'on se fût hasardé trois fois sur la Méditerranée, de parvenir jusqu'aux parages d'Égypte. Peut-être au reste eût-il été trop tard pour secourir Menou, dont la capitulation coincïde avec le moment de ces entreprises.

Bonaparte, depuis son arrivée au pouvoir, avait à peu près réussi à réunir les partis. Un seul demeurait en arrière et conservait sous des dehors de faiblesse et d'humilité une attitude hostile: c'était le clergé. Il était divisé en trois sectes, les constitutionnels, les vicaires apostoliques, et les évêques émigrés, à la solde de l'Angleterre. Il était important de mettre un terme à cet état de choses, ainsi que de dissiper tous les scrupules des acquéreurs de domaines nationaux, et de rompre le dernier fil par lequel l'ancienne dynastie communiquait encore avec le pays.

Bonaparte crut qu'un concordat avec le Pape atteindrait ce but. Déjà depuis quel-

que temps le général Murat avait été envoyé près du Pape, et dans ses instructions il lui était enjoint d'assister à quelques grandes cérémonies religieuses. Le général Soult, qui occupait Naples, avait, de son côté, reçu l'ordre d'aller à la messe avec son état-major.

Tel était alors l'ascendant du premier Consul, qu'il pouvait vouloir sans opposition, et même exécuter sans obstacle les entreprises les plus hautement condamnées par l'opinion publique Il nourrissait donc un projet dont nul autre n'eût osé seulement concevoir la pensée.

Le pape Pie VI, ce faible ennemi des Français, était mort à Valence : l'évêque d'Imola, qui lui avait succédé dans la chaire de saint Pierre, sous le nom de Pie VII, était un homme d'une haute sagesse, qui, loin de s'effrayer des progrès de la philosophie, avait adopté certains de ses principes et s'était même montré favorable aux institutions républicaines.

L'appui de Bonaparte, vainqueur de

l'Italie, n'avait pas été sans influence sur l'élection de Pie VII; il résolut de conclure avec lui un concordat qui, en rétablissant en France le culte catholique, restreignît les anciens priviléges du clergé, mît des bornes à ses empiétemens, et les plaçât enfin sous le poids de l'autorité temporelle.

Les négociations s'entamèrent immédiatement, mais elles furent traversées par une foule d'obstacles. Le Pape hésitait à ratifier la vente des biens du clergé, et à consentir à une nouvelle circonscription des diocèses.

Bonaparte ne voulait forcer personne à rentrer dans le giron de l'église. L'article spécial à cet égard était conçu en ces termes: « Le gouvernement de la république reconnaît que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la grande majorité des Français. » Le Pape voyait là que le gouvernement n'avouait aucune religion pour la sienne.

Enfin, après de longs débats, le Pape, ou plutôt le cardinal Consalvi, renouve-

lant toujours les difficultés, sollicitant tantôt une concession, tantôt une autre. Bonaparte, fatigué de ces tracasseries ecclésiastiques, donna en deux mots son *ultimatum :* « Que le Pape signe et se prête à mes vues, où je vais proclamer la religion protestante religion de l'état. » Il n'y avait plus à hésiter, Pie VII accepta le concordat le 15 juillet.

Les autels furent donc relevés, Bonaparte prescrivit aux fidèles de prier pour la république, et dans sa réorganisation du clergé, destitua les évêques qui contestaient le concordat et refusaient de se soumettre à ses dispositions.

Le rétablissement du culte fut froidement accueilli des Français. On voyait là un pas rétrograde vers le régime monarchique, les patriotes ne doutaient pas que l'esprit prêtre ne fît bientôt sentir sa funeste influence; mais déjà la puissance de Bonaparte était telle, qu'aucune voix ne s'éleva hautement pour désapprouver cet acte en contradiction flagrante avec le sys-

tème de la république. Toutefois les grandes leçons de l'expérience ne tardèrent pas à lui faire reconnaître la faute qu'il avait commise en reconnaissant dans l'état un pouvoir étranger, qui ne tarda pas à s'agiter, et qui, après l'avoir miné sourdement, finit par le renverser lui-même.

Le premier Consul avait à cœur de constituer définitivement la république cisalpine; en conséquence, il ordonna à la consulte italienne de se réunir à Lyon; quatre cent cinquante-deux notables italiens s'y trouvèrent assemblés le 31 décembre; il s'y rendit lui-même pour faire l'ouverture de la séance. Cette consulte ne tarda pas à émettre le vœu d'avoir pour président de la république le fondateur de cette même république. Bonaparte accepta ce titre le 21 janvier 1802, en vertu de la constitution que la consulte venait de promulguer. Dans le discours qu'il prononça en langue italienne, il insista sur un seul point: « Les choix que j'ai faits, dit-il, pour remplir vos premières magistratures,

l'ont été indépendamment de toute idée de parti, de tout esprit de localité. Quant à celle de président, je n'ai trouvé personne parmi vous qui eût encore assez de droits sur l'opinion publique, qui fût assez indépendant de l'esprit de localité, et qui eût rendu d'assez grands services à son pays pour la lui confier... J'adhère à votre vœu, je conserverai encore la grande pensée de vos affaires.... » Ainsi, le premier Consul de la république française fut en même temps le premier magistrat d'une autre république, ce qui donnait à la France une influence encore plus directe sur l'Italie.

Les négociations avec l'Angleterre avaient pris une tournure favorable à la paix, et cette puissance avait envoyé lord Cornwallis à Amiens; mais les négociateurs anglais ne semblaient se douter ni du temps, ni des hommes, ni des choses. La manière de Napoléon les déconcerta tout-à-fait. On n'avait prétendu qu'amuser les Français à Amiens, on y traita sérieuse-

ment. L'affaire convenue, lord Cornwallis avait promis de signer le lendemain ; quelque empêchement majeur le retint chez lui, mais il envoya sa parole. Le soir même un courrier de Londres vint lui interdire certains articles : il répondit qu'il avait signé, et vint apposer sa signature. C'est ainsi que fut conclue, le 25 mars 1802, entre la république française, l'Espagne, la république batave et l'Angleterre, cette paix qui devait rendre le repos à l'Europe.

Par ce traité l'Angleterre reconnaissait Bonaparte en qualité de premier Consul, et rendait à la république et à ses alliés tout ce qu'elle avait conquis dans les deux hémisphères.

La joie publique, toutefois, n'éclata dans cette grande circonstance qu'avec une sorte de circonspection. Tous les politiques sentaient que cette paix n'était qu'une trève, concertée entre les ennemis de la France. En la signant, les parties contractantes restèrent avec leurs dispositions hostiles, et

le Consul plus que tout autre conserva une attitude menaçante.

Tout cependant, en France, respirait un grand caractère de force et de prospérité. La compagnie d'Afrique venait d'être rétablie ; la route du Simplon était ouverte; une brillante exposition des produits de l'insdustrie française attestait à Paris les efforts et les progrès de nos manufacturiers ; quatre nouveaux départemens venaient d'être formés des territoires cisrhénaux cédés par le traité de Lunéville; des bourses de commerce avaient été fondées dans les villes qui en manquaient ; un décret consulaire ordonnait la construction de trois nouveaux ponts sur la Seine. Enfin la glorieuse année 1801 méritait d'être appelée par le peuple reconnaissant l'année de la paix.

La fin de cette première époque du consulat fut signalée par deux actes importans : le premier fut la loi d'amnistie pour tous les émigrés, qui ouvrit les portes de la France à un grand nombre de ces exilés,

auxquels on rendit les biens non vendus. Bonaparte avait eu d'abord la pensée de composer une masse, un *syndicat* de tous les biens des émigrés, et de le leur distribuer, à leur retour, sur une échelle proportionnelle. Non seulement il n'accomplit pas cette pensée, mais il opéra dans un sens opposé, et rendit inviduellement; il ne tarda pas à s'apercevoir que ce mode de restitution entraînait après soi de graves inconvéniens. Les émigrés rentrés devinrent en un instant ou trop riches ou trop pauvres.

Il s'agissait de trouver un biais qui remédiât nettement à ces abus, et qui, en diminuant un peu la part des uns, permît de faire de petites pensions aux autres, sans grever le trésor public. Le premier Consul arrêta, en opposition à la loi d'amnistie, la restitution des biens non vendus, toutes les fois qu'ils dépasseraient une certaine valeur. C'était une injustice d'après la lettre de la loi, sans doute; mais la politique le voulait impérieuse-

ment: la faute en avait été à la rédaction et à l'imprévoyance. Cette réaction de la part du premier Consul fit jeter les hauts cris au faubourg Saint-Germain, détruisit tout le bon effet du rappel des émigrés, et lui aliéna toutes les grandes familles. Le *syndicat* eût pourvu à cet inconvenient, ou en eût neutralisé les effets. Pour une grande famille mécontente, Bonaparte se fût attaché cent nobles de la province, et eût satisfait au fond à la stricte justice qui voulait que l'émigration entière, après avoir couru une même chance, embarqué sa fortune en commun sur le même vaisseau, éprouvé le même naufrage, encouru une même peine, obtînt un même résultat.

Le second acte marquant de cette époque fut l'institution de la Légion-d'Honneur. La loi qui l'institua donna lieu à de vifs débats dans le tribunat. Sur deux cent soixante-seize votans, il y eut cent dix boules noires, et on ne voulait pas d'ordre de chevalerie rappelant l'aristocratie : le tribunat craignit que Bonaparte n'abusât de

cette récompense nationale : il était dans l'erreur. Durant sa glorieuse carrière, Bonaparte n'a fait de cette noble décoration le partage que de ceux qui honoraient, illustraient leur pays, contribuaient à sa prospérité et à sa gloire.

Si la Légion-d'Honneur n'eût pas été la récompense des services civils, comme des services militaires, elle aurait cessé d'être conforme à son institution; car ce serait une étrange prétention de la part des militaires que c'elle d'avancer qu'eux seuls ont de l'honneur. Quelques officiers, à l'époque de la création, trouvèrent mauvais que la décoration de la Légion-d'Honneur fût la même pour l'officier et pour le soldat. Mais si jamais elle cesse d'être la récompense de la dernière classe de la milice, et que, par un esprit d'aristocratie, on institue une médaille pour récompenser le soldat, comme si jamais on en prive l'ordre civil, ce ne sera plus la Légion-d'Honneur, mais seulement une récompense de faveur, sans prix comme sans mérite.

L'année 1801 dont nous venons de suivre la marche est peut-être la plus glorieuse et la mieux remplie parmi celles de la république, elle commença par l'affiliation de la république italienne à la France : la 25 février la paix fut signée entre la France et Tunis ; le 25 mars la paix d'Amiens fut proclamée ; le 21 mai la république ligurienne adopta sous nos auspices sa nouvelle constitution ; le 25 juin la paix fut conclue avec la Porte ottomane ; le traité de Naples donna l'île d'Elbe à la France ; le 21 juillet le Valais se constitua en république sous la protection de la France ; le 11 septembre, enfin, le Piémont, ce théâtre des premiers exploits de Bonaparte, était incorporé à la France. Tel furent les fastes extérieurs de la république en 1801.

Quant aux fastes intérieurs, ils ne restent pas en arrière de l'impulsion de grandeur et de gloire imprimée aux événemens. Le 4 mars un arrêté consulaire charge l'institut de tracer un tableau général des

progrès et de l'état des sciences, des lettres et des arts depuis 1789; l'instruction publique, confiée à Fourcroy, reçoit une nouvelle organisation; le 15 juin une somme de 60,000 fr. est affectée aux progrès que les savans pourront faire faire au galvanisme et à l'electricité, et la société galvanique se forme à Paris; le 18 un sénatus-consulte accorde les droits de citoyen français à tout étranger qui, dans l'espace de cinq années, aura bien mérité de la républiquc, par des découvertes, des importations utiles, ou la création d'un grand établissement. Le 24 décembre, enfin, un décret ordonne la formation de chambres de commerce dans les principales villes de France, et celle d'un conseil général de commerce à Paris. Ainsi Bonaparte, après avoir agrandi au dehors et consolidé la république par la force de ses armes, la faisait fleurir au dedans par des institutions généreuses et dignes d'une grande nation.

CHAPITRE VIII.

SOMMAIRE : Consulat à vie. — Expédition de Saint-Domingue.

1802.

Un sénatus-consulte du 7 juin avait prorogé de dix ans la magistrature consulaire : Bonaparte, en recevant le message du sénat qui lui transmettait cette pièce honorable, avait répondu : « La fortune a souri à la république, mais la fortune est inconstante ; eh ! combien d'hommes qu'elle avait comblés de sa faveur ont vécu trop de quelques années ! l'intérêt de ma gloire et celui de mon bonheur sembleraient avoir marqué le terme de ma vie publique, au moment où la paix du monde est proclamée.... *Mais vous jugez que je dois au peuple un nouveau sacrifice : je le ferai si le bien du*

peuple me commande ce que votre suffrage autorise. »

Cette réponse évasive laissait prévoir ses projets ultérieurs ; entre une magistrature temporaire et le trône qu'il voulait édifier, l'intervalle était trop immense : pour l'aplanir ou du moins l'éluder, il fit ouvrir dans les municipalités des livres de votes où cette question était soumise à la sanction du peuple : *Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à vie ?*

Le 2 août un sénatus-consulte proclama le vœu du peuple ; Bonaparte était élu : le message du sénat fut présenté au Consul par Bathélemy, son président. Du dépouillement des votes il résultait que sur trois millions cinq cent cinquante-sept mille huit cent quatre-vingt-cinq citoyens, votant librement, trois millions trois cent soixante-huit mille deux cent cinquante-neuf s'étaient prononcés pour l'affirmative. Jamais l'histoire n'avait offert d'exemple d'une telle unanimité. Bonaparte répondit au sénat : « La vie d'un citoyen est à la

patrie; le peuple français veut que la mienne toute entière lui soit consacrée; j'obéis à sa volonté. La liberté, l'égalité, la prospérité de la France sont assurées. Le meilleur des peuples sera le plus heureux. Content d'avoir été appelé par l'ordre de celui de qui tout émane à ramener sur la terre l'ordre et l'égalité, j'entendrai sonner la dernière heure sans regret....

Le principe de la monarchie élective se trouvait établi par le choix de Bonaparte : il organisa rapidement le gouvernement sur de nouvelles bases ; les institutions républicaines ne servirent plus qu'à voiler faiblement les actes absolus : la liberté périt de ce jour, étouffée sous un manteau de gloire.

Cette époque de la vie de Bonaparte est assurément celle où il déploya le plus de talens et d'habilité, plus d'art, et une plus sage politique. Il parvint insensiblement à habituer l'opinion publique à considérer sa volonté comme un arrêt du destin. Pour bien apprécier ses talens, c'est

à cette époque qu'il faut s'arrêter : on le voit s'emparer sans violence et sans alarmer les consciences républicaines, de tous les pouvoirs qui vont servir à saper la république : les événemens naissent comme préparés par ses volontés ; lui, il suit son système d'ambition avec d'autant plus de fidelité qu'il semble ne s'occuper que des libertés de la France.

A peine élu consul à vie, Bonaparte sentit le besoin de donner à l'Angleterre quelques garanties de sa bonne foi et de sa confiance dans le maintien de la paix. Il résolut, pour atteindre ce but, de tenter une expédition maritime, et d'envoyer quinze mille hommes à Saint-Domingue.

La révolution française était parvenue jusqu'à Saint-Domingue, et, comme une flamme approchée d'élémens combustibles, elle y avait produit un violent éclat entre les blancs et les hommes de couleur de l'île. Ceux-ci voulaient entrer eux-mêmes en partage dans les priviléges et les immunités des premiers, attendu, disaient-ils,

que les droits de l'homme, récemment promulgués, ne faisaient point acception de la couleur. Les blancs et les hommes de couleur se trouvant engagés dans une guerre civile, les esclaves nègres, partie la plus nombreuse et la plus opprimée de la population, se soulevèrent et firent de l'île entière un théatre de carnage et de désolation. Le petit nombre de colons qui restaient encore sollicita l'appui des armes britanniques, qui remportèrent sans peine une victoire momentanée; mais le climat opéra tant de ravages parmi les troupes européennes, que, dès 1798, l'Angleterre se hâta d'abandonner une île devenue le tombeau de ses soldats, expirant sans combat et sans gloire,

Abandonnés à eux-mêmes, les nègres se divisèrent en différens partis, sous l'autorité de chefs plus ou moins indépendans les uns des autres, et dont plusieurs firent preuve d'un talent remarquable. Le premier, le plus célèbre de tous, ait Toussaint-Louverture. Après avoir

fait la guerre à la manière d'un sauvage, il usa du pouvoir que lui donna le succès, avec beaucoup d'habileté politique. Nègre lui-même, il eut cependant assez d'élévation d'esprit pour apprécier dans ses projets de civilisation l'importance de fournir à ses sujets l'occasion de s'instruire, et de profiter des exemples d'industrie que leur offraient les blancs. Il protégea donc ces derniers; il décida, comme une chose juste et raisonnable, que les noirs désormais libres, continueraient de cultiver les plantations des colons blancs, et que le produit de l'exploitation serait partagé dans une proportion donnée, entre le propriétaire blanc et le cultivateur noir.

La plus légère infraction à ses réglemens était punie avec une sévérité tout africaine. Au moyen d'une rigueur constante et d'une sagacité naturelle, Toussaint parvint bientôt au commandement en chef de l'île, et profita de la paix maritime pour affermir sa puissance. Il établit un gouverne-

ment consulaire sur le modèle de la constitution française de l'an VIII.

La constitution de Saint-Domingue fut mise en vigueur sans délai, encore bien que, par un reste de déférence envers le France, le consentement de cette république eût été formellement réclamé. Il demeurait évident, néanmoins, que Toussaint-Louverture, nommé consul de la nouvelle république, tout disposé qu'il pût être d'ailleurs à reconnaître une certaine souveraineté nominale de la part de la France, n'en était pas moins résolu à retenir le gouvernement réel de la colonie.

Cependant Bonaparte, impatient qu'il était de rendre à la France les avantages dont la supériorité navale de l'Angleterre l'avait privée depuis si long-temps, résolut de rendre à la métropole sa précieuse colonie.

Les ports de Brest, de Lorient et de Rochefort virent équiper une expédition redoutable. La flotte s'élevait à trente-quatre vaisseaux, portant chacun quarante

pièces de canon, sans compter plus de vingt frégates et bon nombre de petits bâtimens armés en guerre. Ils avaient à bord vingt mille hommes, sous le commandement en chef du général Leclerc, beau-frère du premier Consul ; l'état-major se composait d'officiers pleins d'expérience, de talent et de bravoure.

L'expédition d'Egypte cependant avait refroidi l'enthousiasme de l'armée pour les entreprises d'outre-mer : les ennemis de Bonaparte répandaient en outre des bruits alarmans sur le sort probable de l'escadre : on parlait *de déportation des patriotes, d'exil des soldats de Moreau*, on insistait sur l'insalubrité du climat : Bonaparte voulut mettre fin à ces clameurs, en plaçant son beau-frère à la tête de l'armée, et en enjoignant à sa sœur d'accompagner son époux. La belle Pauline, depuis mariée au prince Borghèse, ne s'embarqua que sur un ordre positif du premier Consul. Pauline était cependant sa sœur favorite ; mais il aima mieux l'exposer au danger com-

mun que de laisser croire, en lui permettant de rester, que lui-même il augurait mal du succès.

L'expédition appareilla le 14 décembre 1801. Une escadre anglaise d'observation, incertaine du but proposé, la suivit dans sa marche vers les Indes occidentales. La flotte française se présenta devant le cap Français le 29 janvier 1802.

Sommé de se soumettre, et probablement effrayé à la vue de cette formidable expédition, que les nègres ne pouvait espérer de combattre avec succès qu'à la faveur du temps et du climat, Toussaint ne se montra pas d'abord éloigné d'en venir à un accommodement. Une lettre, conçue en termes honorables pour sa personne, lui fut remise de la part du premier Consul. Le général Leclerc lui offrit en même temps les conditions les plus avantageuses, et le titre de vice-gouverneur. En définitive, cependant, Toussaint ne put, à cause de l'exaspération qui régnait dans le pays, accéder aux propositions du gouvernement

français, et se résolut à la guerre, qu'il conduisit avec beaucoup d'habileté. Mais la tactique des Européens et leurs savantes combinaisons militaires ne tardèrent pas à triompher de l'énergie de Toussaint et des efforts de ses partisans.

Les chefs se soumirent les uns après les autres au général Leclerc; la défection de Cristhophe mit Toussaint dans l'impossibilité de pouvoir résister plus long-temps; il céda, et reçut son pardon, à la condition qu'il se retirerait à Gonaives, dans une plantation d'où il ne sortirait point sans la permission du commandant en chef.

Peu de temps s'était écoulé depuis la victoire des Français, lorsqu'ils découvrirent un projet de conspiration parmi les nègres; Toussaint fut accusé d'encourager la révolte. Sur cette allégation, dont la preuve se trouvait dans une lettre interceptée, l'infortuné chef fut saisi, avec toute sa famille, et embarqué pour la France.

Mais bientôt le fléau des Européens, la

fièvre jaune, éclata parmi les troupes, et enleva, avec une rapidité incroyable, le général Leclerc, plusieurs de ses meilleurs officiers, et un grand nombre des plus braves soldats.

Les nègres, enhardis par l'épidémie qui régnait dans l'armée française, se soulevèrent de tous côtés. Il en résulta une espèce de guerre dont nous nous estimons heureux de n'avoir point à rappeler les déplorables et affreux détails. Les sentimens de cruauté qu'on pouvait attendre de sauvages Africains nouvellement affranchis des fers de l'esclavage, entraînèrent la guerre hors de toutes ses limites; l'incendie du Cap et le massacre des blancs furent un des horribles exploits de l'armée indigène.

L'énergie des Français, cependant, exaspérait leurs sauvages adversaires, au lieu de les intimider. Le nombre des premiers, diminuant incessamment par suite de la maladie et des combats journaliers, ne fut plus suffisant pour la défense des villes,

bien loin de l'être pour la conquête de l'île. Enfin, le général Rochambeau, qui avait succédé à Leclerc en qualité de commandant en chef, fut obligé, pour sauver quelques débris de cette belle armée, de capituler le 1er décembre 1803.

C'est ainsi que la plus riche des colonies dans les Indes occidentales fut définitivement perdue pour la France. Désormais, dans la possession exclusive de la population noire, Saint-Domingue, dont un traité récent reconnaît l'indépendance, montrera jusqu'à quel point les naturels de l'Afrique étant à même de profiter de la civilisation européenne, sont capables de former un état, d'après les règles ordinaires de gouvernement.

En même temps qu'il s'efforçait de rendre cette belle colonie à la France, Bonaparte ne négligeait pas les moyens d'asseoir sa propre puissance sur une base plus solide. Sa condition présente, quelque brillante qu'elle fût, ne satisfaisait pas ses désirs. Il exerçait toutes les prérogatives de

la royauté; et depuis le consulat à vie il avait chaque jour emprunté quelque chose de la pompe et du cérémonial attaché à l'autorité souveraine. Une garde veilla de nouveau à la grille extérieure des Tuileries; les cercles recommencèrent dans les appartemens du château ; l'étiquette de cour reparut; et Bonaparte, qui jugeait bien l'homme, ne négligeait aucune des circonstances minutieuses au moyen desquelles les princes de la terre ne manquent jamais d'ajouter à leur autorité : mais il restait beaucoup à faire. Bonaparte ne jouissait guère que d'une souveraineté viagère. A la vérité, il pouvait en disposer par testament; mais la dernière volonté des rois a presque toujours été méconnue ; qu'était-ce d'ailleurs qu'un tel privilége, comparé à celui d'une couronne héréditaire, qui se transmet par droit de naissance, et confère, sous certain rapport, une espèce d'immortalité à une dynastie. Bonaparte savait aussi quel est le pouvoir des noms : le titre de premier

Consul ne comportait pas nécessairement l'idée d'un droit souverain. Le mot, dans son acception usuelle, indiquait à la fois ces chefs de la république romaine, dont les faisceaux commandaient au monde, et ces paisibles résidens chargés de veiller aux affaires commerciales dans un port de mer : il ne donnait point l'idée d'un pouvoir ou d'un droit qui y fût attaché d'une manière nécessaire et inaliénable. Bonaparte avait d'ailleurs d'autres objections contre son titre actuel de premier Consul, qui rappelait toujours l'existence de deux collègues. Ceux-ci étaient loin, sans doute, de marcher ses égaux, mais ils occupaient une place trop élevée sur les degrés du trône. De plus, ce nom rappelait à celui qui l'entendait prononcer, même dans sa nouvelle acception, qu'il appartenait à un gouvernement de création récente et d'origine orageuse. Or, Napoléon ne voulait point présenter ces idées à l'esprit public; car ce qui n'existait que d'hier, pouvait être aisément détruit le lendemain; c'était

à ses yeux un pouvoir qui avait trop peu de consistance pour ne pas céder à un pouvoir plus fort. La politique lui conseillait d'adopter un tout autre système ; de se donner le titre et les droits d'un monarque, et de prendre place parmi les souverains d'Europe.

L'innovation projetée, demandait la plus grande prudence. Avant donc que de tenter cette hasardeuse entreprise, dans laquelle il était certain de rencontrer une opposition vigoureuse, ne fût-ce que par un sentiment de dignité nationale, Bonaparte s'efforça, par tous les moyens en son pouvoir, de consolider sa domination.

Il prit soin de réorganiser l'armée sur de nouvelles bases. Les soldats français, qui regardaient le pouvoir de Bonaparte comme le fruit de leurs victoires, étaient en général dévoués à sa cause. La garde consulaire, corps d'élite, qui plus tard forma le noyau de la vieille garde impériale, fut portée à six mille hommes. Ces légions formidables avaient été formées et

successivement augmentées sur le plan du corps des guides, créé pendant les campagnes d'Italie. Mais le service de la nouvelle garde était beaucoup plus important: elle se composait d'hommes choisis qu'on accoutumait à se croire supérieurs au reste de l'armée, qui recevaient une paie plus forte, et jouissaient de priviléges particuliers. Formant toujours la réserve, sous les yeux de Bonaparte lui-même, la garde a depuis toujours porté le coup décisif, et c'est à elle, à sa discipline, à son impassible courage, que la France a si souvent dû la victoire, à l'instant même où elle paraissait incliner pour l'ennemi. Ce corps devait former comme un boulevard autour du trône que le Consul se proposait dès lors d'élever.

CHAPITRE IX.

SOMMAIRE : Constitution des républiques Batave, Cisalpine, Ligurienne et Helvétique.

1801—1802.

L'attachement de ces légions d'élite, et de l'armée en général, formait la base du pouvoir de Bonaparte et l'enhardissait à tout oser ; aussi plus tard put-on dire de lui, plus que de tout autre souverain, qu'il régna par la force de son épée et de la victoire.

Bonaparte avait donné la paix à l'Europe dans les deux traités d'Amiens et de Lunéville : le premier toutefois n'était pas de nature à rassurer les peuples contre les chances de l'avenir, et le second, résultat des défaites de l'Autriche, semblait devoir exciter autour de la France des agitations inquiétantes.

Dans le principal article de ce traité, les parties se garantissaient mutuellement l'indépendance des républiques batave, helvétique, cisalpine et ligurienne, *et la faculté aux peuples qui les habitent, d'adopter telle forme de gouvernement qu'ils jugeront convenable.*

Il était clair, par cet article, que Bonaparte se réservait d'être le législateur suprême du nouveau droit qui allait surgir, et que la république française allait devenir la métropole des républiques voisines; toutes les constitutions devaient se modifier sur une seule. Tout à coup La Haye, Milan, Gênes et Berne apprirent que pour elles la liberté directoriale avait cessé, et qu'il fallait comme la France courber le front sous le joug de la liberté consulaire.

La nouvelle révolution devait naturellement s'opérer dans chacune des quatre républiques, d'après le caractère de ses habitans. Hessande Schimmelpenninck, que le premier Consul envoyait à La Haye,

chargé de pleins pouvoirs et porteur de la nouvelle constitution, n'éprouva aucune opposition. La révolution se fit à domicile et presque à l'insu du peuple. Une proclamation suffit pour dissoudre les deux chambres et fermer le palais du corps législatif. A Gênes et dans la Cisalpine, ce fut avec acclamation que l'on entendit proclamer la constitution italienne; la révolution devait prendre une autre allure dans l'Helvétie.

Les cantons n'étaient pas d'accord relativement au système politique qu'ils devaient adopter. La question avait été solennellement débattue dans une diète tenue à Berne le 7 septembre 1801. La majorité s'était décidée pour une ligue fédérative, base antique du gouvernement helvétique. Un projet de constitution, d'après ce principe, fut en conséquence rédigé et approuvé. L'exécution en avait été confiée à Aloys Reding, également renommé par son courage et son patriotisme. Il sentit la nécessité d'obtenir l'aveu de la France, pour

assurer à ses compatriotes la libre jouissance de la constitution qu'ils s'étaient donnée, et se rendit lui-même à Paris, afin de solliciter le consentement de Bonaparte. Ce consentement fut accordé à condition que le gouvernement suisse admettrait à ses délibérations six membres de l'opposition. Soutenus par la France, ces derniers voulaient la constitution une et indivisible, à l'imitation de celle de la république française.

Bientôt une constitution fut votée, et Bonaparte, félicitant le gouvernement des sages mesures qu'il avait prises en se donnant une constitution libre et indépendante, déclara son intention de rappeler les troupes françaises : il les rappela en effet. L'équité de cette mesure fit éclater beaucoup de reconnaissance parmi les Suisses.

Les cantons aristocratiques de l'ancienne ligue helvétique approuvaient la constitution dernièrement adoptée par le

parti français Il n'en était pas ainsi des cantons démocratiques, c'est-à-dire, des petits cantons: Schwitz, Uri et Underwald déclarèrent qu'ils ne voulaient point s'y soumettre, une guerre civile éclata aussitôt. Reding, à la tête des mécontens, battit deux fois les forces helvétiques, s'empara de Berne et en chassa le gouvernement.

Mais au moment où Reding et les insurgés se complaisaient dans l'idée de rétablir l'ancienne constitution avec tous ses priviléges et ses immunités, la main de Bonaparte s'étendait pour rétablir l'équilibre entre les deux partis.

La nouvelle de l'intervention arbitraire de la France fut répandue par l'arrivée subite de Rapp. Il apportait aux dix-huit cantons la proclamation suivante :

« Vous vous êtes disputé trois ans sans vous entendre : si l'on vous abandonne plus long-temps à vous-mêmes, vous vous tuerez trois ans sans vous entendre davantage. Votre histoire prouve d'ailleurs que

vos guerres intestines n'ont jamais pu se terminer que par l'intervention efficace de la France.

» Il est vrai que j'avais pris le parti de ne me mêler en rien de vos affaires; j'avais vu constamment vos différens gouvernemens me demander des conseils, et ne pas les suivre, et quelquefois abuser de mon nom, selon leurs intérêts et leurs passions.

» Mais je ne puis ni ne dois rester insensible au malheur auquel vous êtes en proie; je reviens sur ma résolution : je serai le médiateur de vos différends; mais ma médiation sera efficace, telle qu'il convient aux grands peuples au nom desquels je parle. »

Rapp avait reçu l'ordre de terminer promptement les différends avec la Suisse; et pour appuyer sa négociation, Ney entra par différens points en Suisse, à la tête de quarante mille hommes.

Dans l'impossibilité de résister à de telles forces, Aloys Reding congédia les siennes,

après leur avoir adressé une proclamation touchante. La diète de Schwitz se sépara également, attendu, ainsi qu'elle le déclara, l'intervention des troupes étrangères, auxquelles l'état d'épuisement du pays ne permettait pas de s'opposer.

En quelque jours le sénat retourna à Berne, les nouvelles autorités cessèrent leurs fonctions, des députés furent envoyés à Paris. On pressait Aloys Reding de se cacher ; il ne le voulut pas ; et quand l'officier français qui vint l'arrêter lui reprocha de s'être mis à la tête de l'insurrection, il répondit avec dignité : « J'ai obéi à la voix de ma conscience, à celle de ma patrie ; pour vous, exécutez les ordres de votre maître. » Il fut envoyé au château d'Arsbourg.

Cependant la résistance patriotique des Suisses, leur réputation de courage, avaient fait impresion sur le premier Consul. Il n'avait jamais eu la pensée de leur ravir ces précieuses libertés pour le maintien desquelles ils s'étaient levés en armes ;

et, dans l'acte définitif de méditation, il permit que le fédéralisme fût conservé comme une des bases fondamentales. Par un traité définitif subséquent, les cantons consentirent à refuser le passage, sur leur territoire, aux ennemis de la France, et s'engagèrent à maintenir sur pied un corps de quelques milliers de soldats pour l'exécution de cette promesse : de plus, la Suisse fournissait à la France une armée auxiliaire de seize mille hommes, dont l'entretien resterait à la charge du gouvernement français. Quoi qu'il en soit, ces montagnards déployèrent une si grande énergie dans la discussion de ce traité, qu'ils échappèrent au système de la conscription imposée aux autres États soumis à la domination de la France.

La république française, à dater de ce jour, se trouva l'arbitre de la Suisse comme de l'Italie. Les puissances, pendant cette courte lutte, avaient tenté de s'interposer et d'offrir leur médiation : l'Angleterre seule toutefois avait agi effi-

cacement en accréditant un agent, M. Moore, auprès de la diète de Schwitz, afin de s'informer par quels moyens la Grande-Bretagne pourrait appuyer leurs réclamations à l'indépendance ; mais cet envoyé n'était pas encore arrivé, que les opérations de Ney avaient déjà rendu toute résistance impossible.

A dater de ce jour, la France eut dans la Suisse une alliée fidèle, et celle-ci put, de son côté, s'applaudir de se trouver sous la protection du gouvernement français, qui la fit respecter, et augmenta sa prospérité.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

TABLE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

FIN DE LA TABLE.

HISTOIRE
DE NAPOLÉON.

TOME IV.

IMPRIMERIE DE J. BOUDON-CARON,
A AMIENS.



LA MACHINE INFERNALE.

HISTOIRE POPULAIRE

DE

NAPOLÉON.



PARIS,

JULES LEFEBVRE ET COMPAGNIE, ÉDITEURS,
RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, N° 18.

HISTOIRE POPULAIRE

DE

NAPOLÉON

ET DE

LA GRANDE ARMÉE,

PAR M. HORACE RAISSON.

TOME QUATRIÈME.

On parlera de sa gloire
Sous le chaume bien long-temps ;
L'humble toit dans cinquante ans
Ne connaîtra pas d'autre histoire.

BÉRANGER.

TROISIÈME ÉDITION.

PARIS,
JULES LEFEBVRE ET COMPAGNIE,
RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, N° 18.

1830.

HISTOIRE POPULAIRE
DE NAPOLÉON
ET DE
LA GRANDE ARMÉE.

CHAPITRE PREMIER.

SOMMAIRE : Rupture du traité d'Amiens. — Occupation de l'Italie.—Préparatifs de descente en Angleterre.

1803 — 1804.

A peine un an s'était écoulé depuis la signature du traité d'Amiens, et déjà, à l'ivresse des fêtes de la paix, à l'enthousiasme des espérances de repos et de bonheur, la France et l'Angleterre avaient fait succéder l'inquiétude : tout annonçait une rupture prochaine ; on pouvait pres-

que prévoir le moment de la reprise des hostilités.

Les accroissemens considérables de la France, les avantages immenses qu'elle avait retirés du traité de Lunéville, étaient un sujet perpétuel de récriminations et de craintes pour le cabinet britannique; la France, de son côté, se plaignait de la lenteur équivoque avec laquelle s'exécutaient les stipulations du traité d'Amiens : l'île de Gorée n'avait pas encore été remise à la France; la république batave attendait qu'on lui rendît le cap de Bonne-Espérance; enfin l'ordre de Saint-Jean n'avait pu reprendre possession de l'île de Malte. Une guerre de plume s'engagea entre les deux cabinets de Saint-James et des Tuileries; Bonaparte lui-même ne dédaigna pas de descendre dans l'arène des journaux : la question se bornait à un seul point; l'Angleterre disait : « La France s'est agrandie depuis notre traité. » La France répondait : « L'Angleterre n'exécute pas notre traité. » Cette question si

simple, qui n'eût dû donner matière qu'à des raisonnemens et à des calculs, fut discutée avec acrimonie, avec passion, et de là devait sortir cette guerre qui embrasa l'Europe entière.

Lassé d'être chaque jour en butte aux injurieuses personnalités des folliculaires anglais, le premier Consul fit présenter par l'ambassadeur Otto une note où il demandait « que l'Angleterre défendît ce qui serait défendu en France par rapport aux intérêts réciproques des deux nations : il exigeait en outre l'éloignement des émigrés de l'île Jersey, l'expulsion des évêques de Metz et Saint-Pol, et la déportation au Canada, de George et de ses adhérens. Il réclamait en outre que l'on notifiât à tous les princes de la maison de Bourbon d'avoir à se rendre à Varsovie, près du chef de leur famille.

L'Angleterre ne pouvait accéder à de telles exigences : c'eût été se mettre en contradiction directe avec sa constitution, et violer les deux garanties fondamentales

de sa liberté, la franchise de la presse, et *l'habeas corpus*. Lord Withworth fut chargé de transmettre la réponse : c'était un refus.

Les journaux continuèrent d'exposer les nombreux griefs des deux puissances : les gazetiers anglais instruisirent périodiquement le procès de Bonaparte : aucune récrimination ancienne, aucun grief récent n'y furent omis : l'ambition du Consul, les envahissemens de la France, devinrent l'inépuisable texte de leurs plaintes et de leurs accusations. Le *Moniteur*, de son côté, répondit que l'Angleterre ayant refusé d'intervenir dans le traité de Lunéville, et s'obstinant en outre à ne pås reconnaître les trois nouvelles républiques, ne pouvait arguer de ce traité. « Les relations de la France et de l'Angleterre, disait Bonaparte dans un de ses articles, sont le traité d'Amiens, tout le traité d'Amiens, rien que le traité d'Amiens. Au reste le peuple français demeurera constamment dans cette attitude que les Athéniens ont

donnée à Minerve, le casque en tête et la lance en arrêt. »

Enfin de tous côtés on s'occupa d'augmenter rapidement la force des troupes de terre et de mer : ce fut alors surtout que l'on mit en pratique l'axiôme *si vis pacem para bellum*. En France et en Angleterre tout respirait la guerre, et cependant les conférences diplomatiques se poursuivaient comme si de rien n'eût été, entre lord Withworth et le ministre Talleyrand.

Pour couper enfin court à ces inutiles délais, le premier Consul fit appeler l'ambassadeur anglais, et avec une franchise toute différente des tergiversations de Talleyrand, il lui exposa ses griefs et ses volontés. Cette entrevue dura deux heures, et le ministre anglais, en en adressant le rapport à son gouvernement, dut lui apprendre qu'il fallait consentir à une exécution franche et entière du traité d'Amiens, ou se résoudre à une rupture. La dépêche de lord Withworth traversa les

mers le 22 février; le 8 mars le roi d'Angleterre adressait à la chambre des communes un message où il disait : « qu'en raison des préparatifs considérables qui se faisaient dans les ports de France et de Hollande, il jugeait convenable d'adopter de nouvelles mesures de précaution pour la sûreté de l'État; et que bien que ces préparatifs fussent présentés comme ayant pour but une expédition coloniale, les discussions existant actuellement avec le gouvernement français étant d'une haute importance, il adressait cette communication à ses fidèles communes, comptant bien qu'elles le mettraient en état d'employer toutes les mesures que les circonstances paraîtraient exiger pour l'honneur de sa couronne et les intérêts essentiels du peuple anglais. »

Le premier Consul, de son côté, rédigea une note qu'il fit remettre par l'ambassadeur Andréossy au cabinet britannique. Après y avoir expliqué le peu d'ombrage que doivent inspirer ses arme-

mens, il y revenait sur les outrages sans cesse renouvelés des journalistes, et sur la « tolérance inexcusable éprouvée par des brigands couverts de crimes, et méditant sans cesse des assassinats; tels que George, qui continue de demeurer à Londres, protégé et jouissant d'un état considérable. » La note se terminait ainsi: « En résumé, le soussigné est chargé de déclarer que le premier Consul ne veut pas relever le défi de guerre que l'Angleterre a jeté à la France, et que, quant à Malte, il ne voit aucune matière à discussion, le traité ayant tout prévu. »

L'Angleterre cependant voulait la guerre à tout prix. La paix était mortelle à sa prospérité, à son commerce, à son industrie. Lord Withworth reçut de sa cour l'ordre de demander: 1° que S. M. britannique conservât ses troupes à Malte pendant dix ans; 2° que l'île de Lampedouze lui fût cédée en toute propriété; 3° que les troupes françaises évacuassent la Hollande. Le premier Consul, irrité,

répondit vivement à l'ambassadeur: «Vous êtes décidé à la guerre.... Vous voulez la guerre. Nous l'avons faites pendant 15 ans, vous voulez la faire 15 ans encore. Vous m'y forcez.» Puis s'adressant au comte de Markoff. «Les Anglais, continua-t-il, veulent la guerre, mais s'ils sont les premiers à tirer l'épée du fourreau, je serai le dernier à l'y remettre; ils ne respectent pas les traités, il faut dorénavant les couvrir d'un crêpe noir..... Si vous voulez armer, j'armerai aussi; vous pourrez tuer la France, mais jamais l'intimider.»

Un nouveau message de Londres renouvela le 11 mai les demandes déjà faites, et donna insolemment *trente-six heures* pour les accepter. Le 12 mai lord Withworth reçut ses passe-ports. Le général Andréossy s'embarqua à Douvres le 18. La guerre allait éclater.

La rupture cependant n'était pas officiellement déclarée: l'agression eut lieu de la part de l'Angleterre. Deux bâtimens

français furent capturés dans la baie d'Audierne. Une arme terrible était dans les mains de l'Angleterre, nous voulons dire sa marine imposante. Par une violation manifeste du droit des gens, l'ordre fut donné non seulement de garder les colonies non encore restituées, et qui devaient l'être conformément au traité d'Amiens, mais encore de ressaisir, par un *coup de main*, tous les établissemens rendus à la France ou occupés par elle. La France sentit l'urgence de répondre aux hostilités maritimes de son ennemi, par des attaques territoriales : elle réunit le long de ses côtes une armée formidable, comme prête à réaliser ses projets d'invasion : en même temps Bonaparte occupa, sans autre formalité, le territoire de Naples, la Hollande, et autres États que l'Angleterre devait voir avec une vive appréhension au pouvoir de son ennemi.

Le sénat avait reçu un message que le Consul terminait ainsi : « Les négociations sont interrompues, et nous sommes prêts

à combattre si nous sommes attaqués. Du moins nous combattrons pour maintenir la fin des traités, et pour l'honneur du nom français. »

Avant même la déclaration de guerre, l'Angleterre mit un embargo sur tous les vaisseaux français qui se trouvaient dans ses ports; la France et son commerce faisaient ainsi une perte irréparable. Les Anglais, sur les vives réclamations du premier Consul, se contentèrent de répondre froidement que c'était leur usage; qu'ils l'avaient toujours fait, et ils disaient vrai; mais les temps n'étaient plus pour la France de supporter patiemment une telle injure ni une telle humiliation. Bonaparte était devenu l'homme de ses droits et de sa gloire. Malheureusement ici, par la position réciproque, le premier Consul ne pouvait venger une violence que par une violence plus grande; ce fut une triste ressource que des représailles sur des innocens au fond; mais il n'y avait pas de choix. A la lecture de l'ironique et insolente ré-

ponse faite aux plaintes du gouvernement français, le premier Consul expédia, dans la nuit même, l'ordre d'arrêter par toute la France, et sur les territoires occupés par nos armées, tous les Anglais quelconques, et de les retenir prisonniers en représailles des vaisseaux français si injustement saisis. La plupart de ces Anglais étaient des hommes considérables, riches, titrés, venus pour leur plaisir. Plus l'acte était nouveau, plus l'injustice était flagrante, plus elle convenait au premier Consul. La clameur fut universelle; tous ces Anglais s'adressèrent à Bonaparte, qui les renvoyait à leur gouvernement : leur sort dépendait de lui seul. Plusieurs, pour obtenir leur liberté, furent jusqu'à se cotiser pour acquitter eux-mêmes le montant des vaisseaux arrêtés : ce n'était pas de l'argent qu'on voulait, mais l'observation de la simple morale, le redressement d'un tort odieux, et, le croira-t-on, l'administration anglaise, aussi astucieuse, aussi tenace dans ses droits maritimes que la

cour de Rome dans ses prétentions religieuses, a mieux aimé laisser injustement dix ans dans les fers une masse très-distinguée de ses compatriotes, que de renoncer à l'acte inique qui avait motivé de si terribles représailles.

L'Angleterre, effrayée de la promptitude et de l'énergie des mesures prises par Bonaparte, tente d'intéresser les puissances dans sa querelle : elle présente l'occupation du Hanovre comme une violation de la constitution germanique. Dans les anciennes guerres, ce patrimoine des rois avait été admis au bénéfice de la neutralité, parce qu'on faisait une distinction spécieuse entre l'électeur de Hanovre, comme grand feudataire de l'empire, et le même personnage en sa qualité de roi d'Angleterre. Ce dernier seulement, et non l'autre, était en guerre avec la France : mais Bonaparte se souciait peu de ces distinctions métaphysiques ; aucune des puissances d'Allemagne ne se trouvait d'ailleurs en position de s'exposer à lui déplaire, en in-

voquant la constitution et les priviléges de l'empire. L'Autriche avait déjà payé trop cher ses premiers essais de lutte avec la république, pour se permettre autre chose qu'une faible remontrance. La Prusse écoutait depuis trop long-temps une politique soumise, pour qu'il lui fût possible de rompre brusquement avec la France, et de chercher à mériter un titre, jadis réclamé par un de ses rois, celui de protecteur du nord de l'Allemagne.

Tout, dans ce dernier pays, se trouvant donc favorable aux projets de la France, Mortier, qui avait déjà réuni une armée de quinze mille hommes en Hollande et sur la frontière germanique, commença sa promenade militaire, et entra dans l'électorat de Hanovre. Le duc de Cambridge et le général Walmoden firent d'abord mine de vouloir résister : une proclamation du roi d'Angleterre ordonna la levée en masse de ses sujets allemands sous peine de perdre leurs biens et leurs droits d'héritier; mais il fut bientôt démontré que,

réduit à ses propres ressources, et ne recevant aucun secours ni de l'Angleterre ni de l'empire, l'électorat ne pouvait opposer de résistance efficace, et que de vains efforts pour le défendre ne feraient qu'aggraver le malheur du pays, en exposant les habitans à toutes les calamités de la guerre. Le duc de Cambridge résolut de quitter les états héréditaires de sa famille, et le général Walmoden dut souscrire une convention portant que la capitale de l'électorat, ainsi que toutes ses places fortes, seraient remises aux Français, et que l'armée hanovrienne se retirerait de l'autre côté de l'Elbe, en promettant de ne point servir contre la France et ses alliés avant l'échange.

Le gouvernement anglais ayant refusé de ratifier la convention de Suhlingen, ainsi qu'on l'appelait, l'armée hanovrienne fut sommée de se rendre prisonnière, condition dure, que Walmoden ne voulut pas recevoir, et à laquelle Mortier ne renonça néanmoins qu'autant que ces troupes se

débanderaient, et remettraient leurs armes, artillerie, chevaux de bagages militaires. Dans une lettre au premier Consul, Mortier dit : « L'armée hanovrienne était réduite au désespoir, elle implorait votre clémence; j'ai pensé qu'abandonnée par son roi, vous deviez la traiter avec bonté. »

Indépendamment de l'occupation du Hanovre, les Français profitèrent de leur victoire en imposant des emprunts et autres réquisitions aux villes anséatiques.

L'Autriche accepta, comme raison valable, cette déclaration de la France, qu'elle n'occupait point la Hanovre à titre de conquête, mais qu'elle retiendrait l'électorat uniquement comme un gage pour l'île de Malte, que l'Angleterre gardait contre la foi des traités. Quant à la Prusse, encore bien qu'elle vît de mauvais œil ces excursions des Français dans son voisinage, elle dut se contenter de la même protestation.

Le Hanovre toutefois n'offrant pas un gage suffisant pour balancer les posses-

sions de Malte, Bonaparte résolut de se nantir de Tarente et de plusieurs autres ports du royaume de Naples, qu'il destinait à recevoir avant deux mois toute la flotte de Toulon. Un autre avantage qu'offrait d'ailleurs l'occupation de cette partie de l'Italie, c'était de distribuer les troupes sur des territoires neutres, qui étaient obligés de les payer et de les vêtir; ainsi dans la guerre on trouvait les ressources nécessaires pour la conduire, et la France se trouvait soulagée en partie des frais de l'entretien de son immense armée. Des réquisitions sur les villes anséatiques, sur l'Espagne, le Portugal, Naples, et autres pays neutres, vinrent aussi, à titre d'emprunt, remplir son trésor.

Avant la tactique nouvelle introduite par Bonaparte, chacune de ces opérations aurait paru devoir être l'objet d'une longue campagne; la France cependant n'y voyait que des coups indirects portés à la Grande-Bretagne, soit en occupant le patrimoine héréditaire du monarque anglais,

soit en gênant le commerce du royaume, soit en détruisant ce qui restait d'indépendance aux États du continent. Restait maintenant à tenter le coup décisif qui devait terminer la partie, ce plan d'invasion sur lequel Bonaparte avait si fortement appuyé dans sa conversation animée avec lord Whitworth. Mais une entreprise aussi hasardeuse demandait à être conduite avec prudence, et Bonaparte dut, cette fois, prendre le temps nécessaire pour assurer, autant que possible, le succès.

L'Angleterre à cette époque ne se trouvait nullement préparée contre une invasion. Une expédition qui serait partie des ports de la Hollande, immédiatement après la déclaration, eût probablement échappé aux escadres de blocus, mais il est probable que Bonaparte n'était pas mieux préparé que l'Angleterre à cette brusque rupture du traité d'Amiens; car l'événement fut le résultat de la passion bien plus qu'une combinaison de la politique; de sorte que ni Bonaparte ni l'An-

gleterre n'avaient pu en calculer d'avance les effets. D'ailleurs, le premier Consul ne s'était pas dissimulé les dangers d'une entreprise désespérée, où il eût joué tout ensemble sa gloire militaire, et cette puissance qu'il devait surtout à ses succès.

Il se déterminait enfin à attaquer l'Angleterre sur son territoire, et prétendait employer à cette grande entreprise toute la puissance de son génie et toute la force de son empire. Dans le cours des premières hostilités, les chaloupes canonnières avaient causé des dommages considérables aux vaisseaux de guerre anglais dans la baie de Gibraltar, où les calmes sont fréquens, et la manœuvre à la voile impossible. On supposa donc que ces petits bâtimens pourraient favoriser la descente projetée : on en construisit dans différens ports; ils se réunirent ensuite en longeant les côtes de France, sous la protection des batteries de terre. Point de promontoire, en effet, qui n'eût la sienne. Les côtes de France, dans le détroit, ressem-

blaient pour ainsi dire aux retranchemens d'une ville assiégée, dont il eût été imprudent de laisser un seul point dégarni de canon. Le rendez-vous général fut à Boulogne, d'où l'expédition devait mettre à la voile.

Après d'incroyables efforts, Bonaparte était parvenu à mettre ce port et sa rade en état de recevoir deux mille vaisseaux de toute espèce. Les ports moins considérables de Vimereux, d'Ambleteuse, d'Étaples, de Dieppe, du Hâvre, de Saint-Valery, de Caen, de Gravelines et de Dunkerque étaient également remplis de navires. Une flotille séparée occupait ceux de Flessingue et d'Ostende. Tout ce que la France possédait de gros vaisseaux attendait dans les ports de Brest, de Rochefort et de Toulon.

Une armée de terre fut réunie ; armée formidable, par la valeur des soldats, éprouvés dans les guerres d'Italie et d'Allémagne, par leur nombre et leur im-

mense matériel. Elle couvrait toute la côte française, depuis l'embouchure de la Seine jusqu'au Texel. Soult, Ney, Davoust et Victor devaient commander l'armée d'Angleterre et mettre à exécution les plans tracés par Bonaparte, dont le but était de mettre un terme aux perfidies de la Grande-Bretagne, et de tirer vengeance de son agression.

L'Angleterre cependant se prépara pour la résistance avec énergie. A environ cent mille hommes de troupes réglées qu'elle possédait, elle en ajouta plus de quatre-vingt mille de milices, qui ne le cédaient guère aux premiers sous le rapport de la discipline. Tout citoyen eut la faculté, et reçut même l'invitation de contribuer personnellement à la défense commune; et cette force volontaire devait être beaucoup plus nombreuse, mieux dirigée, plus efficace que pendant les dernières hostilités. Elle montait à trois cent cinquante mille hommes. D'autres classes

d'individus furent incorporés comme pionniers, charretiers et autres emplois de cette nature. Le pays sembla tout à coup transformé en un camp immense, la nation entière en armée, et le vieux roi lui-même en général. Toutes les occupations de la paix semblèrent momentanément oubliées. La voix qui appelait le peuple à la défense de ses plus chers intérêts se faisait entendre non-seulement dans le parlement et dans les assemblées convoquées pour seconder les mesures de résistance, elle éclatait encore dans les théâtres, elle tonnait du haut des chaires : l'Europe entière et Bonaparte lui-même purent voir alors combien est forte la puissance de l'opinion chez un peuple libre. Londres à cette époque rappelait Paris en 1791.

Indépendamment de ces apprêts sur terre, la Grande-Bretagne prit aussi ses mesures sur l'élément qu'elle appelle le sien. Cinq cent soixante-dix vaisseaux de guerre de toute espèce couvrirent l'Océan.

Des escadres bloquèrent tous les ports de France dans le détroit ; et l'armée destinée à envahir les rivages anglais voyait le pavillon britannique flotter dans toutes les directions à l'horizon.

CHAPITRE II.

SOMMAIRE : Conspiration des anglo-royalistes. — Moreau. — Pichegru.—George.—Catastrophe du duc d'Enghien.

1803 — 1804.

L'Angleterre avait tenté vainement d'armer contre nous les puissances du continent : l'Autriche, la Russie, la Prusse, l'Espagne, alliées ou amies de la France, avaient reculé devant l'idée de s'engager de nouveau dans la lutte. Les démarches, les sacrifices que les agens des Anglais avaient faits pour rallumer dans la Vendée la guerre civile, n'avaient pas obtenu un meilleur résultat ; le concordat avait rallié le clergé au gouvernement consulaire, et le régime d'oubli et d'équité établi dans

les provinces de l'Ouest avait rapidement changé l'esprit de ses habitans.

Déjà souvent le cabinet de Saint-James avait été induit en erreur par les royalistes qui, trompés par leurs propres illusions, l'avaient engagé dans des expéditions fâcheuses; mais s'il était détrompé sur les moyens tant vantés des royalistes, il conservait une grande idée de la puissance et des ressources des jacobins; il se persuada qu'un grand nombre d'entre eux étaient mécontens; qu'ils seraient disposés à réunir leurs efforts à ceux des royalistes, et seraient secondés par des généraux jaloux. Il pensa qu'en coordonnant ces élémens des partis opposés d'opinions et d'intérêts, mais réunis par une passion commune, on formerait une faction assez puissante pour opérer une efficace diversion.

Depuis moins de deux ans, il y avait eu cinq conspirations; tous les émigrés à la solde de l'Angleterre venaient de rece-

voir l'ordre de se réunir dans le Brisgaw et dans le duché de Bade. Mussey, agent anglais, intermédiaire pour servir à correspondre avec les ministres Drake et Spencer-Smith, résidait à Offenbourg, et fournissait avec profusion l'argent nécessaire à tous ces complots. D'un autre côté, les Anglais inondaient nos côtes d'agens des Bourbons : il y en avait de tous rangs, de toutes couleurs. On en avait arrêté un grand nombre, mais on ne pouvait encore pénétrer leurs projets.

Un jour, au moment où la police commençait à désespérer de trouver la voie de ces obscurs complots, le hasard, qui gouverne le monde, fit que le premier Consul, jetant les yeux sur la liste des personnes arrêtées, y aperçut le nom d'un chirurgien des armées; il jugea que cet homme ne pouvait pas être un fanatique. Il fit aussitôt diriger sur lui tous les moyens propres à obtenir un prompt aveu. Une commission militaire fut saisie de son affaire; quelques heures plus tard il était

déjà jugé et menacé de l'exécution s'il ne parlait. Une demi-heure après on avait découvert jusqu'aux plus petits détails : alors on connut toute la nature du complot ourdi à Londres, et bientôt après on sut les intrigues de Moreau et la présence de Pichegru et de George à Paris.

Échappé des déserts de Sinamary, Pichegru avait trouvé un asile à Londres. Le parti royaliste l'avait accueilli avec ardeur; déjà on le pressait de rentrer en France, et de se mettre à la tête d'une insurrection organisée sur les côtes de Bretagne. Mais Pichegru se rendait justice, il savait que sa trahison lui avait fait perdre la popularité que lui avaient méritée jadis ses victoires : ce fut Moreau qu'il désigna aux princes français et au cabinet de Londres, comme le seul homme capable d'opérer la contre-révolution.

Le rapprochement de deux généraux entre qui il devait exister un éloignement personnel, depuis l'affaire des caissons de Kinglin, fut habilement ménagée à Paris,

par l'abbé David, ami de Pichegru, et bientôt le général Lajollais, envoyé de Londres par celui-ci, arriva à Paris et fit part à Moreau des projets contre-révolutionnaires dont on voulait le rendre l'instrument. Au nom des princes français et du gouvernement britannique, un plan avait été arrêté; Moreau en prit connaissance.

Partis de Londres au mois d'août, les conjurés se divisèrent en trois bandes; ils débarquèrent successivement à la falaise de Béville et se dirigèrent sur Paris.

Pichegru arriva le dernier dans la capitale. Il descendit à Chaillot chez George; bientôt Moreau eut une entrevue avec lui, et ils tombèrent d'accord, malgré quelques dissidences sur les moyens d'exécution, sur le projet de changer totalement la forme du gouvernement.

Moreau était d'un caractère naturellement doux, poli et facile à persuader; homme de grand talent, sans doute, mais ne possédant point cette hardiesse de dé-

cision, indispensable à celui qui veut, à de semblables époques, se placer à la tête d'une faction politique. Ce fut en quelque sorte l'opinion générale, la force des choses, bien plus que sa volonté personnelle, qui l'érigèrent en chef de parti, et dans ses conférences avec Pichegru, dont il avait été le dénonciateur, on put avoir une preuve nouvelle de la faiblesse de son caractère.

La police cependant était sur les traces du complot. Plusieurs des conjurés furent sourdement arrêtés; on obtint d'eux des documens certains sur le projet des conspirateurs, on sut leur nombre, leurs forces; dès-lors l'arrestation de Moreau fut résolue, le 15 février 1804, le général fut saisi sans difficulté et sans résistance de sa part dans sa maison de campagne. Le lendemain, un ordre du jour signé Murat, alors gouverneur de Paris, en informa la capitale, en déclarant que Moreau était engagé dans une conspiration avec Pichegru, George et autres agens de l'Angleterre

et des princes, vivement poursuivis par la police.

La nouvelle de l'arrestation de Moreau produisit la plus profonde sensation dans Paris. Les uns ne croyaient nullement à l'existence du complot; d'autres, moins incrédules, voyaient, dans le projet avorté de Pichegru, le prétexte dont se servait le premier Consul pour perdre Moreau, son rival en réputation militaire, et l'ennemi avoué de son gouvernement.

Le 17 février, le grand-juge, ministre de la justice, dans un rapport communiqué au sénat, au corps législatif et au tribunat, dénonça Pichegru, George et d'autres individus, comme étant revenus de leur exil, en France, dans le dessein de renverser le gouvernement, et d'assassiner le premier Consul. Il accusait aussi Moreau de complicité avec eux.

A force de vigilance et d'activité, la police parvint à saisir presque tous les membres de la conjuration. Un faux ami, possesseur de tous les secrets de Pichegru,

trahit sa confiance moyennant une grosse somme, et introduisit les gendarmes dans la chambre du général, alors au lit. Ils s'emparèrent d'abord des armes qu'il avait à côté de lui, et ensuite de sa personne, malgré sa vigoureuse résistance. Une capture plus importante encore peut-être, fut celle de George Cadoudal : assailli dans la rue des Francs-Bourgeois par les agens de la police, il tua du cabriolet où il était, d'un coup de pistolet, un des gendarmes qui l'arrêtèrent, en blessa mortellement un second, et fut sur le point d'échapper aux autres. Le reste des conjurés fut arrêté, au nombre de quarante individus de toute condition. Quelques uns étaient les affidés de George, d'autres appartenaient à l'ancienne noblesse. Parmi ces derniers se trouvaient MM. Armand et Jules de Polignac, Charles de Rivière, et plusieurs royalistes de distinction. Le hasard fit encore tomber au pouvoir de Bonaparte le capitaine Wrighk qui, commandant un brick de guerre anglais, s'était chargé de

débarquer, sur les côtes du Morbihan, Pichegru et quelques uns de ses compagnons. Peu de temps après, son brick fut pris par un vaisseau français. Sa confrontation était nécessaire pour convaincre les conjurés, il fut amené à Paris, et enfermé au Temple.

Dans ses interrogatoires, George avait dit *qu'il attendait l'arrivée d'un prince français, pour attaquer le premier Consul.* Fouché crut reconnaître dans ces paroles un indice suffisant, et de ce moment résolut de porter un coup terrible aux royalistes, et d'épouvanter ceux qui tenteraient d'imiter leurs complots.

Le duc d'Enghien était venu récemment habiter Etteinheim, sur la frontière de la France, et sa présence se liait à l'entreprise de Pichegru, mais seulement sous le rapport d'une insurrection royaliste à Paris. La police soupçonneuse ne perdait de vue aucune de ses démarches, et savait qu'il devait pénétrer en France du côté de l'est,

tandis que le duc de Berry souleverait la Vendée.

Un conseil des ministres fut donc assemblé, le ministre de la guerre reçut des instructions détaillées pour faire enlever le jeune duc d'Enghien dans sa retraite.

Le 14 mars au soir, un corps de soldats français et de gendarmes, entra tout à coup sur le territoire de Bade, et cerna le château qu'habitait le malheureux prince : ils étaient commandés par le colonel Ordenner. Les soldats se précipitèrent dans l'appartement, le pistolet à la main, et demandèrent qui était le duc d'Enghien : « Si vous êtes chargés de l'arrêter, dit le duc, vous devez avoir son signalement sur votre ordre. — Hé bien, nous vous arrêtons tous, » répliqua l'officier qui commandait. Il fut conduit avec la plus grande célérité, et le plus profond secret à Paris, où il arriva le 20. On le déposa au Temple pour quelques heures seulement, puis il fut transféré au château de Vincennes.

A minuit, il comparut devant une commission militaire composée de huit officiers, présidés par le général Hulin; ils étaient nommés par Murat, alors gouverneur de Paris. Accablé de fatigue, épuisé par l'insomnie, le duc d'Enghien ne se montra pas moins, dans ce cruel moment, le digne rejeton du grand Condé; il avoua son nom, sa qualité, et la part qu'il avait prise dans la guerre contre la France; mais il affirma ne rien savoir de la conspiration de Pichegru.

Le prince fut déclaré coupable d'avoir porté les armes contre la république, d'avoir intrigué avec l'Angleterre, et entretenu des intelligences dans Strasbourg, pour s'emparer de la place.

Le jeune duc fut condamné à mort.

Vers les quatre heures du matin, une explosion se fit entendre dans les fossés du château: le dernier rejeton du grand Condé avait cessé d'exister.

L'exécution du duc d'Enghien eut lieu le 21 mars; le 7 avril suivant, le général

Pichegru fut trouvé mort dans sa prison. Une cravate noire était fortement serrée autour du cou, à l'aide d'un tourniquet passé dans l'un des bouts. Il fut constaté que le général avait lui-même tourné le bâton, jusqu'à ce que la strangulation eût lieu; et qu'en plaçant alors sa tête sur l'oreiller, il avait fixé le tourniquet dans cette position.

Le procès de George et de Moreau se poursuivait cependant avec activité : les accusés étaient au nombre de trente-trois, parmi lesquels se distinguaient outre ces deux chefs, Bouvet de Lozier, les deux frères Armand et Jules de Polignac, le marquis de Rivière, Rolland, (*) Lajollais, et l'abbé David. L'intérêt était vivement excité par la gravité de l'accusation et le renom des personnages sur qui elle pesait.

(*) C'est ce Rolland qui dénonça la retraite de Pichegru, et qui le fit arrêter. Il fut mis clandestinement en liberté. On lui donna un passeport pour l'étranger et une somme considérable.

Le chef de chouans conserva devant ses juges le ton d'audace et d'insulte qu'il avait pris depuis son arrestation. Il avoua qu'il était venu à Paris avec des projets personnellement hostiles à Bonaparte et s'il paraissait regretter son arrestation, c'était parce qu'elle déjouait ses desseins. La peine de mort fut prononcée contre George et dix-neuf de ses co-accusés.

Parmi eux se trouvaient Armand de Polignac et Rivière; mais tous les nobles reçurent leur pardon de Bonaparte; le bannissement ou la prison, furent pour eux substitués à la peine capitale. Bonaparte dès lors avait à cœur de se concilier le parti de la noblesse: George et les autres accusés furent exécutés; ils moururent avec une grande fermeté.

La découverte du complot et la punition des conjurés semblèrent produire en grande partie les effets que Bonaparte en attendait. Les royalistes se soumirent; et sans les railleries, les bons mots et les

sarcasmes que leur inspirait la haine qu'ils portaient au gouvernement de Bonaparte, on eut à peine soupçonné l'existence de leur parti.

Le procès de Moreau présentait bien plus de difficultés que celui de Cadoudal. Il fut impossible de se procurer des preuves éclatantes contre lui, excepté l'aveu qu'il fit d'avoir vu deux fois Pichegru, mais en repoussant fortement l'accusation d'avoir pris part à ses projets.

Bonaparte voulait impérieusement que Moreau fût condamné à mort: pour obtenir sa condamnation, il ne se fit pas scrupule de recourir aux moyens extrêmes; ainsi, lorsque les débats furent terminés, et tandis que les juges étaient aux opinions, un Conseiller d'État, c'était le plus habile et le plus dévoué des partisans du Consul, fut envoyé auprès d'eux, et fit tous ses efforts pour les convaincre de la nécessité de prononcer contre Moreau la peine capitale. Il termina en assurant

que l'intention du premier Consul était de lui *faire grâce.* A ces mots Clavier, un des juges se levant, répliqua d'un ton énergique : « *Et qui nous la fera, à nous, monsieur?* »

Le tribunal trop faiblement convaincu, adopta un terme moyen. Moreau fut déclaré coupable, mais pas assez pour que la peine capitale s'ensuivît. Il fut condamné à deux années de prison.

La sentence fut commuée par le premier Consul, et l'exil fut substitué à la prison. L'opinion publique était alors fortement prononcée en faveur de *Moreau*; et un nombre considérable de militaires, parmi lesquels on comptait beaucoup de généraux, notamment *Lecourbe*, furent indignés du jugement, et témoignaient hautement leur mécontentement. Il existait une grande fermentation. Il était à craindre que des hommes déterminés ne tentassent d'enlever le général *Moreau*, et de le soustraire à son jugement. *Bonaparte*, instruit

de l'état des choses, et pour prévenir tous événemens, ordonna; sur-le-champ, l'exil de *Moreau*. Cette mesure fut exécutée dans la nuit même qui suivit le jour du jugement. Tous les biens de *Moreau* lui furent achetés et payés comptant; et le jour commençait à peine à paraître, qu'il avait quitté Paris, pour se rendre à sa destination : Moreau conservait encore alors l'estime d'une partie de l'armée, qui ne voyait en lui qu'un homme égaré par la faiblesse et l'ambition, et ce ne fut que plus tard qu'elle changea de sentiment pour le vainqueur de Hohenlinden, qui alors n'était plus qu'un traître servant contre la patrie, dans les conseils et les armées de la sixième coalition.

A cette époque, la découverte d'une conspiration incidente, tramée par M. Drake, ministre de l'Angleterre près la cour de Munich, attira l'attention des cabinets. M. de Talleyrand en fit imprimer les étranges pièces et documens, qu'il était

adroitement parvenu à saisir, et adressa à tous les membres du corps diplomatique, résidant à Paris, une circulaire où il flétrissait la bassesse des moyens auxquels les ennemis de la république ne dédaignaient pas d'avoir recours.

CHAPITRE III.

SOMMAIRE : Avénement à l'empire. — Protestation du prétendant. — Camp de Boulogne. — Inauguration de la Légion d'Honneur. — Sacre. — Ouverture du corps législatif.

1804.

Dès son élévation au consulat, Bonaparte avait rêvé le trône ; depuis lors tous ses soins, ses travaux, ses projets, avaient tendu vers ce but.

Mais un des traits les plus remarquables de son caractère naturellement impétueux, celui qui explique le mieux peut-être sa prodigieuse fortune, était de savoir attendre : il avait le secret de se faire donner par la nation l'éveil des mesures qu'il avait lui-même résolues dans la profondeur de ses desseins.

Ainsi nous l'avons vu, avant le 18 bru-

maire, solitaire et studieux : La France cependant disait tout haut qu'il allait renverser le Directoire.

Au moment où il aspirait au consulat à vie, ce n'était pas lui, c'était le peuple, qui disait que les gouvernemens temporaires manquent de stabilité. Et lorsqu'il résolut de placer sur sa tête la couronne de Charlemagne, la nation se trouva toute prédisposée à demander son élévation.

La métamorphose de la république en empire, devait être un événement remarquable dans l'histoire, elle pensa s'accomplir en quelque sorte à huit-clos.

Un membre obscur du tribunat, le citoyen Curée, fit le 30 avril la proposition de décerner au premier Consul le titre d'empereur, et de fixer l'hérédité dans sa famille. Cette proposition passait à l'unanimité, si Carnot ne s'y fut vivement opposé.

Le 2 mai cependant, le corps législatif unit ses votes au vœu du tribunat ; le 18 le sénatus-consulte organique qui déférait

le titre d'empereur au premier Consul fut décrété, et Cambacérès, son président, se rendit à Saint-Cloud à la tête d'une députation, pour présenter à Napoléon le sénatus-consulte. Au discours de Cambacérès le nouvel empereur répondit : « Tout ce qui peut contribuer au bien de la patrie est essentiellement lié à mon bonheur; j'accepte le titre que vous croyez utile à la gloire de la nation. Je soumets à la sanction du peuple la loi de l'hérédité; j'espère que la France ne se repentira jamais des honneurs dont elle environnera ma famille. Dans tous les cas mon esprit ne sera plus avec ma postérité le jour où elle cesserait de mériter la confiance et l'estime de la grande nation. »

Le sénatus-consulte avait consacré le vœu des trois grands pouvoirs de la nation, il fut ratifié par les acclamations populaires.

Napoléon s'occupa aussitôt de la nouvelle organisation à donner à son gouvernement :

Cambacerès fut archi-chancelier de l'empire, et le troisième Consuls, Lebrun, archi-tresorier.

Par un noble tribut de reconnaissance, il choisit dans les rangs de l'armée dix-huit des hauts dignitaires de l'état : Alexandre Berthier, Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Augereau, Bernadotte, Soult, Brune, Lannes, Mortier, Davoust, Ney, Bessières, Kellerman, Leféyre, Pérignon et Serrurier furent nommés maréchaux de l'empire.

Le clergé, que le concordat avait concilié à Bonaparte, salua son avénement d'un concert de vœux et de louanges : des décrets de joyeux avénement rendirent la liberté à des prisonniers malheureux ; le système des préfectures fut établi sur un plan plus vaste, et le ministère de la police reçut une nouvelle organisation.

L'Europe apprit sans étonnement un changement auquel elle était préparée d'avance ; une seule voix s'éleva pour protester contre l'élévation de Bonaparte au

rang d'empereur des Français, ce fut celle du frère de Louis XVI, du comte de Lille, depuis Louis XVIII.

Dans une déclaration adressée aux divers cabinets, datée de Varsovie, à laquelle les événemens de 1814 donnèrent depuis une célébrité prophétique, Louis XVIII protesta contre l'usurpation du trône de France, et dit : « Je déclare que loin de reconnaître le titre impérial que Bonaparte vient de se faire déférer par un corps qui n'a pas même d'existence légale, je proteste contre le titre et contre tous les actes subséquens auxquels il pourrait donner lieu. »

Pour toute réponse Napoléon fit imprimer textuellement cette protestation dans le Moniteur.

L'anniversaire de la fédération approchait, Napoléon choisit le 14 juillet, ce jour toujours cher à la France, pour l'inauguration de l'ordre de la Légion d'Honneur. Cette fête eut lieu au temple de Mars, dans l'église des Invalides : la cérémonie

brilla à la fois de l'éclat de la grandeur républicaine, et de la pompe impériale.

L'Empereur cependant n'oubliait pas les vastes projets du premier Consul : il quitta bientôt Paris pour se rendre avec l'Impératrice au camp de Boulogne.

Tout était disposé pour l'invasion ; dès son arrivée il passa en revue ces camps redoutables qui menaçaient l'Angleterre.

Les cent soixante mille hommes réunis autour de Boulogne étaient exercés journellement à s'embarquer sur la flottille au premier signal. Cette innombrable flottille n'était que le moyen de débarquer les cent soixante mille hommes en peu d'heures, en s'emparant de tous les bas-fonds ; mais ces bâtimens légers, pour aborder sur les côtes d'Angleterre, devaient être protégés par des forces maîtresses de la Manche pendant quelques jours.

Pour arriver à ce grand but, Napoléon avait prescrit à l'amiral Villeneuve, commandant l'escadre de Toulon, forte de quatorze vaisseaux de ligne, de se rendre au

Ferrol, où il devait être renforcé par cinq autres vaisseaux français, et par neuf vaisseaux espagnols. L'amiral Villeneuve, devait encore rallier cinq vaisseaux et trois frégates dans la rade de l'île d'Aix, et un vaisseau dans celle de Lorient; tous étaient prêts à appareiller. La rade de Brest contenait vingt et un vaisseaux, sous les ordres de Gantheaume; elle était mouillée en avant du goulet, et prête à sortir dès qu'elle aurait aperçu l'escadre réunie de Villeneuve. Tout présageait le succès. Les calculs de Bonaparte garantissaient le résultat.

Pour réunir ainsi toutes ces escadres, et en former une de soixante à soixante et dix vaisseaux, avec laquelle on serait entré dans la Manche, il fallait d'abord tromper toutes les croisières anglaises, et les obliger, par de faux mouvemens, à se porter aux Antilles, et même aux Grandes-Indes. Villeneuve sortit de Toulon avec onze vaisseaux; mais il ne put rallier des escadres de Carthagène et de Cadix, que six

vaisseaux espagnols et un vaisseau français. Il prit aussitôt la route de la Martinique, où il fut rejoint par quatre vaisseaux sortis de l'île d'Aix. Nelson, chargé du blocus de la rade de Toulon, se persuada que l'escadre française de la Méditerranée était destinée pour l'Egypte; il la fut chercher dans les mers de la Syrie et de l'Egypte, et s'opiniâtra à rester dans ces parages: ce ne fut qu'à la fin d'avril qu'il se rendit à Gibraltar. Il fit route alors pour la Barbade, où il arriva le 4 juin avec dix vaisseaux très-fatigués. D'un autre côté l'amiral anglais Cochrane avait quitté les côtes de l'ouest pour courir sur l'escadre de Missyessy, sortie de Rochefort le 6 janvier. Cochrane arriva aux Antilles, après avoir parcouru les côtes du Portugal: il se réunit, en juin, à Nelson avec trois vaisseaux seulement. Les ports du Ferrol et de Rochefort furent successivement débloqués; mais des stations anglaises rejoignirent l'escadre devant Brest, qui devint dès lors très-supérieure à l'escadre de Gantheaume,

laquelle ne put plus sortir sans le secours de Villeneuve.

Le projet de la descente en Angleterre paraissait jusqu'alors secondé par la fortune : seulement on avait à se plaindre de Villeneuve, qui avait gâté ou affaibli le plan de Napoléon, en exécutant mal les instructions qu'il avait reçues. Cet amiral revint dans les mers d'Europe, et eut avec l'amiral Calder, les 22 et 23 juillet, à cinquante lieues du cap Finistère, une action navale, qu'il aurait pu éviter, et dans laquelle il ne profita pas de ses avantages. Il en fut blâmé par Napoléon, qui ordonna qu'à Brest, Gantheaume prendrait le commandemant. Villeneuve entra à la Corogne et ensuite au Ferrol, avec trente-quatre vaisseaux, ne donna point d'ordre à l'escadre de Vigo ; et au lieu de se rendre à Brest, ainsi que le portaient les derniers ordres, il alla se faire bloquer à Cadix. Napoléon ordonna au ministre de la marine de lui faire un rapport sur la conduite de Villeneuve, et de le faire passer à



CAMP DE BOULOGNE

un conseil d'enquête. L'amiral Rosily fut nommé pour lui succéder.

Il fallait une victoire à l'amiral Villeneuve; il alla livrer la désastreuse bataille de Trafalgar! Ainsi, toute la sagesse des dispositions de Napoléon, pour faire concourir les escadres françaises de haut-bord à la descente en Angleterre de l'armée des côtes de Boulogne, fut inutile. Si Villeneuve, au lieu d'entrer au Ferrol, se fut contenté de rallier l'escadre espagnole, et eût fait voile sur Brest pour s'y réunir avec l'amiral Gantheaume, l'armée française débarquait: l'Angleterre courait les plus grands dangers. Les Anglais avaient été dupes de la construction des prames et des bateaux canonniers; ils avaient cru que Napoléon se proposait de passer de vive force par la seule force militaire de la flottille: l'idée de son véritable projet ne leur est point venue; lorsque le mouvement des escadres françaises eut manqué, qu'ils s'aperçurent du danger qu'ils avaient couru, l'effroi alors fut dans les conseils de Lon-

dres, l'Angleterre avait été à deux doigts de sa perte.

La fête de Napoléon fut célébrée à Boulogne avec une pompe toute militaire, et l'Angleterre, de ses rivages, put voir l'enthousiasme et l'ardeur dont sa présence enflammait cette innombrable armée impatiente d'envahir ses rivages.

L'Empereur, accompagné de l'Impératrice, qui portait sa nouvelle dignité avec autant de grâce que de modestie, se rendit à Aix-la-Chapelle et sur les frontières d'Allemagne; ils reçurent les félicitations de toutes les puissances d'Europe. Les princes allemands, qui avaient tout à espérer et tout à craindre d'un voisin si redoutable, se hâtèrent de venir faire leur cour à Napoléon, en personne ou par l'organe de leur sambassadeurs.

L'acte de reconnaissance le plus formel et le plus pompeux n'était point encore accompli. Napoléon voulut déployer pour son couronnement une pompe sans égale: le pape Léon avait placé une couronne d'or

sur la tête de Charlemagne et l'avait proclamé empereur : C'était donc de la main du Pape, que Napoléon voulait être couronné. Dans un message qu'il lui fit tenir par son ambassadeur à Rome, il pria le saint-père de vouloir bien y consentir. Pour hâter sa détermination, il faisait valoir les considérations suivantes :

« Le moment est venu, saint-père où la réconciliation de l'église et de l'empire va recevoir la sanction la plus auguste. Le premier effet de votre condescendance, très-saint-père, sera de consacrer la réconciliation du peuple français avec la monarchie, qui est nécessaire à son repos; de prévenir tous les prétextes de la guerre civile, d'aplanir tous les différends, qui conduisent à un schisme, en établissant d'une manière fixe les rapports de la religion avec l'état, et de l'état avec la religion.

» La France, d'ailleurs, mérite cette faveur particulière. Son église est la fille aînée de l'église romaine: il s'agit de dis-

siper tous les nuages qui ont obscurci les derniers jours de leur union; et cette union en deviendra plus sainte, et les jours qui suivront en seront plus sereins.

» Nous nous proposons de notre côté de réparer toutes les ruines de l'église, de rendre au culte son antique splendeur, et à ses ministres toute notre confiance, si votre sainteté répond à nos vœux par l'inspiration du Très-Haut, dont elle est l'organe sur la terre.

» Sous tous les rapports religieux, moraux et politiques, l'univers chrétien recueillera des avantages immenses du voyage que je supplie votre sainteté de faire à Paris; de ce voyage que, malgré la saison, les distances et les difficultés, elle ne doit pas hésiter d'entreprendre, si l'intérêt de la religion en prescrit la nécessité.

» Les concerts de la reconnoissance s'unissent déjà, dans le cœur de tous les Français, à la vénération qu'ils ressentent pour celui que ses lumières et ses

vertus ont appelé au gouvernement de l'église.

» Des hommages universels accompagneront tous les pas du saint-père, à qui nous voulons qu'on décerne les mêmes honneurs que Léon III reçut de Charlemagne, notre glorieux prédécesseur.... »

Le Pape ne balança pas à accéder au vœu de Napoléon. Il annonça ainsi sa résolution dans ce discours qu'il prononça en plein consistoire le 29 octobre.

« Vénérables frères,

» Lorsque nous vous annonçâmes, de ce lieu même, que nous avions fait un concordat avec S. M. l'empereur des Français, nous fîmes éclater, en votre présence, la joie dont le Dieu de toute consolation remplissait notre cœur, à la vue des heureux changemens que le concordat venait d'opérer dans ce vaste et populeux empire, pour le bien de la religion.

» Une œuvre si grande et si admirable dut exciter en nous les plus vifs sentimens de reconnaissance pour le très-puissant prince qui avait employé son autorité à la conduire à sa fin.

» Ce puissant prince, notre très-cher fils en J.-C., nous a fait connaître qu'il désirait vivement recevoir de nous l'onction sainte et la couronne impériale, afin que la religion, imprimant à cette cérémonie solennelle le caractère le plus sacré, en fît la source des plus abondantes bénédictions.

» Cette demande, faite dans de tels sentimens, n'est pas seulement un témoignage authentique de la religion de l'empereur et de sa piété filiale pour le saint-siége; mais elle se trouve encore appuyée de déclarations positives que sa volonté ferme est de protéger de plus en plus la foi sainte, dont il a jusqu'ici travaillé à relever les ruines par tant de généreux efforts.

» Ainsi, vénérables frères, vous voyez combien sont justes et puissantes les rai-

sons que nous avons d'entreprendre ce voyage. Nous y sommes déterminés par de vues d'utilité pour notre sainte religion, et par des sentimens particuliers de reconnoissance pour le très puissant empereur qui, après avoir rétabli la religion catholique en France, nous témoigne le désir de favoriser ses progrès et sa gloire.

» A ces causes, vénérables frères, marchant sur les traces de nos prédécesseurs, qui se sont quelquefois éloignés de leur siége, et se sont transportés dans des régions lointaines pour le bien de l'église, nous entreprenons ce voyage, sans nous dissimuler que sa longueur, une saison peu favorable, notre âge avancé et notre faible santé, auraient dû nous en détourner; mais nous comptons pour rien ces obstacles, pourvu que Dieu nous accorde ce que notre cœur lui demande. »

Le saint-père quitta Rome le 5 novembre, et arriva à Fontainebleau le 25 du même mois.

Napoléon, prévenu de son arrivée, alla au-devant de lui jusqu'à la croix de Saint-Herem, le reçut avec toutes les marques d'un profond respect, et lui fit rendre partout les honneurs dus à son éminente dignité.

Le 2 décembre était le jour fixé pour la cérémonie du couronnement, à laquelle toute l'élite de la France assista par députation.

A dix heures du matin, l'empereur sortit des Tuileries pour se rendre à Notre-Dame. Son cortége était nombreux et magnifique : cinq cents voitures escortaient la sienne ; il y avait cinquante mille hommes sous les armes, et cinq cent mille curieux aux fenêtres ou dans les rues.

L'église était entièrement tendue en étoffes de soie cramoisie, ornées de franges, de galons et d'armoiries brodées en or. La nef, le chœur et le sanctuaire étaient couverts de tapis d'Aubusson et de la Savonnerie. Des gradins en amphithéâtre étaient chargés de spectateurs : les fem-

mes, brillantes de grâces et de parure, les hommes revêtus d'habits éclatans, des places assignées à tous les grands dignitaires de l'état, le trône de l'Empereur élevé au milieu de la nef, celui du Pape dans le sanctuaire et à côté de l'autel..... ; tout enfin était beau et bien ordonné. Ce mélange de la pompe des cérémonies de l'église romaine avec la magnificence de la cour des Tuileries, présentait à l'œil un brillant spectacle, mais toutefois laissait dans les esprits une sorte d'inquiétude, qui provenait sans doute autant de la pompe inusitée des cérémomies religieuses, que de l'intervertissement des dogmes anciens de la politique.

L'Empereur reçut à genoux l'onction sainte des mains du pape : puis il *prit lui-même la couronne sur l'autel*, et la plaça sur sa tête; ensuite, assis sur son trône, la couronne en tête et la main sur l'Évangile, il prononça le serment suivant : « Je jure de maintenir l'intégrité du territoire de la république, la vente des biens na-

tionaux, la loi du concordat, la liberté des cultes, l'institution de la Légion d'Honneur, et de gouverner dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français. »

Le chef des hérauts dit alors d'une voix forte: *Le très-glorieux et très-auguste empereur Napoléon, empereur des Français, est couronné et intronisé. Vive l'empereur!* » Et pendant dix minutes l'église retentit des cris répétés de *vive l'empereur !*

Aucun accident ne troubla la cérémonie. La police veillait partout. Tous les travaux furent suspendus. Le peuple parut joyeux, fut bruyant et animé, quoique contenu. Le soir la ville fut illuminée avec profusion. Des flammes de Bengale allumées sur les édifices les plus élevés, répandaient au loin une clarté nouvelle et d'un effet extraordinaire.

Toute l'Europe, moins l'Angleterre, voulut être témoin de cette cérémonie. Les princes d'Allemagne furent invités, ce jour-là, à déjeuner chez le maréchal Murat,

gouverneur de Paris. Après le repas, le maréchal, par une galanterie familière, qui put les offenser, mais qu'ils n'osèrent refuser, leur offrit des carosses à sa livrée, et à six chevaux, pour les conduire à Notre-Dame, où il les fit accompagner chacun par deux aides-de-camp, et par une escorte d'honneur de cent hommes à cheval. La beauté des attelages, la richesse de la livrée et l'élégance des voitures firent remarquer ce cortége parmi tant d'autres, et même après celui de l'empereur.

Celui de Napoléon était d'une rare magnificence. Je ne sais si, depuis ces fameux triomphes, dont la capitale du monde s'énorgueillissait, on avait rien vu d'aussi brillant, tant par l'éclat des armes que par la richesse des habits : tout était éblouissant. Sa voiture, d'une construction nouvelle, surmontée d'une immense couronne d'or, attelée de huit chevaux blancs, panachés et caparaçonnés, était à découvert; et lui permettait de tout voir et d'être vu.

Dans ce jour sa vanité dut être satisfaite

car jamais aucun mortel ne fut plus avidement regardé, plus applaudi et plus magnifiquement accompagné.

La fête du couronnement fut suivie de deux autres fêtes, dont l'une était exclusivement consacrée au peuple, auquel on distribua largement du vin, des alimens, et de petites médailles d'argent, portant d'un côté l'effigie de l'Empereur, avec cette légende : *Napoléon*, *Empereur;* et, de l'autre, le même en pied, vêtu à la romaine, élevé sur un bouclier, avec cette légende *le sénat et le peuple.*

L'autre fête fut donnée à l'armée, qui, par des députations qu'elle avait envoyées à Paris, reçut ce jour là ses aigles et ses drapeaux. En les distribuant au Champ-de-Mars, l'Empereur prononça les paroles suivantes :

« Soldats, voilà vos drapeaux. Ces aigles vous serviront toujours de ralliement. Ils seront partout où votre empereur les jugera nécessaires pour la défense de son trône et de son peuple. Vous jurez de sa-

crifier votre vie pour les défendre, et de les maintenir constamment, par votre courage, dans le chemin de la victoire. » Tous les soldats répétèrent : *Nous le jurons.*

Tous les corps de l'état allèrent déposer leurs hommages et leurs vœux aux pieds du nouveau monarque ; et de ce jour une quatrième dynastie régna sur la France.

Les autorités de la république italienne avaient envoyé une députation à Paris, pour demander un gouvernement monarchique et héréditaire. Le 17 mars les députés obtinrent audience de l'Empereur, et lui firent connaître le vœu unanime de leurs compatriotes, Napoléon fondateur de la république italienne, prit le titre de roi d'Italie.

Bonaparte se rendit au vœu des peuples d'Italie. Il convint avec eux que la séparation des couronnes de France et d'Italie, qui pouvait être avantageuse à leurs descendans, serait fort dangereuse pour eux-mêmes. « Vous me déferez la

couronne, ajouta-t-il, je l'accepte; mais seulement tout le temps que vos intérêts l'exigeront; et je verrai avec plaisir arriver le moment où je pourrai la placer sur une plus jeune tête, qui, animée de mon esprit, soit toujours prête à se sacrifier pour la sûreté et le bonheur du peuple italien. » En annonçant cette nouvelle acquisition au sénat français, Bonaparte dit: « La force et la puissance de l'empire français sont surpassées par la modération qui préside à toutes nos transactions politiques. »

Le 11 avril, accompagné de l'impératrice, il partit pour la cérémonie de son couronnement comme roi d'Italie. Cette solennité ressembla, presque en tout, à celle de son sacre comme Empereur. Le ministère du pape, néanmoins, ne fut point requis en cette seconde occasion, encore bien que Pie VII, qui retournait alors à Rome, ne se fût sans doute pas refusé à passer par Milan, si Bonaparte l'en eût prié. Quoi qu'il en soit, le minis-

tère de l'archevêque de Milan parut suffisant, et ce fut lui qui bénit la couronne de fer, qu'avaient jadis portée les rois lombards.

Comme à Paris, Bonaparte prit la couronne, la posa sur sa tête, et prononça tout haut l'orgueilleuse devise des anciens possesseurs : *Dieu me la donne, gare à qui la touche.*

Le nouveau royaume fut organisé sur le plan de l'empire français. *L'ordre de la Couronne de Fer* fut institué à l'instar de celui de la Légion d'Honneur. De nombreuses troupes françaises restèrent au service de l'Italie ; Eugène Beauharnais, fils de Joséphine par son premier mariage, qui possédait et méritait la confiance de son beau-père, fut chargé de représenter, en qualité de vice-roi, Napoléon.

Bonaparte ne quitta point l'Italie sans ajouter encore à son empire. Gênes, autrefois la Superbe et la Puissante, fit le sacrifice de son indépendance, et son doge

supplia l'Empereur de la considérer comme faisant partie de la France.

Bientôt de retour à Paris, Napoléon voulut clore l'année 1804, la première de son règne, par l'ouverture du corps législatif. La France entière l'entendit avec joie dire dans son discours : « Je ne veux point accroître le territoire de l'Empire, mais en maintenir l'intégrité. »

Malgré les préparatifs de l'Angleterre, on espéra que la paix continuerait de faire fleurir les arts, le commerce et l'industrie. La France après tant de travaux et de gloire, ne demandait à Napoléon en échange de ses libertés républicaines que le repos si nécessaire à sa prospérité.

CHAPITRE IV.

SOMMAIRE : Troisième coalition contre la France.— Intentions pacifiques de Napoléon. — Sa lettre au roi d'Angleterre. — L'empereur d'Autriche et l'électeur de Bavière. — Campagne d'Austerlitz. — Paix et traité de Presbourg.

Octobre à décembre 1805.

Le trône impérial était enfin édifié, et déjà autour de lui s'amoncelaient tous les élémens aristocratiques, ornemens qu'on croit nécessaires aux monarchies, et dont le poids finit presque toujours par les écraser. Napoléon désirait une paix qui devait affermir les bases de sa nouvelle puissance, et à peine couronné il avait écrit pour la seconde fois au roi d'Angleterre : « Je n'attache pas de déshonneur à faire le premier pas... ; j'ai assez, je pense,

prouvé au monde que je ne redoute aucune des chances de la guerre.... La paix est le vœu de mon cœur, mais jamais la guerre n'a été contraire à ma gloire... Je conjure votre majesté de ne pas se refuser au bonheur de donner la paix au monde... Une coalition ne fera jamais qu'accroître la prépondérance et la grandeur continentale de la France... »

Cette lettre n'obtint aucun résultat; l'empire, à l'ombre de ses victoires, pouvait prendre, dans le repos intérieur, un accroissement de prospérité et de forces dont la perspective effrayait les Anglais, et, bien loin de prêter l'oreille aux ouvertures pacifiques de Napoléon, ils intriguaient avec plus d'ardeur que jamais pour lui susciter de nouveaux ennemis. Leurs machinations ne tardèrent pas à porter des fruits.

La Russie s'était engagée, par un traité secret avec le cabinet de Londres, à faire avancer cent quatre-vingt mille hommes pour enlever aux Français les avantages

de leurs conquêtes. La Suède était entrée dans cette alliance, et l'Autriche, après quelque hésitation, crut y trouver une garantie contre les empiétemens de la France. Au commencement de septembre l'archiduc Ferdinand se met à la tête de quatre-vingt mille soldats; et, sans déclaration de guerre, envahit la Bavière; trente mille hommes, sous les ordres de l'archiduc Jean, prennent position dans les montagnes du Tyrol, et cent mille combattans marchent sur l'Adige avec l'archiduc Charles. La Cour de Prusse garde seule encore la neutralité; mais le tombeau du grand Frédéric à Postdam reçoit les sermens de sa haine contre les Français, et notre premier revers deviendra pour elle le signal des hostilités.

Les circonstances diplomatiques qui accompagnèrent l'invasion de la Bavière méritent d'être rapportées. L'empereur François écrivit d'abord à l'électeur palatin une lettre affectueuse pour l'engager à entrer dans la coalition; le prince bava-

rois lui fit une réponse évasive, en insistant sur ce que son fils, alors en France, était au pouvoir de Napoléon. Nouvelle missive de l'Autrichien, mais cette fois impérieuse et menaçante. Blessé de ce langage, l'électeur n'hésita plus à mettre ses vrais sentimens à découvert : « Je conserverai l'espoir, mandait-il sans détour à François, que V. M. I. épargnera à des provinces malheureuses l'horreur d'une guerre dont elles n'ont déjà que trop souffert, au moment où les plaies des anciennes hostilités saignent encore. Je dois à mes infortunés sujets, je me dois à moi-même de ne pas prodiguer leur sang pour des discussions qui leur sont étrangères, et contre un gouvernement qui ne leur a fait aucune injure : c'était le motif originaire de la neutralité absolue et complète que j'avais réclamée auprès de V. M. I. Tout me porte à adhérer inviolablement à ce parti. » Durant ces négociations les troupes autrichiennes violaient le territoire bavarois. L'électeur prit le parti de se re-

tirer à Wurtzbourg avec son armée, laissant le champ libre aux puissances belligérantes.

Napoléon était au camp de Boulogne lorsqu'il apprit l'outrage fait à son allié et les mouvemens non équivoques de la coalition. Aussitôt ses mesures sont prises. Un décret rétablit les gardes nationales, qui volent à la défense des côtes, tandis que l'armée campée à Boulogne se précipite vers les bords du Rhin; tous les moyens de transport sont mis en réquisition pour accélérer sa marche; bientôt elle fait sa jonction avec les troupes que Bernadotte amène de la Hollande et de la Bavière. Le général Mack, commandant l'armée autrichienne d'Allemagne, croyait encore Napoléon dans les Dunes, que déjà l'empereur, arrivé sur les bords du Danube, adressait une proclamation à ses soldats, impatiens de courir à de nouvelles victoires.

Le 1er octobre, Napoléon avait déjà tourné les positions de l'ennemi; les avan-

tages partiels de Wertingen, de Gutzbourg, de Memmingen, facilitent l'élan de sa course impétueuse; le 12, il entre dans la capitale de la Bavière et délivre les états de son fidèle allié.

Quinze mille hommes s'étaient retranchés au pont d'Elchingen; l'Empereur se porte contre eux, force le passage, et par d'habiles manœuvres il contraint le général Mack à se renfermer dans Ulm avec trente mille hommes. Le 20, cette ville capitule, et les troupes qui l'occupaient défilent devant le vainqueur. C'est là que Napoléon fit cette réponse à un colonel autrichien, étonné de le voir trempé par la pluie : « Si votre maître a voulu me faire souvenir que j'étais un soldat, il conviendra, j'espère, que le trône et la pourpre impériale ne m'ont pas fait oublier mon premier métier. »

L'archiduc Ferdinand, réduit à la moitié de son armée, opérait une retraite précipitée. La cavalerie de Murat l'atteignit dans sa marche près de Nuremberg

et lui enleva dix-huit mille hommes, plusieurs généraux, cinquante canons et quinze cents caissons. Même succès à Lowers, Amstetten, Marienzell, Prassling, Lintz et Inspruck. « Nous ne nous arrêterons plus, avait dit Napoléon en ouvrant la campagne, que nous n'ayons assuré l'indépendance du corps germanique, secouru nos alliés, et confondu l'orgueil de nos injustes aggresseurs. Nous ne ferons plus de paix sans garantie; notre générosité ne trompera plus notre politique. » Ces paroles ne permettaient pas le repos, et l'armée continua le cours de ses glorieuses fatigues. Pendant que Masséna, à la tête de quarante mille hommes, franchissait l'Adige, la Brenta, la Piave, le Tagliamento, l'Izonzo, et achevait de mettre les Autrichiens en déroute à Castel-Franco, de son côté Napoléon, après avoir passé l'Inn, se précipitait sur l'arrière-garde des Russes qui accouraient au secours de l'Autriche, et, vainqueur

sur tous les points, il faisait le 13 novembre son entrée solennelle à Vienne.

L'empereur d'Autriche voyait ses plans renversés. Son intention avait été de placer en Italie le principal théâtre de la guerre; la marche rapide des troupes françaises le forçait non-seulement à quitter sa capitale, mais encore à se jeter dans la Bohême avec les débris de ses armées.

Napoléon ne tarda pas à l'y suivre. Vienne ne le retint qu'un moment. Le 19, il chassait les Russes de Brunn et établissait son quartier-général à Wischau. Mais tant de succès ne rendaient pas sa situation moins critique : il se trouvait au centre de la Moravie, opérant sur un espace de quatre-vingt dix lieues contre des forces numériques supérieures aux siennes, à gauche ayant à contenir la Bohême, à droite la Hongrie. Les victoires de Masséna et de Gouvion-Saint-Cyr firent disparaître les embarras de sa position :

l'armée d'Italie, se frayant un chemin par le fer, rejoignit le 29 à Klagenfurt l'armée d'Allemagne et une victoire, rendue facile par de savantes combinaisons, signala leur jonction.

Sur ces entrefaites une seconde armée russe venait au secours de la première; le général Kutuzow, après avoir reçu ce renfort, concentra ses troupes dans des positions formidables, dont le village d'Austerlitz était la clef. Là il semblait méditer une vengeance éclatante, lorsque l'envoyé de Prusse Haugwitz se présenta devant Napoléon, sans doute pour lui signifier les intentions peu amicales de son souverain. L'Empereur ne lui laissa pas le temps de s'expliquer; il lui dit, en montrant les lignes ennemies: « C'est une bataille qui s'annonce, je les battrai; ne me dites rien aujourd'hui, je ne veux rien savoir; allez attendre à Vienne l'issue de cette affaire. »

Napoléon ne pouvait engager que soixante-dix mille hommes dans l'action qui

se préparait; il avait en face cent mille combattans sous les ordres de Kutuzow et de l'archiduc Charles; malgré cette disproportion numérique, en voyant les mouvemens de concentration qu'ils opéraient pour tourner la droite des Français, il s'écria d'un ton inspiré : « Avant demain au soir, cette armée est à moi! »

La veille de la bataille, il se passa un événement qui dut bien convaincre l'Empereur de l'attachement de ses soldats. A l'entrée de la nuit, une illumination soudaine dessina toute la ligne française, et le camp retentit d'acclamations d'enthousiasme. C'était l'anniversaire du couronnement que l'armée célébrait par cette fête spontanée.

Enfin se leva le soleil du 2 décembre. L'ennemi demeure immobile dans ses positions; mais l'Empereur saura bien l'attirer au combat par les séductions de la victoire. Il fait battre en retraite pendant trois heures, comme effrayé de s'être avancé avec tant d'imprudence; les Fran-

çais reculent dans un désordre apparent jusques à une position dont quelques jours auparavant leur chef avait calculé les avantages. Les généraux ennemis veulent profiter d'un mouvement qu'ils attribuent à la frayeur; ils dirigent précipitamment leurs masses vers le centre de l'armée française pour l'écraser et dans l'espoir de séparer ses deux ailes. Cette manœuvre a été prévue par Napoléon ; sa principale force se trouve au centre. Le choc est terrible ; c'est là que la garde impériale russe se mesure pour la première fois avec la garde impériale francaise. Après des efforts héroïques de part et d'autre, l'avantage se décide en faveur des Français ; les Russes fléchissent, cèdent, se débandent, et bientôt notre cavalerie pousse devant elle leurs masses enfoncées.

Aux ailes la fortune ne nous était pas moins favorable : Lannes et Murat à la droite, Soult à la gauche, se signalent par des prodiges de valeurs; sur tous les points l'ennemi recule.

Les positions de Pratzen, de Sokolnitz et de Telnitz sont enlevés de vive force; les troupes coalisées précipitent leur fuite; leur déroute est telle que six mille hommes se noient en traversant l'étang de Sokolnitz. Plusieurs colonnes ennemies étaient acculées à des lacs dont l'hiver avait congelé la surface: le désir d'échapper les enhardit à s'aventurer par cette voie dangereuse; mais la glace ne peut soutenir ce poids énorme d'hommes, d'artillerie, de bagages; elle rompt, et le lac d'Augezd engloutit vingt mille hommes avec le matériel qui les accompagnait; une autre colonne disparaît tout entière dans les eaux du lac Monitz.

Notre réserve, forte de vingt mille soldats, n'eut pas besoin de donner; l'armée ennemie, vaincue par de savantes manœuvres, était en pleine déroute avant la nuit; ce qui échappa ne dut son salut qu'à la protection des ténèbres.

Telle fut la bataille d'Austerlitz, que la présence de Napoléon, d'Alexandre et

de François sur le théâtre de l'action, la fit aussi nommer la *Bataille des trois Empereurs.* Les Français eurent de leur côté deux mille morts et cinq mille blessés; la perte des coalisés s'élevait à quarante mille hommes tués et trente mille prisonniers. Deux cents pièces de canon et quarante drapeaux tombèrent entre les mains du vainqueur.

Cette journée fut belle pour la France. « Il faudrait, s'écria l'Empereur, en parcourant les rangs, une puissance plus grande que la mienne, pour récompenser dignement tous ces braves ! » Des secours pour les veuves et les enfans des blessés et des morts furent décrétés; Napoléon annonça qu'une fête solennelle consacrerait tous les ans le souvenir de la bataille d'Austerlitz : chaque corps de l'armée devait être y représenté: « Vous avez vu votre empereur partager vos périls et vos fatigues; je veux aussi que vous veniez le voir entouré de la grandeur et de la splendeur

qui appartiennent au souverain du premier peuple de l'univers. »

Le résultat immédiat de la bataille d'Austerlitz fut de raffermir la Prusse dans une neutralité jusque là douteuse; la victoire fit cesser les incertitudes de cette cour, et M. de Haugwitz s'empressa de venir présenter à Napoléon les félicitations de son maître : « Voilà, dit en souriant l'empereur, un compliment dont la fortune a changé l'adresse. »

Cependant les mouvemens de l'armée française ne s'étaient point ralentis : elle manœuvra pendant quelques jours autour de l'armée austro-russe, qui se vit bientôt enveloppée de toutes parts. Alexandre et François étaient en péril d'être faits prisonniers. A la vue d'un danger aussi imminent, l'empereur d'Autriche sentit s'évanouir ses dispositions belliqueuses ; le 24 décembre il arriva lui-même au camp des Français. Napoléon le reçut à son bivouac : « Je n'habite pas d'autre palais

depuis six mois, lui dit-il. — Vous savez si bien tirer parti de cette habitation, répondit François, qu'elle doit vous plaire. » Un généreux armistice fut accordé. Les Russes obtinrent la faveur de se retirer des états autrichiens par journées d'étape à travers les monts Krapacks. Alexandre s'éloigna précipitamment du théâtre des négociations, et une fois rentré dans les limites de son empire, il ne se crut pas astreint à donner son assentiment aux clauses du traité de paix, qui fut signé à Presbourg le 26 décembre.

Par ce traité l'Autriche reconnaissait Napoléon pour roi d'Italie et lui cédait les états de Venise, la Dalmatie et l'Albanie. La principauté d'Ausbourg, le Tyrol, la Souable autrichienne furent partagés entre l'électeur de Bavière, les ducs de Wurtemberg et de Bade. Le titre de roi récompensa la fidélité des deux premiers. La Prusse reçut le Hanovre en échange des principautés de Berg et de Neufchatel, qui

devinrent l'apanage de deux compagnons de Napoléon.

L'armée repassa le Danube et l'Inn; quelques mois s'étaient à peine écoulés depuis l'ouverture de la campagne, et la troisième coalition n'était déjà plus.

CHAPITRE V.

Sommaire : Retour de Napoléon en France.— Anecdotes à ce sujet.—Travaux civils.—Mort de Pitt.— Les puissances de l'Europe reconnaissent Napoléon et les dynasties créées par lui. —Envahissement du royaume de Naples par Joseph.

Janv. à sept. 1806.

Aujourd'hui qu'une longue expérience et de nouvelles lumières ont mis les peuples en état d'apprécier les gloires qu'ils paient de leur sang, que le souvenir et les résultats de deux invasions successives pèsent encore sur nos imaginations flétries, que *l'homme du destin* est mort captif au milieu des mers, il serait difficile de se faire une juste idée de l'enthousiasme qu'inspirèrent alors les triomphes de Napoléon. C'était du délire. Sa route, depuis

la frontière jusqu'à Paris, était remplie d'arcs de triomphe, autour desquels se pressait une immense population, avide de contempler ses traits. Pour la première fois peut-être, les préfets, en épuisant dans les harangues et inscriptions en son honneur toutes les formes de l'hyperbole, se montrèrent les organes de l'opinion publique. Paris, on le pense bien, ne resta pas en arrière des départemens. Les autorités civiles, savantes, religieuses, disputèrent d'éloquence adulatrice, et de cette époque date le dévouement que plus d'un grand seigneur de nos jours a voué au pouvoir tant qu'il existe. Enfin, ce fut une véritable apothéose, et si dès ce moment Napoléon ne se crut pas un dieu, ce ne fut pas la faute des fonctionnaires de l'époque : on en jugera par l'anecdote suivante.

Peu de jours après son retour, l'Empereur étant à Saint-Cloud, le directeur du cabinet des médailles vint lui présenter celles qu'il avait préparées pour perpétuer

le souvenir de la mémorable campagne d'Austerlitz. A chacune de ces médailles, surchargées d'inscriptions fastueuses, l'Empereur faisait un mouvement d'impatience; mais il ne put se contenir en en voyant une qui représentait d'un côté la tête de Napoléon, de l'autre un aigle étouffant un léopard. « Qu'est-ce à dire? dit Napoléon. — Sire, répondit le directeur, c'est un aigle français étouffant dans ses serres le léopard, l'un des attributs des armoiries de la couronne d'Angleterre.... » et la bataille de Trafalgar venait d'avoir lieu!... Napoléon lança avec force cette médaille dans la cheminée, en s'écriant avec l'accent d'une noble indignation: « Vil flatteur! comment osez-vous dire que l'aigle française étouffe le léopard anglais, quand je ne puis mettre à la mer un seul petit bateau pêcheur que les Anglais ne s'en emparent! C'est bien le léopard qui étouffe l'aigle français.... Faites fondre tout de suite cette médaille, et ne m'en présentez jamais de pareilles!.... Au sujet d'une

autre également fastueuse et spécialement relative à la bataille d'Austerlitz, il dit : » Mettez seulement d'un côté la bataille d'Austerlitz, et de l'autre l'aigle français, ceux d'Autriche et de Russie. Croyez que la postérité saura bien distinguer le vainqueur. »

Ce goût délicat, ce même tact des convenances, lui dictèrent sa réponse au général Kellerman, organe d'une réunion de citoyens qui demandaient l'autorisation d'élever à leurs frais un monument à sa gloire : « Je veux le mériter par ma vie entière : m'en élève qui voudra quand je ne serai plus. » Il n'a pas toujours été aussi modeste; mais quelle tête de fer résisterait continuellement à l'encens des courtisans? Il ne faut pas cependant lui reprocher de s'être élevé un monument en plaçant son buste sur la colonne de la place Vendôme, car il est certain que son premier projet fut d'ériger cette colonne à la seule gloire des armées françaises, et d'y placer la statue de la Paix. Noble et touchante allé-

gorie! Que de gloire et pour nous et pour lui s'il l'eût réalisée!

Il fallait des alimens à l'activité continuelle du génie de Napoléon. Sans détourner ses regards des champs étrangers où fermentaient les germes de nouveaux combats, il donnait à la France une foule d'établissemens utiles et d'institutions nécessaires. Dans cette seule année, soixante-cinq nouvelles fontaines versèrent leurs eaux à la capitale; le Conseil d'état fut organisé, le Code de procédure civile parut, l'Université impériale fut fondée. On assure que Fontanes, qui en avait été nommé grand-maître, s'est vanté, depuis la restauration, d'avoir tout fait pour dénaturer cette institution, destinée par son fondateur à propager les lumières, ce qui justifierait les plaintes répétées de Napoléon sur le mauvais esprit qui semblait diriger cette académie.

Les résultats de la courte et glorieuse campagne d'Austerlitz avaient été d'un avantage immense pour la France. L'em-

pire d'Allemagne n'existait plus, et une grande partie des petits états qui l'avaient composé, organisée en *confédération du Rhin*, sous le protectorat de l'Empereur, était devenue, en réalité, portion intégrante du territoire français. L'autocrate russe humilié paraissait aussi désireux de conserver la paix, qu'il avait montré d'empressement pour la guerre. Toutes les cours de l'Europe, excepté l'Angleterre, s'étaient vues forcées de reconnaître la légitimité d'un empire fondé par la victoire; enfin Pitt venait de mourir, Pitt, ce champion aussi audacieux qu'habile de tous les priviléges, de toutes les aristocraties dont la révolution française avait fait justice, que la Convention nationale avait flétri par un décret qui le déclarait ennemi du genre humain. Tout semblait donc se réunir pour consolider la gloire de la France et la paix qui régnait alors parmi les peuples de l'Europe.

Il n'en fut point ainsi. Nous avons dit que l'Angleterre s'était seule opposée à la

pacification générale en refusant de reconnaître Napoléon et les nouvelles dynasties que son épée avait fondées. La mort de Pitt et l'avénement de Fox au ministère britannique ranimèrent les espérances de tous les amis de l'humanité, à quelque opinion, à quelque pays qu'ils appartinssent. Autant le premier avait été astucieux et immoral, autant l'autre était plein de droiture et de candeur. Pitt avait soudoyé des meurtriers pour assassiner Napoléon ; Fox, non content de repousser des misérables qui se présentèrent à lui avec de pareils projets, prévint le gouvernement français de leurs intentions. Pour peindre ces deux ministres d'un seul trait, il suffira de dire que Fox nous a légué Canning, trop tôt enlevé aux amis de la liberté, et que Wellington, l'apôtre et le soutien de toutes les doctrines en opposition avec les droits de l'homme, se fait honneur de marcher sur les traces de Pitt.

Napoléon, qui estimait beaucoup le ca-

ractère du nouveau ministre anglais, le prévint par des ouvertures franches et décisives, auxquelles Fox répondit avec empressement; mais Fox mourut, et les destinées des peuples furent de nouveau et pour long-temps encore soumises aux chances des combats.

Nous présentons à nos lecteurs une observation qui trouve ici naturellement sa place: on sait que dix ans plus tard, Napoléon, prisonnier des Anglais, fut accablé par eux de traitemens qui déshonoreront à jamais le gouvernement qui les avait commandés. On fut jusqu'à lui disputer ce titre d'empereur qu'il tenait de la victoire, et, comme quelques officiers anglais, honteux de cet affront fait à la confiance indignement trompée d'un grand homme malheureux, s'excusaient sur ce que l'Angleterre n'avait jamais reconnu Napoléon sous ce titre; il s'écria: « Vos généraux m'ont reconnu en traitant avec moi sur les champs de bataille où je les avais

vaincus; vos ministres, votre roi, m'ont reconnu en m'envoyant des ambassadeurs.» En effet les négociations dont nous venons de parler suffiraient seules pour prouver que les ministres anglais ont traité avec Napoléon, *empereur des Français*, et que ce titre ne put lui être refusé que par la plus insigne mauvaise foi, ou le besoin d'outrager la victime qu'ils ont, selon sa propre expression, *assassinée à coups d'épingle* (1). Reprenons le fil des événemens.

Au nombre des motifs qui portaient le gouvernement anglais à rentrer dans la carrière des combats, on doit compter sans doute la levée de boucliers que fit alors le roi de Naples. On savait depuis long-temps à la cour de France, qu'au mépris des traités, ce roi entretenait d'actives relations avec le cabinet de Londres. Dès l'ouverture de la campagne d'Auster-

(1) Ils m'assassinent à coups d'épingles. (Mémorial de Sainte-Hélène.)

litz, aveuglé par l'espérance de réparer les pertes qu'il avait éprouvées dans la campagne précédente, il s'était empressé de s'unir aux ennemis de la France, en ouvrant ses ports à douze vaisseaux anglais, ayant à bord une armée anglo-russe de quinze mille hommes, destinée à paralyser les mouvemens de notre armée d'Allemagne, par une diversion en Italie. L'issue de la bataille d'Austerlitz vint détruire ces fallacieuses espérances, et le gouvernement napolitain, trop souvent infidèle aux traités pour pouvoir se flatter d'échapper, par des négociations, au châtiment qui le menaçait, réunit tous ses efforts pour une défense désespérée. Des émissaires furent envoyés à toutes les puissances de l'Europe, pour les appeler aux armes : l'Angleterre appuya leurs instances, et une nouvelle coalition parut prête à se reformer des ruines de celle qui venait de succomber.

Napoléon a saisi tous les fils de cette intrigue formée par le désespoir, ourdie par

le machiavélisme anglais. Dans sa pensée, le sort du prince, qui, pour la quatrième fois viole les sermens les plus sacrés, est entièrement décidé. Au corps législatif, qui venait de s'assembler, il dit : « La maison de Naples a perdu sa couronne sans retour ; la presqu'île d'Italie tout entière fait partie du grand empire. »

C'est le prince Joseph qui succédera au roi déchu, mais ce nouveau monarque doit gagner sa couronne.

Une armée de cinquante mille hommes, conduits par Gouvion-Saint-Cyr et Masséna, suffira pour cette expédition. En effet, à l'approche de l'armée française, la cour napolitaine, infidèle à sa propre cause, s'enfuit et se disperse; les efforts de quelques malheureux paysans calabrois, pour arrêter nos soldats, sont facilement réprimés, et peu de mois s'étaient écoulés depuis son départ de Paris, quand Joseph, préfet impérial couronné, prit possession du trône des Deux-Siciles.

Vers la même époque, Napoléon donnait

le royaume de Hollande à son frère Louis, et mariait Eugène Beauharnais, son fils adoptif, à la fille du roi de Bavière. Ainsi se développait ce système de monarchie universelle, qui avait pour base l'anéantissement des vieilles dynasties européennes, et qui finit par écraser son auteur.

CHAPITRE VI.

SOMMAIRE : Rupture de la Prusse. — Entrée en campagne.—Combats de Schleitz et de Saafeld. —Bataille d'Iéna.—Combats d'Awerstaëdt, de Greussen et de Halle. — Entrée des Français dans Berlin.—Blocus continental.

Oct. à nov. 1806.

On a tant reproché à Napoléon de s'être abandonné aux rêves d'une ambition délirante, et d'avoir causé tous les malheurs dont l'humanité eut à gémir pendant vingt ans de guerre, qu'il importe de defendre sa mémoire de cette erreur. Non, il ne donna jamais le signal des combats, qu'après y avoir été forcé par des outrages à l'honneur de la nation dont il était le chef, ou par la violation de traités, dont le maintien solennellement juré, était nécessaire à la sécurité de la France. Il

résulte de l'examen impartial des faits, que dans ses démêlés avec l'Angleterre, l'Autriche, la Russie, les divers princes de l'Italie, et même avec l'Espagne, ce furent toujours ces puissances qui, tantôt isolément, tantôt réunies, commencèrent l'agression. S'il eût été aussi ambitieux que ses ennemis se plaisent à le représenter, aurait-il rendu trois fois à l'Autriche, ses états héréditaires dont il fut possesseur par droit de conquête...? Et quelle récompense a-t-il reçue de tant de générosité? La guerre que nous allons décrire va fournir une nouvelle preuve à l'appui de nos observations.

En vertu d'un des articles du traité de Presbourg la Prusse avait acquis la possession du Hanovre. Cette convention n'obtint d'abord à Berlin qu'une ratification conditionnelle; cependant elle finit par s'exécuter, et tout paraissait arrangé, quand la Prusse nous déclara la guerre. Elle n'y fut pas provoquée par la France, mais par les rapports du marquis de Luc-

chesini, son ambassadeur à Paris, qui assurait que la France et la Russie avaient contracté des engagemens contraires à ses intérêts. Dans le premier moment d'effroi, le cabinet de Berlin fit un appel aux armes. Rassuré bientôt du côté de la Russie, qui désavouait toute participation au prétendu traité, certain même des secours de cette puissance, il se trouva heureux de n'avoir plus que la France à combattre, et compta sur la victoire.

Rien ne fut négligé de la part du gouvernement prussien pour répandre dans tous les cœurs cette exaltation qui fait les héros et gagne les batailles. On vit une belle reine, armée et vêtue en amazone, parcourir à cheval les rues de Berlin, appelant la jeunesse aux armes, et remplissant tous les cœurs d'un enthousiasme chevaleresque. Des fêtes somptueuses furent données au peuple. Des chants frénétiques, où les mots patrie et liberté se trouvaient mêlés aux plus grossières injures contre la France, se firent entendre

jusque sous les fenêtres de l'ambassadeur français, dont les jours sont menacés. La guerre est commencée.

Occupé à embellir sa capitale par des monumens et à consolider, par des institutions, le trône qu'il s'était élevé, Napoléon apprend qu'une armée prussienne a violé le territoire de la confédération du Rhin, envahi la Saxe, et que la Hollande est menacée. Il quitte Paris, arrive à Wurtzbourg, et adresse à l'armée une proclamation qui prouve que le nouvel empereur n'avait pas répudié la gloire de la république. On y lisait ces paroles remarquables :

« .... Les insensés ! qu'ils sachent donc qu'il serait mille fois plus facile de détruire la grande capitale que de flétrir l'honneur des enfans du grand peuple et de ses alliés... Leurs projets furent confondus alors (il est question des victoires remportées sur les Prussiens en 1792); ils trouvèrent dans la Champagne, la défaite, la mort et la honte... Marchons donc,

puisque la modération n'a pu les faire sortir d'une étonnante ivresse : que l'armée prussienne éprouve le même sort qu'elle éprouva il y a quatorze ans. »

C'était le 6 octobre qu'il s'exprimait ainsi. Dans un message en date du 7, adressé au sénat, nous trouvons ces mots qui viennent à l'appui de ce que nous avons dit au commencement de ce chapitre : « . . . Déjà les armées prussiennes, portées au grand complet de guerre, s'étaient ébranlées de toutes parts; elles avaient dépassé leurs frontières. La Saxe était envahie. . . Les armées prussiennes, étaient arrivées devant les cantonnemens de nos troupes, des provocations de toute espèce, et même des voies de fait avaient signalé l'esprit de haine qui animait nos ennemis, et la modération de nos soldats qui, tranquilles à l'aspect de tous ces mouvemens, étonnés seulement de ne recevoir aucun ordre, se reposaient dans la double confiance que donnent le courage et le bon droit. »

Le reste de cette missive contenait un aperçu des dispositions prises pour attaquer l'ennemi; il est à remarquer que le jour même où elle fut écrite, l'empereur reçut un *ultimatum* du roi de Prusse, par lequel il lui était *enjoint* de renoncer aux couronnes d'Italie, de Naples et de Hollande, de repasser le Rhin et d'évacuer le territoire allemand par journées d'étape. L'Empereur se prit à rire et se contenta de répondre : « Je plains le roi de Prusse; il n'entend pas le français, et il n'a certainement point vu cette rapsodie qu'on m'envoie en son nom. »

Le lendemain, 8 octobre, l'armée française se mit en mouvement; le 9, le maréchal Soult s'empara de Hoff et des magasins qui se trouvaient dans cette ville. Murat surprit Saalbourg.

L'Empereur avait dirigé Bernadotte sur Schleitz; ce général y trouva une division de six mille Prussiens et de trois mille Saxons, qu'il n'hésita pas à attaquer, quoique bien inférieur en forces. Avanta-

geusement postés et soutenus par une nombreuse artillerie, les ennemis firent une vigoureuse résistance. Le 4e hussards, commandé par le général Barthe, ayant échoué dans une charge, fut ramené si vivement par deux régimens de cavalerie saxonne, que Bernadotte, surpris par la rapidité de ce mouvement imprévu, faillit être fait prisonnier. Cette brigade saxonne s'arrêta cependant sous le feu de trois compagnies de voltigeurs, qui firent pleuvoir sur elle une grêle de balles. Le 4e hussards, qui s'était réformé derrière un mamelon, reprit l'offensive avec avantage; le prince Murat arriva d'un côté avec sa cavalerie, le général Maison parut de l'autre avec de l'infanterie, et l'ennemi s'enfuit, protégé par les ombres de la nuit, qui commençaient à s'étendre. Il laissa sur le champ de bataille quatre cents morts, trois cents prisonniers et trois pièces de canon qui tombèrent au pouvoir des Français.

Le corps du maréchal Lannes, formant

la gauche de l'armée française, n'était pas moins heureux dans sa marche. Il atteignit l'ennemi au village de Saafeld. C'étai une forte avant-garde du corps d'armée prussienne de Hohenlohe, commandée par le prince Louis de Prusse, l'un des plus ardens provocateurs de la guerre. Après avoir long-temps combattu avec une rare intrépidité, il fut reconnu dans la mêlée par un maréchal-des-logis qui lui dit : « Rendez-vous, prince, ou vous êtes mort. » Le prince ne répondit que par un coup de sabre, auquel le hussard riposta par un coup de pointe qui traversa le cœur de son ennemi. Privés de leur chef, les Prussiens se débandèrent et prirent la fuite. Cette journée leur coûta trente pièces de canon et dix-huit cents hommes, mille prisoniers et six cents blessés. Vainqueurs sur tous les points, les Français s'avancent sans obstacles dans les diverses directions que leur a indiquées le génie qui préside à leurs mouvemens.

Ce n'est que le 13 qu'on retrouve l'ar-

mée ennemie; en moins de quatre jours ses magasins ont été enlevés, ses détachemens battus partout où ils ont rencontré des Français, ses communications interceptées. Elle est tournée, et dans son embarras elle se concentre dans une forte position en arrière de Iéna, prête à se précipiter de toute sa masse de cent cinquante mille hommes, sur le point où elle croira voir quelques chances de succès.

L'Empereur arrive le même jour à Iéna, et d'un petit plateau, occupé par l'avant-garde française, il étudie les dispositions locales et les mouvemens des Prussiens qui semblent se préparer pour attaquer le lendemain. Aussitôt Davoust reçoit l'ordre d'aller se poster sur les flancs des Prussiens à Naumbourg, point où il se trouvera avantageusement placé pour s'opposer à la marche de l'ennemi, s'il quitte sa position, et pour le prendre à dos s'il y reste. Les divisions de Soult et de Ney, formant la droite de l'armée, marcheront toute la nuit pour aller occuper les points

qui leur sont indiqués. L'Empereur réunit la majeure partie de ses forces sur une ligne de peu d'étendue, dont le centre est un plateau d'où il fait ses observations, et sur lequel il bivouaqua au milieu de ses braves. Les feux de l'armée ennemie occupaient une ligne de six lieues, tandis que ceux de l'armée française paraissaient concentrés dans un cercle très-resserré.

Au point du jour toute l'armée prend les armes; Napoléon parcourt le front de la ligne française en adressant aux divers corps qui la composent, de ces allocutions qui savaient si bien électriser le soldat. On lui répond par ce cri de *vive l'Empereur*, si long-temps cher à la victoire. L'armée est pleine d'enthousiasme, elle n'a point oublié que le général en chef des ennemis qu'elle a sous les yeux est le Brunswick qui, en 1792, le fer d'une main, une torche de l'autre, osa menacer la France d'une entière destruction, si elle n'acceptait pas ses lois.

Enfin, le brouillard qui avait obscurci

l'horizon pendant les deux premières heures du jour, dissipé par les rayons d'un beau soleil d'automne, les deux armées s'aperçoivent à petite portée du canon, les tirailleurs engagent le combat, et les colonnes françaises abandonnant le plateau d'Iéna, descendent dans la plaine, où elles prennent leur ordre de bataille.

Ce mouvement ne s'était point opéré sans opposition de la part des Prussiens. Notre centre, composé de la garde impériale et des deux divisions du maréchal Lannes, fut le premier engagé. L'ennemi bientôt rebuté de la résistance sur ce point, ayant fait un mouvement de sa gauche sur notre droite commandée par Augereau, et s'étant aperçu en même temps du mouvement de Soult sur son flanc droit, en moins d'une heure l'action devint générale : trois cent mille hommes et huit cents pièces de canon semaient partout le carnage et la mort.

L'Empereur, dont presque toute la cavalerie était encore loin, eût bien voulu

pouvoir retarder le combat de deux heures; mais l'ardeur des troupes françaises et les mouvemens de l'ennemi ne le permettant pas, il donna ordre au maréchal Lannes d'aller soutenir le village d'Hollstedt, où plusieurs bataillons français se trouvaient engagés. Pendant que ce mouvement s'opérait, Soult, arrivé à temps, après une marche nocturne forcée, attaquait le bois qui couvrait le flanc de l'ennemi. Le succès était toujours incertain, de part et d'autre on manœuvrait avec une habileté et une précision qui laissaient peu de chances à la fortune et même au courage. Enfin Soult réussit à s'emparer du bois qu'il avait attaqué.

Dans cet instant on vint avertir l'Empereur que sa cavalerie était arrivée et qu'elle se formait en arrière avec les troupes du général Ney. Libre alors de disposer de ses réserves, il les lança toutes à la fois sur l'ennemi, qu'elles commencèrent à faire plier. Il se retirait, mais avec ordre et lentement, lorsque Murat, à la

tête d'une division de cuirassiers et de dragons, vint se précipiter dans les rangs ébranlés, Alors on fit un carnage épouvantable, et la victoire fut assurée aux drapeaux français. Artillerie, cavalerie, infanterie, tout fut culbuté.

La bataille était, pour ainsi dire, double. Tandis que les Prussiens succombaient à Iéna, ils éprouvaient à Awerstaëdt le choc de la furie française. Davoust n'avait que vingt-six mille hommes à opposer aux cinquante mille soldats d'élite du duc de Brunswick. On se battit avec acharnement. La division Gudin, formée en carré, repoussa les charges vigoureuses d'une nuée de cavaliers ennemis. Le village de Hassen-Hausen fut pris et repris plusieurs fois. En vain le prince Henri de Prusse, à la tête d'un corps nombreux de cavalerie, essaie d'entamer la division du général Morand; celui-ci s'empare du moulin d'Emsen, y place son artillerie, et prenant en flanc la ligne prussienne, lui

fait éprouver une perte considérable. Pendant ce temps, le village de Tauchwitz était enlevé à la baïonnette. La prise de cette position, l'une des plus avantageuses de l'ennemi, décidait l'avantage en faveur des Français. Les réserves prussiennes s'avancèrent alors pour rétablir les chances du combat, mais, reçues avec intrépidité, elles ne tardèrent pas à suivre le mouvement rétrograde de toute l'armée. Un brillant fait d'armes du général Petit vint changer cette retraite en déroute. Ce général, à la tête du 12ᵉ et du 21ᵉ régiment de la division Gudin, leur fit gravir le plateau principal d'Eckartsberg sous le feu meurtrier de l'artillerie et de la mousqueterie ennemis; et, sans tirer un seul coup de fusil, les assaillans abordèrent les Prussiens à la baïonnette. Leur impétuosité renverse tous les obstacles; ils s'emparent de vingt pièces et les tournent aussitôt sur les fuyards épouvantés. La présence de Bernadotte qui, par un dangereux respect

pour ses instructions, n'avait pas cru jusqu'alors devoir participer au combat, acheva d'assurer la victoire.

Le quartier-général du roi de Prusse était à Awerstaëdt. Après la défaite, ignorant encore toute l'étendue du désastre de Iéna, ce monarque, escorté de quelques troupes, avait pris la route de Weymar; mais instruit à temps, il s'empressa de retourner sur ses pas, et ne parvint à s'échapper qu'en se jetant, avec le peu d'hommes qui l'accompagnaient, à travers les champs, et en gagnant les bois à la faveur de la nuit. Il venait de perdre, tant à Iéna qu'à Awerstaëdt, trois cents pièces de canon, soixante drapeaux, trente mille prisonniers, vingt-cinq mille morts ou blessés; parmi ces derniers le duc de Brunswick, le feld-maréchal Mollendorf, les généraux Schmettau et Ruchel. Les trois premiers moururent peu de temps après des suites de leurs blessures. La perte de

l'armée française s'élevait environ à onze mille hommes tués ou blessés.

Après cette glorieuse journée, nos soldats n'ont qu'à se présenter devant les villes; elles ouvrent leurs portes à la première sommation; les garnisons se rendent sans résistance; tout fuit ou capitule; la Prusse entière a été vaincue à Iéna.

De revers en revers Frédéric Guillaume et son aventureuse épouse se retirent précipitamment; le prince Eugène de Wurtemberg amène à leur secours un corps d'armée; ce corps, battu par Bernadotte, nous abandonne le port et la ville de Halle. Quatorze mille hommes capitulent à Erfurt. Kalkreut, après avoir vainement essayé de fléchir Napoléon en faveur du roi de Prusse, est battu à Greussen; Soult est devant Magdebourg, et le monarque fugitif ne songe plus qu'à mettre l'Elbe et l'Oder entre lui et les vainqueurs.

Berlin était resté à découvert; Napoléon se dirigea sans délai sur cette ville.

Arrivé à Postdam, il visita le tombeau du grand Frédéric. L'épée, le cordon des ordres, la ceinture de ce prince, les drapeaux de sa garde durant la guerre de *sept ans*, furent envoyés à Paris. « Voilà, s'écria l'Empereur, des trophées que je préfère à vingt millions; j'en ferai présent à mes vieux soldats de la campagne de Hanovre. Les Invalides les garderont comme un témoignage des victoires de la grande armée, et de la vengeance qu'elle a tirée des désastres de Rosback. »

Le 27 octobre, Napoléon fit son entrée solennelle dans la capitale de la Prusse. Les magistrats vinrent au devant de lui dans l'avenue de Charlottenbourg, et lui présentèrent les clefs de la ville. Le lendemain l'Empereur exprima sa satisfaction à l'armée par une proclamation qui commençait ainsi :

« Soldats !

» Vous avez justifié mon attente et re-

pondu dignement à la confiance du peuple français; vous avez supporté les privations et les fatigues avec autant de courage que vous avez montré d'intrépidité et de sang-froid au milieu des combats; vous êtes les dignes défenseurs de l'honneur de ma couronne et de la gloire du grand peuple. Tant que vous serez animé de cet esprit, rien ne pourra vous résister; je ne sais désormais à quelle arme donner la préférence...... Vous êtes tout de bons soldats! »

Mécontent de la conduite du prince d'Hatzfeld, Napoléon s'était d'abord borné à l'exiler dans ses terres; mais de nouveaux renseignemens et des papiers saisis aux avant-postes prouvèrent que ce prince entretenait une correspondance d'espionnage avec les ministres du roi de Prusse: l'Empereur ordonna qu'il fût jugé par une commission militaire, conformément aux lois de la guerre. Le procès se poursuivait, et la mort sans doute allait être le

prix d'une trahison avérée, lorsque l'épouse du prévenu vint se jeter aux pieds de l'Empereur. « Vous connaissez l'écriture de votre mari, lui dit Napoléon, je vais vous faire juge. » Il fit apporter les papiers interceptés et les lui remit. La princesse d'Hatzfeld, enceinte de huit mois et dans un état de faiblesse qui lui permettait à peine de se soutenir, perdait l'usage de ses sens à chaque phrase qui lui découvrait jusqu'à quel point son époux était compromis. Mais, touché d'une douleur aussi légitime, l'Empereur lui dit avec la plus vive émotion : « Puisque vous tenez cette lettre fatale, jetez-la au feu ; elle seule pouvait faire condamner votre mari. » Il mit le comble à sa générosité en ordonnant au major-général Berthier de mettre sur-le-champ le prince en liberté.

Pendant ce temps les opérations se poursuivent au dehors avec la plus grande rapidité. Les Prussiens, encore épouvantés d'Iéna, fuient sans résistance, se lais-

sent couper par la cavalerie française, et se rendent par divisions. Seize mille hommes, presque tous gardes ou grenadiers, commandés par le prince de Holenlohe, mettent bas les armes; mille autres imitent leur exemple. Le général Lasalle, à la tête de douze cents chevaux, fait capituler la ville de Stettin, défendue par des forces quintuples des nôtres. Le 1er novembre, quatre mille Prussiens à Andlaw, autant à Kustrin, tombent en notre pouvoir avec cent pièces de canon. Blücher, qui n'était parvenu à se sauver d'Awerstaëdt qu'en faussant sa parole d'honneur, est atteint à Lubeck par les maréchaux Murat, Soult et Bernadotte. L'action dure le 6 et le 7 novembre; on se bat dans la ville. Après une lutte sanglante Blücher est obligé de se rendre avec onze généraux, cinq cent dix-huit officiers, plus de vingt mille hommes, quatre mille chevaux et un matériel immense. Cette nouvelle perte et la prise de Magdebourg achèvent de ruiner les espérances de la

Prusse. Enfin Mortier occupe la Hesse, le Hanovre, Bremen, et ferme la Baltique aux Anglais. Maître de la Prusse entière, Napoléon couronne ses triomphes en portant un coup terrible au commerce des ses marchandises, et surtout par le décret sur le blocus continental qui aurait pu devenir la ruine de la Grande-Bretagne.

Ce système n'était pas nouveau, il fut employé par l'Angleterre elle-même, en 1651, sous le protectorat de Cromwell, lorsque le parlement, effrayé de sa puissance, cherchait à multiplier des embarras, et à se rendre nécessaire en laissant toutes les difficultés à Cromwell, qui ne s'était décidé à cette mesure péremptoire que par l'envie de blesser les Hollandais qui avaient dédaigné son alliance. Ce fut ce pointilleux motif qui donna naissance au blocus de l'Angleterre, dans lequel furent comprises toutes les puissances du continent.

De plus nobles pensées donnèrent lieu au décret de Berlin. La puissance mariti-

me de l'Angleterre s'était accrue dans une immense proportion depuis le commencement de la révolution française. Sans rivale sur la mer, ses exigences, ses intrigues n'eurent plus de bornes; sa législation nautique établit un despotisme si funeste au commerce du continent, qu'il ne restait évidemment aucun autre moyen pour l'atteindre que de jeter un interdit sévère sur ses denrées, et d'engorger tellement ses canaux industriels, que ses richesses entassées sur ses rivages, devinssent un obstacle à cette heureuse circulation qui seule peut féconder et vivifier le commerce.

Napoléon à Berlin avait atteint l'apogée de sa fortune militaire et politique. La rapide conquête de la Prusse fut le triomphe qui flatta le plus l'amour propre national en France, où, malgré l'invasion de 1792, on n'avait pas cessé de croire à la supériorité de la tactique et des armes prussiennes sur celle des autres nations de l'Allemagne.

CHAPITRE VII.

SOMMAIRE : Habitudes physiques et morales de Napoléon.

Le séjour de l'Empereur à Berlin nous permet de nous arrêter un instant sur ses habitudes ; c'est une occasion qu'il faut s'empresser de saisir, car les momens de loisir sont rares dans une histoire si pleine d'événemens et d'activité.

La vie de Napoléon à l'armée était simple et sans éclat. Tout individu, quel que fut son grade, avait le droit de l'approcher et de lui parler de ses intérêts : il écoutait, questionnait et prononçait à l'instant même ; si c'était un refus, il était motivé et de nature à en adoucir l'amertume. On ne peut, sans admiration, voir le simple soldat quitter son rang, lorsque son régiment défilait devant l'Empereur, s'approcher d'un pas grave, mesuré, et

présentant les armes, venir jusqu'auprès de lui. Napoléon prenait toujours la pétition, la lisait en entier, et faisait droit à toutes les demandes justes. Ce noble privilége qu'il avait accordé à la bravoure et au courage, donnait à chaque soldat le sentiment de sa force et de ses devoirs, en même temps qu'il servait de frein pour contenir ceux des supérieurs qui auraient été tentés d'abuser du commandement.

La simplicité des mœurs et du caractère de Napoléon était surtout remarquable dans ces jours de marche pendant lesquels le canon se reposait; toujours à cheval au milieu de ses généraux, de ses braves aides-de-camp, des officiers de sa maison, et de cette jeune et vaillante élite de ses officiers d'ordonnance, sa gaîté, on peut même dire sa bonhomie, pénétraient dans tous les cœurs. Souvent il ordonnait de faire halte, s'asseyait sous un arbre avec le prince de Neufchâtel. Les provisions de bouche étaient étalées devant lui, et chacun, depuis le page jusqu'aux grands

officiers, trouvait çà et là ce qui lui était nécessaire. Napoléon, en éloignant de ses alentours tout ce qui avait quelque couleur d'intrigue, en décidant toujours par lui-même, avait inspiré aux personnes de sa maison un sentiment d'affection, d'union et d'empressement réciproques. Sa frugalité était telle, que par goût il donnait la préférence aux alimens les plus simples; aussi sa tête était toujours libre, et son travail aussi, même en sortant de table: doué par la nature d'un estomac sain et robuste, ses nuits étaient calmes comme celles d'un homme qui n'aurait eu aucune affaire; cet même nature l'avait favorisé d'une constitution si bien assortie à sa position, qu'une heure de sommeil réparait chez lui vingt-quatre heures de fatigue. Au milieu des circonstances les plus graves, les plus urgentes, il avait le pouvoir de prendre du sommeil à volonté, et son esprit rentrait dans le calme le plus parfait, dès que les dispositions qu'exi-

geaient ces mêmes circonstances étaient ordonnées.

Tous les momens de la journée étaient pour Napoléon des momens de travail, même à l'armée. S'il cessait un instant de consulter ses cartes géographiques, de méditer ses plans de bataille et d'étudier les immenses combinaisons qu'il fallait employer pour faire mouvoir avec une précision mathématique des masses de quatre à cinq cent mille hommes, alors il s'occupait de l'administration intérieure de l'empire. Plusieurs fois dans la semaine, un auditeur au conseil d'état arrivait au quartier-général, chargé du porte-feuille de tous les ministres; jamais ce travail n'était remis au lendemain; dans la journée tout était examiné, signé et expédié; tout marchait de front. Les jours qui suivaient une action, un combat, une bataille, étaient employés à recevoir les rapports des différens corps de l'armée, à lier ensemble tous les faits iso-

lés, à distribuer à chacun la part de gloire qui lui appartenait, à rédiger en un mot ces bulletins immortels dont la concision, l'ordre et la mâle simplicité, présentent un modèle classique de l'éloquence militaire. C'est dans ces archives brillantes que sont à jamais gravés les titres de noblesse de l'armée française.

La cour de Napoléon n'avait peut-être pas d'égale en magnificence; cependant les dépenses ne s'en élevaient qu'à une somme assez modique, tant elles étaient réglées avec ordre et économie. Afin d'en donner une idée, nous transcrivons ici un des budgets pour le service du grand-maréchal :

	francs
Grand-maréchal, trois préfets du palais, deux maréchaux-des-logis, trois adjoints.	116,000
Un secrétaire-général, premier quartier-maître et premier maître d'hôtel contrôleur.	16,000
Gages des gens employés auprès de Sa Majesté.	134,048

Report	266,048
Indemnités aux gens détachés en voyage.	30,000
Habillement des livrées.	107,000
Blanchissage.	45,000
Éclairage.	180,000
Chauffage.	160,000
Bouches { Cuisines.	360,000
Bouches { Office.	150,000
Bouches { Cave.	120,000
Entretien de l'argenterie.	20,000
Entretien de la lingerie, avec augmentation annuelle.	80,000
Entretien de la porcelaine.	20,000
Entretien des verreries, faïences et batteries de cuisine.	10,000
Frais de transport.	15,000

Pour les palais impériaux des Tuileries, du Louvre, Saint-Cloud, Saint-Germain, Meudon, Versailles, Trianon, Rambouillet, Fontainebleau, Laken et Strasbourg, y compris des secours à d'anciens domestiques, des indemnités pour nourriture aux officiers et soldats de la garde, les quartiers-généraux, impériaux et baraques;

Report	1,563,048
les dépenses imprévues applicables à tous les services, les frais de bureaux, les gens employés au service de l'impératrice, et l'habillement des livrées de son service.	685,319
Dépenses de la couronne des départemens au-delà des Alpes, dits du Piémont, palais de Turin et de Stupinitz.	89,800
Total	2,338,167

Ainsi, deux millions suffisaient à la représentation d'un monarque qui avait des rois pour courtisans!

On a beaucoup parlé des colères publiques de Napoléon; mais elles n'étaient la plupart du temps que factices; les actes de l'Empereur, quelque passionnés qu'ils parussent, étaient toujours accompagnés de calcul. Quand un de ses ministres ou quelque autre grand personnage avait fait une faute grave, qu'il y avait vraiment lieu à se fâcher, et qu'il devait se mettre

en colère, il avait pour règle que quand il se décidait à frapper, le coup devait porter sur tout le monde. Celui qui le recevait ne lui en voulait ni plus ni moins; et celui qui en était le témoin allait discrétement transmettre au loin ce qu'il avait vu et entendu; une terreur salutaire circulait de veine en veine dans le corps social, les choses en marchaient mieux; l'Empereur punissait moins, et recueillait infiniment sans avoir fait beaucoup de mal. C'est ainsi que, dans une occasion, ayant adréssé une mercuriale très vive à un de ses grands officiers, celui-ci homme d'honneur et de grande délicatesse, se crut obligé de demander une audience le lendemain, dans le dessein d'offrir sa démission. Cette audience lui fut accordée, et l'Empereur l'apercevant, lui dit aussitôt: «Mon cher, vous venez pour la conversation d'hier; elle vous a affligé et moi aussi; mais c'est un avertissement que j'ai voulu donner à beaucoup de monde; s'il produit quelque bien, ce sera notre con-

solation à tous deux ; qu'il n'en soit plus question. »

Napoléon exigeait des mœurs ; il regardait l'immoralité comme la disposition la plus funeste qui puisse se trouver dans un souverain, en ce qu'il la met aussitôt à la mode, qu'on s'en fait honneur pour lui plaire, qu'elle fortifie tous les vices, entame toutes les vertus, infecte la société entière à l'égal de la peste : il la regardait comme le fléau d'une nation, tandis que la morale publique lui paraissait au contraire l'auxiliaire et le complément des lois. La révolution, malgré ses excès, n'en avait pas moins été la vrai cause de la régénération des mœurs de la France, et de l'administration de Napoléon datait l'ère mémorable du retour de la morale.

CHAPITRE VIII.

Sommaire : Campagne de Pologne.—Entrée des Français à Varsovie.—Bataille d'Eylau.—Siége de Dantzick.

Déc. 1806 à mai 1807.

Les troupes d'Alexandre, occupées contre la Turquie, se mirent enfin en mouvement; et quand Napoléon n'eût pas été averti de leur marche par ses ministres, il l'aurait devinée facilement à la conduite de la cour de Prusse. En apprenant l'apparition de ses alliés à Prague, Frédéric Guillaume, qui avait demandé humblement un armistice que nous avions eu encore la faiblesse d'accorder, rompit tout-à-coup les négociations. Ses espérances se ranimèrent, et quoique déjà la Silésie fût tombée en notre pouvoir, il semblait re-

garder la Pologne comme l'écueil de nos armes, mais sur un seul combat d'avant-garde, le général russe Beningsen, craignant un engagement sérieux, commença la campagne par évacuer Varsovie qu'il avait occupée avant l'approche de l'armée française. Cette retraite n'était pas d'un heureux augure.

En entrant sur le territoire de la Pologne, les Français avaient trouvé un puissant auxiliaire. L'amour de la patrie et le sentiment national, dit l'un de nos bulletins, est non seulement conservé dans le cœur du peuple, mais il a été retrempé par le malheur : sa première passion, son premier désir, est de redevenir nation. Les plus riches sortaient de leurs châteaux et venaient offrir leurs enfans, leur fortune ; leur influence demandant à grands cris l'indépendance et la régénération de leur patrie. L'entrée des Français à Varsovie fut un triomphe. Les Polonais, pleins d'enthousiasme et de rêves de liberté, avaient repris leur ancien costume, leurs anciennes habi

tudes. Pourquoi de si nobles vœux ont-ils été trompés !

La campagne s'ouvrit sur le Bug par divers combats dont l'issue fut favorable aux Français. L'Urna et la Sonna sont bientôt franchis. Dès le 25 décembre, toutes les colonnes russes étaient coupées, et erraient à l'aventure dans un désordre qui leur était fatal. Le général russe avait fait la faute de cantonner ses troupes, ayant sur les flancs l'armée française. Si la saison eût été belle, l'armée russe n'aurait pu se retirer, et aurait été perdue sans bataille ; mais la briéveté des jours facilitait sa fuite, surtout dans un pays coupé de bois et où la nature a multiplié les obstacles. Les sables et les boues de la Pologne avait produit une fâcheuse impression sur l'esprit de nos soldats. Il ne fallait pas moins que l'exemple de l'Empereur et l'impulsion électrique de sa présence pour soutenir leur énergie et animer leur courage.

L'année 1806 se termina par les combats de Pultusk et de Golymin. A Pul-

tusk, le corps de Beningsen était fortement retranché, lorsque le maréchal Lannes vint l'attaquer vers dix heures du matin. L'action se prolongea jusqu'à la nuit. Les Français se signalèrent par une brillante impétuosité, les Russes par la vigueur de leur défense. Les succès furent variés durant cette longue et sanglante affaire. Beningsen, cependant, craignant d'être débordé sur sa droite, à la faveur de l'obscurité, évacua le camp et la ville en bon ordre, et se retira sur Ostrolenka. Les Français restèrent maîtres du champ de bataille. A Golymin l'action fut aussi vive et disputée avec la même résolution par les Russes, qui se battirent jusqu'à onze heures du soir. Mais leur retraite s'opéra en désordre, et ils laissèrent un plus grand nombre de morts et de prisonniers. Retardés dans leur fuite vers Ostrolenka par l'état affreux des chemins, ils se virent bientôt contraints d'abandonner leurs canons et jusqu'à leurs bagages.

Ces premiers combats coûtaient déjà à

l'ennemi quatre-vingts pièces d'artillerie, presque tous leurs caissons, douze cents voitures, et environ douze mille hommes, tués, blessés ou prisonniers. Napoléon, satisfait des immenses avantages qu'il venait de remporter pendant cette courte et glorieuse campagne, s'arrêta, et disposa tout pour assurer à son armée des quartiers d'hiver paisibles, en attendant une saison plus favorable aux opérations d'une guerre aussi difficile. Après avoir dirigé le choix des cantonnemens, il rentra lui-même dans Varsovie.

Le repos que Napoléon avait cru assurer à son armée ne fut pas de longue durée. Prenant l'hiver pour auxiliaire, les Russes devaient dès-lors faire un essai des plans de campagne qui leur réussirent trop bien en 1812. Le général Essen accourut du fond de la Moldavie avec des troupes fraîches assez nombreuses pour ranimer le courage de ses collègues et les déterminer à reprendre l'offensive. Ils résolurent de porter le théâtre de la guerre sur le bord

de la Vistule. Aux mouvemens qu'il leur vit faire, Napoléon, dont cette combinaison servait les projets, résolut de la favoriser. Il ordonne la levée des quartiers d'hiver, et concentrant ses forces sur les points menacés, il attendit l'ennemi.

Fiers de leur nombre et des apparences de timidité dont étaient empreintes les opérations de l'armée française, les Russes s'avancèrent imprudemment jusqu'à Villenberg, où leur avant-garde rencontra la nôtre commandée par Murat, qui la reçut avec vigueur et la repoussa. Les cent cinquante mille hommes dont se composait leur armée firent un mouvement rétrograde, bientôt accéléré par la crainte de se voir coupés. Cette rencontre avait eu lieu le 1er février; le 3 ils furent atteints près de Bergfried, et battus sur tous les points; mais l'action n'ayant pu être engagée que vers les trois heures du soir, la nuit vint à propos les sauver d'une déroute complète, et favoriser leur fuite.

Le lendemain 4, Murat battit encore

l'arrière-garde des Russes, et les poursuivit jusqu'à Deppen, où toute l'armée se trouvait réunie le lendemain. Le 6, une brillante charge des dragons de Klein et des cuirassiers d'Haupoult nous mit en possession du village de Hoff.

L'ennemi croyait trouver un asile dans les murs de Preus-Eylau. Il s'y défendit avec opiniâtreté contre les efforts du maréchal Soult, qui ne put s'en rendre maître qu'à dix heures du soir. Les rues de la ville étaient jonchées de cadavres.

Le lendemain 8, au point du jour, on découvrit enfin toute l'armée russe, qui, trop vivement pressée pour opérer sa retraite, se trouvait forcée à une bataille décisive. Réunis sur un vaste plateau, protégés par une ligne de cent cinquante bouches à feu qui couvrait tout leur front, les quatre-vingt mille hommes qui composaient cette armée nous attendaient de pied ferme.

L'Empereur alla prendre position près de l'église de la ville, que menaçaient déjà

les tirailleurs ennemis, et que les Russes avaient défendue la veille avec tant d'acharnement. C'était encore le poste du danger, car l'ennemi semblait l'avoir pris pour point de mire, puisque ses boulets ne cessaient d'y pleuvoir. Toute l'artillerie de la garde et celle des généraux Soult et Augereau, au nombre de soixante pièces, répondit aux canons de l'ennemi avec tant d'avantage que, pour échapper au feu de cette immense batterie, il fut obligé de faire un mouvement général à droite, dont l'effet fut de compromettre un instant la gauche des Français, qui eut à lutter contre la masse de ses forces. Si l'on se représente que, de part et d'autre, on se foudroyait à demi-portée de canon, on pourra se faire une idée du carnage qui dut résulter de cet échange de boulets dans lequel il n'y en eut pas un de perdu.

Tandis que le combat se soutenait ainsi au centre, Davoust, suivant les ordres qu'il avait reçus, manœuvrait pour couper la retraite à l'ennemi. Déjà ses tirailleurs

se faisaient entendre sur les derrières de l'armée russe : Augereau et Saint-Hilaire devaient seconder ce mouvement en agissant simultanément, l'un à droite, l'autre à gauche, pour se réunir à Davoust.

Tout à coup, d'épais nuages de neige viennent envelopper les deux armées, et obscurcir la lumière du jour. Dans cette obscurité, le point de direction fut perdu, et nos colonnes flottèrent incertaines. Le temps s'étant éclairci au bout d'une demi-heure, l'Empereur s'aperçut de l'erreur, et du danger qui devait en résulter pour le corps de Davoust, qui ne se trouvait plus soutenu. A sa voix, Murat, s'élance avec toute la cavalerie, composée des divisions Milhaud, Klein, Grouchy et d'Haupoult. Il se précipite sur les masses russes, les ouvre et les renverse. Cette charge inouie, qui avait culbuté vingt mille hommes d'infanterie et les avait obligés d'abandonner leurs pièces, est appuyée par le général Bessières, qui s'avance avec la garde impériale.

Au moment de l'obscurité passagère, qui, sans la manœuvre audacieuse dont nous venons de rendre compte, aurait peut-être compromis le sort de nos armées, une colonne de cinq à six mille Russes s'était venue jeter dans nos rangs, où elle avait été presque entièrement détruite par les grenadiers de la garde sous les ordres du général Dorsenne.

Enfin, le maréchal Davoust est parvenu à faire sa jonction avec la division Saint-Hilaire. Dès-lors, la victoire, long-temps incertaine, se fixa sous les drapeaux français. Les deux divisions réunies couronnèrent le plateau précédemment occupé par l'ennemi. En vain les Russes tentèrent de ressaisir cette importante position, trois charges désespérées ayant consécutivement échoué, le courage dont ils avaient donné tant de preuves dans cette journée, les abandonna. A quatre heures du soir, ils étaient en pleine retraite dans la direction de Kœnisberg, poursuivis par le ma-

réchal Ney, qui tailla leur arrière-garde en pièces.

La perte fut considérable de part et d'autres. Plus de vingt mille Russes et environ treize mille Français hors de combat attestèrent l'acharnement des deux partis. Les généraux Suchet, Augereau, Heudelet, Desjardins, d'Haupoult furent blessés; parmi les morts, nous eûmes à regretter le général Corbineau, les colonels Dallman, Lacuée, Lemarrois et Boursier. Les Russes perdirent en outre quarante-cinq pièces de canon et douze mille prisonniers.

Ce qu'il y aurait de ridicule, si l'on pouvait chercher le ridicule dans des tableaux si tristes pour l'humanité, c'est qu'on fit chanter des *Te Deum* à Moscou comme à Paris, en réjouissance du succès de cette bataille. Quand donc les hommes se lasseront-ils de mêler le nom de la divinité à leurs fureurs!

Il demeure aujourd'hui bien constaté

néanmoins, que l'honneur de la bataille d'Eylau nous appartient : s'il en fallait d'autres preuves que celles qui résultent du tableau des pertes réciproques des deux armées, nous en trouverions une irrécusable dans la marche du général Lefèvre sur Dantzick, dont nos prétendus vainqueurs ne purent empêcher ni l'investissement ni la chute, malgré l'immense intérêt qu'ils avaient, à sauver cette ville. Certes on ne vit jamais une armée battue prendre des places fortes en présence d'une armée victorieuse.

Tandis que Murat poursuivait les Russes jusque sous les murs de Kœnisberg, Napoléon faisait rentrer son armée dans ses cantonnemens. Il annonça ses intentions aux soldats par la proclamation suivante, datée du 15 février.

« Soldats !

« Nous commencions à prendre un peu de repos dans nos quartiers d'hiver quand

l'ennemi a attaqué le premier corps et s'est présenté sur la Basse-Vistule ; nous avons marché à lui et nous l'avons poursuivi pendant l'espace de quatre-vingts lieues. Il s'est réfugié sous les remparts de ses places et a repassé la Prégel. Nous lui avons enlevé aux combats de Bergfried, de Deppen, de Hoff, à la bataille d'Eylau, soixante-cinq pièces de canon, seize drapeaux, et tué, blessé, ou pris plus de quarante mille hommes. Les braves qui, de notre côté, sont restés sur le champ d'honneur, sont morts d'une mort glorieuse ; c'est la mort des vrais soldats ! Leurs familles auront des droits constans à notre sollicitude et à nos bienfaits.

« Ayant ainsi déjoué tous les projets de l'ennemi nous allons nous rapprocher de la Vistule et rentrer dans nos cantonnemens. Qui osera en troubler le repos s'en repentira, car au delà de la Vistule, comme au delà du Danube, au milieu des frimas de l'hiver, comme au commencement de l'automne, nous serons toujours les soldats

français, et les soldats français de la grande armée. »

Tandis que le gros de l'armée se préparait à jouir d'un repos nécessaire après tant de fatigues, et bientôt troublé, le maréchal Lefèvre marchait à la conquète de Dantzick. Il s'était fait précéder par un corps de Polonais, qui battit les Prussiens à Dirschau. Ces malheureux, après s'être battus avec acharnement, abandonnèrent la ville et se précipitèrent sur la Vistule, espérant gagner l'île de Nogath à la faveur des glaces; mais elles s'ouvrirent sous leurs pas, et ils périrent tous, dignes par leur courage d'une mort plus glorieuse.

Le corps d'armée du général Lefèvre ne se composait que de dix mille hommes, avec lesquels il attaquait une place très-forte, défendue par vingt mille combattans; aussi avait-il à repousser journellement les attaques des assiégés. Les pluies, les neiges ajoutaient encore aux embarras de sa situation; les travaux n'avançaient qu'avec lenteur, quand tout à coup il ap-

prit qu'une armée russe venait l'attaquer dans ses lignes. Cette armée, et celle que renfermait la place, formaient un total de plus de quarante mille hommes. Dans cette extrémité le maréchal ne chercha point à dissimuler à sa petite armée le péril qui la menaçait. Il la passa en revue, et après l'avoir instruite de l'arrivée des Russes : « Camarades, dit-il, tant que nous vivrons nous n'abandonnerons rien à l'ennemi; chacun doit défendre son poste jusqu'à la mort. » Les soldats français répondirent par le cri : *Vaincre ou mourir!*

Le moment de soutenir cette généreuse résolution paraissait arrivé, les éclaireurs russes se faisaient voir dans le lointain; mais l'Empereur a surveillé les mouvemens de l'ennemi, et, sur ses ordres, Lannes et Oudinot, avec leurs divisions, volent au secours de leurs frères d'armes. Les Russes sont vaincus et mis en fuite; les assiégés sont repoussés avec une perte considérable, et leur commandant, le vieux maréchal Kalkreuth, voyant sa situation

désespérée, rend enfin la place à des conditions honorables.

Le siége est remarquable par un trait de dévouement entièrement semblable à celui du chevalier d'Assas : Un jeune chasseur français, nommé Fortunas, tombe au milieu d'un détachement russe, qui peu d'instans après est entouré par une compagnie du 12e léger. L'obscurité ne permettait pas de distinguer les objets : « Ne tirez pas, nous sommes Français, » s'écrient les officiers russes. Menacé de mort, s'il parle, Fortunas s'écrie : « Ce sont les Russes, tirez, mon capitaine, » et il tombe percé de coups.

Le maréchal Lefèvre fut nommé duc de Dantzick. Voici un fragment du message adressé au sénat conservateur, à ce sujet, par l'Empereur : « C'est à *nous* de songer à assurer l'état et la fortune des familles qui se dévouent entièrement *à notre service* et qui sacrifient constamment *leurs interéts aux nôtres*... Que le titre de duc de Dantzick, porté par les descendans du

maréchal Lefèvre, leur retrace les vertus de leur père, et qu'eux-mêmes s'en reconnaissent indignes s'ils préfèrent jamais un lâche repos aux périls et à la poussière des camps, si jamais leurs premiers sentimens cessaient d'être pour la patrie et *pour nous.*

Quel bizarre mélange d'expressions et de pensées! Combien ces gothiques et serviles formules paraissent étranges dans la bouche de Napoléon! Faut-il s'étonner ensuite si, après avoir formé des grands seigneurs pour *son service, pour le service d'un maître,* il en a été abandonné aux jours du malheur? Comtes, princes, barons ou marquis, les valets de cour ne sont pas d'une autre nature que les autres; ils seront toujours à celui qui leur donnera les plus gros gages.

CHAPITRE IX.

SOMMAIRE : Intrigues de l'Angleterre.—Suite de campagne de Pologne.—Bataille de Friedland. —Paix et traité de Tilsitt.

De juin à juill. 1807.

Tandis qu'un de ses détachemens s'emparait de Dantzick, l'armée française se recrutait des contingens de la Hollande, de l'Italie, du Wurtemberg, de la Bavière, et de la confédération du Rhin. La France aussi lui envoyait de nouvelles recrues, avides de recevoir ce que Napoléon appelait le *baptême du feu*. D'immenses préparatifs annonçaient à la Russie une agression d'autant plus redoutable, que ses anciens alliés, abattus ou découragés, ne pouvaient lui offrir que des vœux stériles et l'exemple de leur chute ; elle allait avoir à lutter seule contre les

soldats auxquels ses armées, unies tour-à-tour à toutes celles de l'Europe, s'étaient vues tant de fois obligées de céder la victoire. L'imminence du danger parut lui ouvrir les yeux sur ses véritables intérêts, et le cabinet de Saint-Pétersbourg, par l'entreprise de l'Autriche, entama avec la France des négociations de paix, que Napoléon s'empressa d'accueillir, sans cependant discontinuer les apprêts de la guerre.

L'issue de ces négociations justifia la prévoyance de l'Empereur. La Russie proposait un congrès général de toutes les puissances de l'Europe, la Turquie seule exceptée. Napoléon se refusa à cette exception, aussi injurieuse que menaçante pour le sultan son allié. Alexandre abandonna cette prétention; c'était à Copenhague que devait se réunir le congrès: les principales bases de la paix étaient posées, et les peuples respiraient.

Malheureusement les dispositions pacifiques que témoignait alors l'empereur

Alexandre provenaient plutôt des embarras de sa position que d'un attachement sincère aux intérêts de l'humanité ; aussi ne durèrent-elles que jusqu'au moment où il crut pouvoir reprendre les armes avec quelque apparence de succès.

Ce moment n'était pas éloigné ; l'Angleterre avait trop d'intérêt à empêcher l'établissement d'une paix continentale, pour ne pas tenter les derniers efforts, afin d'entretenir la discorde entre les puissances dont son commerce pouvait avoir un jour à redouter la rivalité. Jusqu'alors elle avait bercé ses alliés d'espérances illusoires, en promettant une coopération active à leurs efforts. Long-temps trompé dans l'attente de ce secours, indigné de né pas même recevoir les subsides que le cabinet de Saint-James s'était engagé à lui fournir, le gouvernement suédois venait de faire un pas vers la paix en ratifiant l'armistice conclu sous les murs de Stralsund, entre le commandant de cette place et le général Mortier, qui l'assiégeait ; la

puissance prussienne était presque anéantie. De tant d'ennemis ameutés contre la France, la Russie seule n'avait pas encore abandonné la carrière des combats; mais elle paraissait disposée à s'en retirer. Le péril était imminent ; il fallait à l'Angleterre une nouvelle coalition pour prévenir l'établissement d'un nouveau camp de Boulogne.

Des émissaires sont envoyés à Stockkolm, à Berlin, à Saint-Péterbourg. Ils promettent un corps de quarante mille Anglais qui, joints à six mille Prussiens, dix millle Russes, et vingt mille Suédois, formeront dans la Poméranie un corps destiné à agir sur les derrières de l'armée française, tandis que les troupes russes et prussiennes l'attaqueront de front. A l'appui de ces promesses, des vaisseaux anglais débarquent, sous les murs de Stralsund, quelques compagnies allemandes à la solde du cabinet de Saint-James.

Cette tardive et insignifiante démonstration suffit pour convaincre Alexandre

et le roi de Prusse de la bonne foi britannique. Persuadés que l'Angleterre allait les seconder de toute sa puissance, ils se décidèrent à couper les négociations; le sang dut recommencer à couler.

Ce furent les Russes qui prirent l'initiative des hostilités. Dès le 4 juin, ils se présentèrent près de Braunsberg, devant la tête du pont de Spanden, et à Boarden, dans le dessein de forcer le passage de la Passarge sur ces trois points; mais après un engagement de peu de durée, ils se retirèrent.

Le lendemain, 5 juin, ils revinrent avec plus de forces et de résolution; Bernadotte, blessé à la gorge en défendant Spanden, se vit forcé de céder le commandement de sa division au général Dupont; au pont de Lomittau, le corps de Davoust eut à lutter contre des forces supérieures; Ney avait en tête le général en chef Beningsen et le grand-duc Constantin qui l'attaquaient, avec la garde impériale russe

et trois divisions, dans les positions de Gielstadt, de Wolferdof et d'Altkirken.

Sur tous ces points, les Russes déployèrent un courage opiniâtre; mais ce ne fut qu'à Gielstadt qu'ils obtinrent quelque avantage. Environné d'une nuée d'ennemis, entièrement composée de troupes d'élite, Ney dut faire un mouvement rétrograde sur Deppen, où il concentra ses forces. Attaqué le jour suivant dans cette nouvelle position, il prit une glorieuse revanche en battant complettement les Russes, qui laissèrent cinq mille morts ou blessés sur le champ de bataille.

Au premier avis de cette agression, l'Empereur avait quitté Finckenstein, son quartier-général: dans la nuit du 8 au 9, il arriva à Deppen, et des ordres mirent toute l'armée en mouvement: on marche sur Heilsberg.

Beningsen avait employé quatre mois à fortifier ce point, sur lequel il espérait que tous les efforts de Napoléon vien-

draient se briser : tandis que le centre de l'armée française attaquait ces retranchemens, défendus par une batterie de soixante bouches à feu, une division, celle du général Legrand, s'emparait après une vive résistance d'un bois dont l'occupation était indispensable pour offrir un point d'appui à notre aile gauche, commandée par Murat.

A quatre heures l'engagement était général : la division Saint-Hilaire s'étant engagée témérairement jusque sur les glacis des retranchemens, allait être foudroyée, quand Napoléon, qui s'aperçut du danger auquel cette colonne se trouvait exposée, la fit soutenir par les fusiliers de la garde. Roussel et Savary étaient à la tête de ce renfort, et sentant l'importance de la mission qui leur était confiée, ils se précipitaient en avant avec toute l'audace d'un soldat qui veut parvenir. Roussel eut la tête emportée par un boulet. La division Verdier survint, elle franchit les retranchemens et fit mettre bas les armes à

une colonne ennemie : un des régimens qui composaient cette division, régiment dit de Paris, parce qu'il était presque entièrement composé de Parisiens, se distingua principalement en enlevant à la baïonnette une redoute à laquelle il fallait marcher sous une pluie de boulets. Sur toute la ligne on se battit avec le même acharnement. Quand vint le soir, à neuf heures, cette lutte opiniâtre n'avait été ni de part ni d'autre couronnée par la victoire : la nuit mit un terme au carnage.

Pendant cette nuit, les rapports qui parvinrent à l'Empereur lui firent espérer que Beningsen, fier de n'avoir pas été battu, se disposait à prendre l'offensive, et il fit ses dispositions pour que l'action du lendemain fut décisive. Il ordonna à Murat de resserrer son mouvement, pour tomber en flanc sur l'ennemi, tandis que lui, Napoléon, attaquerait de front les retranchemens, dans lesquels reposait tout l'espoir de la coalition.

Ces mesures furent inutiles ; à la vue des

manœuvres qui le menaçaient d'une ruine certaine, le général russe perdit toute l'assurance que jusqu'alors il avait montrée. Se voyant au moment d'être pris à revers dans ses retranchemens, élevés avec tant de peine, il les abandonna, ainsi que ses blessés et les immenses magasins réunis dans Heilsberg. Quand, le 12, les colonnes françaises commencèrent à s'ébranler, elles ne trouvèrent plus d'ennemis : les rapports des détachemens de cavalerie qu'on envoya à leur poursuite, annoncèrent qu'ils s'étaient retirés dans la direction de Friedland.

Le 14 les armées se trouvèrent de nouveau en présence. En entendant le premier coup de canon, l'Empereur s'écria : « C'est une heureuse époque ! C'est l'anniversaire de la bataille de Marengo ! »

Beningsen s'étant aperçu que la manœuvre des corps commandés par Murat, Soult, Davoust, Lannes et Mortier, tendaient à lui couper la retraite sur Kœnis-

berg, mais las ou honteux de toujours rétrograder, il voulut tenter ce qui plus d'une fois avait réussi à Napoléon, en pareilles circonstances. Sans s'inquiéter des mouvemens qui s'opéraient sur les ailes, il concentra ses forces avec l'espoir d'écraser le centre de l'armée française du poids de ses masses.

Il fallait, pour le succès d'une opération aussi hasardeuse, des soldats et un chef tels que de long-temps sans doute on n'en reverra sur les champs de bataille. Le général d'artillerie Sénarmont fit avancer, à portée de fusil de l'ennemi, une batterie de trente pièces de canon qui suffit pour l'arrêter et paralyser les efforts de Beningsen.

Les projets du général russe étant déjoués à cet égard, il se décida, par un changement subit à étendre ses lignes. Aussitôt une nuée de Cosaques se détacha des flancs de son armée, et vint caracoler sur nos ailes. Quelques charges des dragons

de Latour-Maubourg à droite, et des dragons de Nansouty à gauche, neutralisèrent cette nouvelle tentative.

L'Empereur, jugeant alors que le moment était arrivé de faire un mouvement décisif, rassembla ses réserves derrière son centre composé de garde impériale, qu'il lança sur Friedland. Une batterie de vingt pièces précédait les colonnes d'attaque. Au moment où elles allaient pénétrer dans la ville, toute la garde russe, à pied et à cheval, embusquée dans un ravin qui entoure la ville, vint les prendre en flanc, et son choc jeta d'abord quelqu'indécision dans la marche de nos soldats. La division Dupont accourut, chargea la garde russe, l'enfonça et en fit un grand carnage. Les ennemis s'enfuient, espérant trouver un asile dans Friedland; mais les Français y pénétrèrent en même temps. C'était un spectacle épouvantable que celui d'hommes s'égorgeant au milieu d'une ville en feu, dont les débris enflammés ensevelissaient vainqueurs et vaincus. Les Russes

se décidèrent enfin à chercher leur salut dans la fuite qu'ils effectuèrent par le pont de l'Alle, mais en si grand nombre et avec une telle confusion, que cette issue se trouva bientôt encombrée. Alors le massacre fut horrible, et bientôt la ville remplie de cadavres, inondée de sang, en proie à l'incendie, offrit aux regards le complément des plus hideux fléaux que la guerre traîne à sa suite.

C'était Ney dont la valeur impétueuse avait décidé le succès de ce mouvement. Les généraux Oudinot et Verdier répondirent glorieusement à l'appel de leur compagnon d'armes. Vivement poursuivi par eux, Korsakow fut, à son tour, entraîné par le mouvement de retraite qui ébranlait l'armée russe : il se dirigea sur Friedland, dont il croyait que Beningsen était encore maître. Trompé dans son attente, il allait mettre bas les armes quand il fut averti que ses soldats avaient découvert un gué à la faveur duquel il pouvait traverser l'Alle. Vaine ressource ! Les

Russes s'y précipitèrent en si grand nombre qu'ils s'interdirent réciproquement le passage. Tout ce qui ne périt pas dans les flots ou par le feu des Français, fut forcé de se rendre prisonnier. Commencée à 4 heures après midi, la bataille était terminée à 11 heures du soir, et la victoire avait couronné les efforts des Français.

Jamais peut-être Napoléon n'avait déployé autant de talens et de courage qu'il en montra à la bataille de Friedland. On le vit toute la journée parcourant une ligne de feu, se porter continuellement aux positions les plus exposées : les soldats français, insensibles à la crainte pour eux-mêmes, admiraient en frémissant son bonheur et son audace.

Notre perte fut d'environ six mille hommes tués ou blessés; celle des Russes, qui porta principalement sur leur garde impériale, s'élevait à trente-huit mille, dont moitié se rendirent au vainqueur, avec cent-vingts pièces de canon et un grand nombre de drapeaux.

L'affaire de Friedland fut comme un coup de foudre qui paralysa l'ardeur des coalisés. Kœnigsberg, leur principal entrepôt de guerre, tomba au pouvoir des Français avec les immenses approvisionnemens que cette ville contenait ; les débris de leur armée, chaudement poursuivis, ne pouvaient offrir aucun obstacle à la marche de Napoléon : des négociations l'arrêtèrent. Le prince Labanow vint de la part d'Alexandre faire la demande d'un armistice qui lui fut accordé le 20 juin, jour de l'entrée de l'Empereur à Tilsitt. Le lendemain Napoléon adressa la proclamation suivante à son armée; c'est un tableau rapide de cette brillante campagne.

« Soldats !

» Le 5 juin nous avons été attaqués dans nos retranchemens par l'armée russe. L'ennemi s'est mépris sur notre inactivité. Il s'est aperçu trop tard que notre repos

était celui du lion; il se repent de l'avoir troublé.

» Dans les journées de Gielstadt, de Heislberg, dans celle à jamais mémorable de Friedland, dans dix jours de campagne, enfin, nous avons pris cent vingts pièces de canon, sept drapeaux, tué, blessé, ou fait prisonniers soixante mille Russes; enlevé à l'armée ennemie tous ses magasins, ses hôpitaux, ses ambulances, la place de Kœnigsberg, les trois cents bâtiments qui étaient dans ce port, chargés toute de espèce de munitions, cent soixante mille fusils que l'Angleterre envoyait pour armer nos ennemis.

» Des bords de la Vistule nous sommes arrivés sur ceux du Niémen avec la rapidité de l'aigle. Vous célébrâtes à Austerlitz l'anniversaire du couronnement; vous avez cette année dignement célébré celui de Marengo, qui mit fin à la guerre de la seconde coalition.

» Francais! vous avez été dignes de vous et de moi; vous rentrerez en France

couverts de tous vos lauriers, et après avoir obtenu une paix glorieuse qui porte avec elle la garantie de sa durée.

» Il est temps que la patrie vive en repos à l'abri de la maligne influence de l'Angleterre ; mes bienfaits vous prouveront ma reconnaissance et toute l'étendue de l'amour que je vous porte. »

Ce fut à Tilsitt qu'eut lieu cette fameuse entrevue des deux Empereurs, qui donna tant d'espérances sitôt détruites. Sur un magnifique radeau fixé au milieu du Niémen, Napoléon et Alexandre s'embrassèrent en se jurant une amitié qui devait être éternelle. Lequel fut infidèle à ses sermens ?....

Dans cette première entrevue les bases de la paix furent posées : l'empereur Alexandre ayant témoigné le désir de voir le roi de Prusse, son allié, admis en tiers dans les négociations, Napoléon y consentit ; mais ce simulacre de pudeur, de l'autocrate russe, disparut bientôt à la

voix de l'intérêt personnel. Déchirée sous les yeux et du consentement de son roi, la Prusse fut la proie commune dont vainqueurs et vaincus se partagèrent les lambeaux. L'immense empire de la Russie s'accrut d'une nouvelle extension de territoire sur les bords du Bug et de la Narrew; le trône de Westphalie s'éleva pour le prince Jérôme sur les débris de la monarchie démembrée.

Après de telles spoliations, qui se composaient de la moitié des états prussiens, on trouvera sans doute une dérision cruelle dans cet article, l'article 4, du traité de Tilsitt :

« S. M. l'empereur Napoléon, par égard pour S. M. l'empereur de toutes les Russies, et voulant donner une preuve du désir sincère qu'il a d'unir les deux nations par les liens d'une confiance et d'une amitié inaltérables, *consent* à restituer à S. M. le roi de Prusse, allié de S. M. l'empereur de toutes les Russies, tous les pays, villes

et territoires conquis et dénommés, etc., etc., etc. »

On s'étonne, en lisant ce traité, de la différence qui se trouve dans le sort des vaincus. C'est que la Prusse était devenue trop faible, comme puissance, pour servir ou nuire aux projets de Napoléon, tandis qu'il importait à ce prince de faire entrer les vastes états soumis au monarque russe dans son blocus continental : aussi la Russie obtint-elle plus après avoir été vaincue qu'elle n'eût pu espérer de la victoire. La majeure partie des clauses du traité de Tilsitt sont relatives à l'établissement de ce système, dont l'exécution eût délivré le monde du despotisme qu'exerce l'Anglais sur les mers. Les mêmes considérations décidèrent du sort des Polonais. Ce peuple courageux s'était jeté dans les bras des Français ; il avait combattu dans leurs rangs avec un courage, un dévouement qui ont nationalisé sa gloire parmi nous. Il attendait de la France le recouvrement

de son indépendance et du rang qu'il avait occupé parmi les nations. Certes, s'il était une espérance qui ne dût pas être trompée, un prix dû à la valeur, une récompense à la fidélité, les Polonais devaient compter sur l'accomplissement de leurs vœux. Ils s'étaient unis à Napoléon pour expulser les Russes de leur territoire; Napoléon, vainqueur, les rendit au joug de la Russie. Leur indépendance entra dans les cadeaux dont il crut acheter l'amitié d'Alexandre. Plus tard il apprit quelle différence se trouve entre l'amitié des rois et l'amour des peuples, quand ces mêmes Polonais se levèrent encore à sa voix pour défendre son trône et ses jours menacés par celui même auquel il les avait sacrifiés. Peu de temps après, Napoléon abolit le tribunat. Un sénatus-consulte, en date du 9 août, supprima ce dernier refuge de nos libertés mourantes. On voit avec peine de tels souvenirs se rattacher à une époque si glorieuse. La destruction du tribunat ne fit pas de sensation dans le

peuple, mais elle affligea les sages; après avoir déjà mutilé ce corps par des éliminations illégales, Napoléon annonçait, en le détruisant, qu'il ne voulait pas même souffrir une ombre d'opposition en France.

CHAPITRE X.

SOMMAIRE : Bombardement de Copenhague par les Anglais.—Expédition de Portugal.—Affaire de la cour d'Espagne.—Intervention de Napoléon.

Août 1807 à mars 1808.

Les Français venaient de se couvrir de gloire ; l'Angleterre, jalouse de leurs lauriers, voulut aussi cueillir les siens, et elle eut recours à une nouvelle perfidie. Dans les premiers jours de septembre 1807, une escadre britannique se présenta inopinément devant Copenhague, et, contre toutes les lois de la neutralité, sans déclaration de guerre, après un bombardement de trois jours, l'incendie de six cents maisons et la ruine de plusieurs milliers de familles, la capitale du Danemarck devint la proie des spoliateurs ;

vingt-huit vaisseaux de ligne, seize frégates, vingt-sept bricks, un grand nombre de chaloupes et plus de deux mille quatre cents bouches à feu furent remorqués vers les ports de l'Angleterre. « Vous pouvez nous tuer, car vous êtes les plus forts, disait le général Peyman, qui commandait la ville de Copenhague; la vie nous est odieuse s'il faut la tenir de vous. »

Cette violation atroce du droit des gens souleva l'indignation de l'Europe entière. Napoléon résolut d'en tirer une prompte vengeance, et dès ce moment l'expédition du Portugal fut décidée, expédition que d'autres motifs non moins graves rendaient d'ailleurs nécessaire à l'accomplissement des projets de l'empereur. Le Portugal, étroitement lié avec la Grande-Bretagne, avait refusé d'adhérer au système du blocus continental, et par là cette mesure devenait illusoire, puisque des côtes étendues sur l'Océan européen restaient à la disposition des flottes anglaises.

Napoléon voulut avant tout s'assurer de

la coopération de l'Espagne. Un envoyé de cette puissance, M. Izquierdo, vint le trouver à Fontainebleau, et le 27 octobre fut conclu un traité secret qui avait pour objet le partage du Portugal. Le premier article donnait au roi d'Étrurie, qui sûrement était bien loin de s'en douter, en échange du royaume qu'il possédait en Italie, le territoire renfermé entre le Minho et le Douro, avec le titre de roi de la Lusitanie septentrionale. L'article 2 érigeait en principauté le royaume des Algarves, y compris la province de l'Alentejo, en faveur du prince de la Paix, Manuel Godoy, pour en jouir en toute souveraineté. Plusieurs places fortes de l'Espagne devaient être occupées par les Français, comme garantie des engagemens du cabinet de Madrid.

Ces dispositions prises, Napoléon expédia les troupes destinées à sa nouvelle conquête. Junot traversa rapidement l'Espagne, et parut avec une armée sur les fron-

tières du Portugal quelques jours après la déclaration de guerre.

Sa présence fut un coup de foudre pour la cour de Lisbonne ; le prince régent n'attendit pas que sa capitale fût envahie ; il s'embarqua précipitamment pour le Brésil, et livra son royaume au général en chef des troupes françaises.

Pendant ce temps, une seconde armée, en vertu du traité de Fontainebleau, prenait possession de plusieurs places espagnoles, entr'autres de Figuières et de St.-Sébastien, les deux clés septentrionales de la Péninsule, et s'avançait doucement vers Madrid, sous la conduite du grand-duc de Berg.

Il se passait alors à l'Escurial des événemens sur lesquels nous ne craindrons pas de nous étendre, non seulement à cause de leur importance particulière, mais encore parce qu'ils ont exercé la plus grande influence sur les destinées du monde, en faisant naître dans l'esprit de Na-

poléon la première pensée de l'extorsion du trône des Espagnes. Il est vrai que l'Empereur avait eu de graves sujets de mécontentement de la part du cabinet de Madrid. Au moment où la folle jactance des Prussiens allait jusqu'au ton de la menace envers la France, le prince de la Paix avait essayé aussi de prendre une attitude hostile : on lut alors avec étonnement une proclamation de ce favori, dans laquelle il parlait confusément de dangers et de gloire, d'ennemis, de perfidies, qu'il s'abstenait de nommer ou de faire connaître ; il terminait en appelant la nation aux armes. Napoléon dédaigna cette obscure fanfaronnade ; les termes de la proclamation étaient assez ambigus pour recevoir toute espèce d'interprétation. Godoy, forcé de s'expliquer, déclara qu'il avait entendu parler des Anglais. Napoléon parut satisfait, il se contenta d'affaiblir la Péninsule, en exigeant qu'elle envoyât ses meilleures troupes à la grande armée ; et quoique dès cette époque il

sentit profondément le besoin d'une franche et entière coopération du midi pour contrebalancer les masses du nord, il est probable que l'usurpation de la couronne d'Espagne ne serait pas entrée dans ses projets, si les divisions de la famille royale n'en eussent provoqué l'idée et facilité l'exécution.

Depuis long-temps Charles IV ne régnait que de nom. Le gouvernement était entre les mains de don Manuel Godoy, qui, de simple garde-du-corps, était parvenu aux plus hautes dignités du royaume, sans posséder aucune des qualités qui auraient pu justifier une fortune aussi rapide. Le luxe effronté de ce favori, ses manières hautaines, avaient blessé au vif l'orgueil de la nation ; les grands et le peuple ne portaient qu'avec impatience son joug humiliant; mais il bravait leur haine, assuré qu'il était de la confiance du roi, de la confiance plus intime encore de la reine. Les mécontens avaient mis leurs espérances dans le jeune prince des As-

turies, objet de l'oppression la plus insidieuse de la part du prince de la Paix, et de l'indifférence la plus complète de ses augustes parens. Sans les soins du chanoine Escoïquez, son précepteur, le prince Ferdinand, héritier de grandes monarchies dans les deux mondes, aurait été privé de l'instruction que l'enfant du particulier le plus obscur reçoit dans les foyers paternels : tel était, dit-on, le plan formé par Gódoy, afin de s'assurer pour l'avenir sur le fils l'ascendant absolu qu'il exerçait sur le père.

L'infortune du prince des Asturies attacha à sa personne des amis imprudens qui lui communiquèrent leur irritation. Des conférences fréquentes eurent lieu ; divers plans furent discutés pour échapper à l'oppression du favori. Mais celui-ci était instruit de toutes ces menées par les espions qu'il soudoyait, et peut-être dirigeait-il lui-même les fils de la conspiration, en attendant l'occasion de faire éclater le vieux monarque qu'il impressionnait à son

gré. L'époque de la signature du traité secret de Fontainebleau lui parut favorable. Vers la fin d'octobre, Charles IV, par un rescrit royal, fulmina un acte d'accusation contre son fils aîné, le fit arrêter, garder prisonnier dans l'appartement qu'il occupait au palais de l'Escurial, et le signala à la vindicte publique comme chef d'une conspiration *qui tendait à priver son père du trône et de la vie.*

L'original de ce rescrit était écrit de la main du prince de la Paix.

Toute la fermeté de Ferdinand s'évanouit aussitôt que ses projets furent éventés. Il poussa la faiblesse jusqu'à révéler les noms des amis qui s'étaient dévoués à sa cause. Les lettres suivantes furent rendues publiques :

5 Novembre 1807.

« Sire et mon père,

» Je me suis rendu coupable; en man-

quant à votre majesté, j'ai manqué à mon père et à mon roi. Mais je m'en repens et je promets à votre majesté la plus humble obéissance. Je ne devais rien faire sans le consentement de votre majesté; mais j'ai été surpris. J'ai dénoncé les coupables, et je prie votre majesté de me pardonner, et de permettre de baiser vos pieds à votre fils reconnaissant. »

« Madame et ma mère,

» Je me repens bien de la grande faute que j'ai commise contre le roi et contre vous mes père et mère! Aussi je vous demande pardon avec la plus grande soumission, ainsi que de mon opiniâtreté à vous nier la vérité l'autre soir. »

En même temps le roi Charles IV dénonçait à l'Empereur la conduite de son fils: « Monsieur mon frère, je vois avec une horreur qui me fait frémir, que l'esprit d'intrigue a pénétré jusque dans le sein de

mon palais. Hélas ! mon cœur saigne en faisant le récit d'un attentat si affreux ! Mon fils aîné, l'héritier présomptif de ma couronne, avait formé le complot horrible de me détrôner ; il s'était porté jusqu'à l'excès d'attenter contre la vie de sa mère. Un attentat pareil mérite d'être puni avec la rigueur la plus exemplaire. La loi qui l'appelait à la succession doit être révoquée : un de ses frères sera plus digne de le remplacer, et dans mon cœur et sur le trône. »

On reconnaît dans ce langage l'exagération de la haine ; il ne peut avoir été dicté sous l'inspiration paternelle. Sans doute, de si noirs attentats n'étaient pas entrés dans les plans du prince des Asturies, et l'aveu ne lui en fut arraché que par les menaces de Godoy ; mais il est un reproche dont il ne pourra jamais se laver. Prévoyant que le roi se refuserait à l'éloignement de son favori, Ferdinand avait pris la précaution de donner au duc de l'Infantado un écrit de sa main, avec la date

en blanc, et scellé d'un cachet noir, pour l'autoriser à prendre le commandement des troupes dans la Nouvelle-Castille, *dans le cas où son auguste père viendrait à mourir.*

Du reste, le prince de la Paix sentit lui-même que l'accusation de parricide manquait de base, et son ressentiment n'osa pas aller plus loin. Après avoir reçu la lettre de soumission de Ferdinand, le roi Charles publia l'acte qui suit: « La voix de la nature désarme le bras de la vengeance, et lorsque l'inadvertance réclame la pitié, un père tendre ne peut s'y refuser. Mon fils a déjà déclaré les auteurs du plan horrible que lui avaient fait concevoir des malveillans. Il a tout démontré en forme de droit, et tout conste avec l'exactitude requise par la loi pour de telles preuves. Son repentir et son étonnement lui ont dicté les remontrances qu'il m'a adressées. En conséquence, et à la prière de notre épouse bien aimée, je pardonne à mon fils, et il rentrera dans

ma bonne grâce dès que sa conduite me donnera des preuves d'un véritable amendement. »

Telle était l'ambition de Godoy, qu'il avait songé à marier une de ses sœurs avec l'héritier présomptif de la couronne ; et ce projet extravagant n'avait trouvé aucune opposition dans la faiblesse du roi et de la reine. Autant par haine de cette alliance que pour se faire un appui de l'Empereur, Ferdinand, cédant à des conseils irréfléchis, avait écrit à Napoléon pour lui demander en mariage une princesse de sa famille. Cette lettre avait précédé de quelques jours la découverte du complot ; c'est un monument historique que nous allons rapporter.

« La crainte d'incommoder votre majesté impériale et royale au milieu de ses exploits et des affaires majeures qui l'entourent sans cesse, m'a empêché jusqu'ici de satisfaire directement le plus vif de mes désirs, celui d'exprimer au moins par écrit

les sentimens de respect, d'estime et d'attachement que j'ai voués à un héros qui efface tous ceux qui l'ont précédé, et qui a été envoyé par la Providence pour sauver l'Europe du bouleversement total qui la menaçait, pour affermir ses trônes ébranlés, et pour rendre aux nations la paix et le bonheur.

« Les vertus de votre majesté impériale et royale, sa modération, sa bonté même, envers ses plus implacables ennemis, tout me faisait espérer que l'expression de ces sentimens en serait accueillie comme l'effusion d'un cœur rempli d'admiration et de l'amitié la plus sincère.

» L'état où je me trouve depuis longtemps, et qui ne peut échapper à la vue perçante de votre majesté impériale et royale, a été jusqu'à présent un second obstacle qui a arrêté ma plume prête à lui adresser mes vœux: mais, plein d'espérance de trouver dans la magnanime

générosité de votre majesté impériale et royale la protection la plus puissante, je me suis déterminé non seulement à lui témoigner les sentimens de mon cœur envers son auguste personne, mais à l'épancher dans son sein comme dans celui d'un père le plus tendre.

» Je suis bien malheureux d'être obligé, par les circonstances, à cacher comme un crime une action si juste et si louable ; mais telles sont les conséquences funestes de l'extrême bonté des meilleurs rois.

» Rempli de respect et d'amour filial pour celui à qui je dois le jour, et qui est doué du cœur le plus droit et le plus généreux, je n'oserais jamais dire à votre majesté impériale et royale que ces mêmes qualités, si estimables, ne servent que trop souvent d'instrument aux personnes artificieuses et méchantes, pour obscurcir la vérité aux yeux du souverain, quoique si analogues à des caractères comme celui de mon respectable père.

» Si ces mêmes hommes, qui par malheur existent ici, lui laissaient connaître à fond celui de votre majesté impériale et royale, comme je le connais, avec quelle ardeur ne souhaiterait-il pas de serrer des nœuds qui doivent unir nos deux maisons! et quel moyen plus propre pour cet objet que de demander à votre majesté impériale et royale l'honneur de m'allier à une princesse de son auguste famille? C'est le vœu unanime de tous les sujets de mon père: ce sera aussi le sien, je n'en doute pas, malgré les efforts d'un petit nombre de malveillans, aussitôt qu'il aura connu les intentions de votre majesté impériale et royale. C'est tout ce que mon cœur désire: mais ce n'est pas le compte de ces égoïstes perfides qui l'assiégent, et ils peuvent, dans un premier moment, le surprendre: tel est le motif de mes craintes.

» Il n'y a que le respect de votre majesté impériale et royale qui puisse déjouer leurs complots, ouvrir les yeux à mes bien-aimés parens, les rendre heureux et

faire en même temps le bonheur de ma nation et le mien.

» Le monde entier admirera de plus en plus la bonté de votre majesté impériale et royale, et elle aura toujours en moi un fils le plus reconnaissant et le plus dévoué.

» J'implore donc, avec la plus grande confiance, la protection paternelle de votre majesté, afin que non seulement elle daigne m'accorder l'honneur de m'allier à sa famille, mais qu'elle aplanise toutes les difficultés et fasse disparaître tous les obstables qui peuvent s'opposer à cet objet de mes vœux.

» Cet effort de bonté de la part de votre majesté impériale et royale m'est d'autant plus nécessaire que je ne puis pas, de mon côté, en faire le moindre, puisqu'on le ferait passer pour une insulte faite à l'autōrité paternelle, et que je suis réduit à un seul moyen, à celui de me refuser, comme je le fais, à m'allier à toute personne que ce soit sans le consentement et

l'approbation de votre majesté impériale et royale, de qui j'attends uniquemment le choix d'une épouse.

» Cet un bonheur que j'espère de la bonté de votre majesté impériale et royale, en priant Dieu de conserver sa vie précieuse pendant de longues années.

» Écrit et signé de ma propre main, et scellé de mon sceau, à l'Escurial, le 11 octobre 1807.

» De votre majesté impériale et royale le très-affectionné serviteur et frère,

» FERDINAND. »

Lorsque l'examen des papiers de Ferdinand eut mis au jour les démarches faites pour amener le mariage du prince avec une nièce de Napoléon, Godoy conçut les plus vives alarmes en voyant une affaire aussi importante négociée sans son intervention. Il n'eut pas de peine à engager le vieux roi à s'emparer de cette idée et à écrire à l'Empereur afin de lui demander

directement la main d'une de ses nièces pour le prince des Asturies. Izquierdo, qui venait de conclure le traité de Fontainebleau, fut chargé de remettre la lettre de Charles IV.

La position de l'Empereur entre le père et le fils devenait fort délicate; il ne crut pas devoir s'expliquer ni s'engager par une réponse écrite; le besoin de se tirer d'embarras fut peut-être une des causes qui déterminèrent son voyage en Italie. Il alla visiter le pays vénitien, dont il était devenu souverain par le traité de Presbourg. Sa présence excita l'enthousiasme dans l'Italie entière. Le 20 décembre, il était à Milan. C'est dans cette ville que fut publié un statut constitutionnel par lequel, à défaut d'enfans mâles et légitimes dans sa descendance directe, il adoptait le prince Eugène Beauharnais pour son fils et son successeur à la couronne d'Italie. On voit par cet acte combien Napoléon était sérieusement préoccupé de l'avenir de son trône; l'inquiétude qui l'agitait le

préparait déjà au divorce, sans doute encore à son insu.

Mais revenons à l'Espagne. L'effet que produisit dans ce royaume l'arrestation de Ferdinand fut loin de répondre au but que s'était proposé Godoy. La position fâcheuse du principe des Asturies inspira un intérêt général. L'attachement à la victime, et la haine contre l'oppresseur, augmentèrent dans une proportion qui présageait des événemens orageux.

Le prince de la Paix ne pouvait se dissimuler les sentimens de la nation à son égard, et les dangers dont une explosion inévitable le menaçait. On assure qu'afin de se mettre en sûreté, il aurait déterminé Charles IV à imiter la maison de Bragance et à se retirer avec la famille royale dans ses états d'Amérique. Mais il fallut renoncer à ce projet. La seule annonce d'un voyage de la cour en Andalousie occasionna un violent tumulte; l'Espagne entière sembla prête à se lever pour empêcher le roi de se diriger vers les côtes de

l'Océan. Dans ces perplexités, Godoy mit tout son espoir dans la présence des troupes françaises. Il appelait leur général à Madrid, et hâtait son arrivée par des émissaires. Murat était à Vittoria depuis le 20 janvier; pour donner le change à l'orgueil national, le gouvernement espagnol avait fait publier qu'il ne fallait voir dans l'armée impériale qu'une alliée fidèle qui, d'accord avec lui, devait achever la conquête du Portugal, et défendre contre les tentatives des Anglais les côtes de la Péninsule. Cette assurance avait d'abord produit un bon effet; mais lorsqu'après un mois de temporisation on vit le grand duc de Berg se diriger sur la capitale, l'inquiétude se manifesta de nouveau avec des symptômes plus alarmans. Une mesure imprudente du prince de la Paix mit le comble à l'exaspération des esprits.

Le 18 mars, les Français n'étaient plus qu'à quelques marches de Madrid, lorsque les différens corps de la garnison espagnole reçurent l'ordre de quitter cette

capitale pour se rendre à la résidence d'Aranjuès, où se trouvait alors la famille royale. Pour colorer un mouvement si extraordinaire de troupes, on public que le roi, tranquille sur les sentimens de la France, ne prenait cette précaution que pour n'être pas exposé aux insultes des partisans, dans une habitation non fortifiée. Ce prétexte n'eut aucun succès. Les troupes partirent en effet, mais avec des cris de rage. Une grande partie de la population de Madrid les suivit en les animant par des vociférations. *Mort au favori !* tel était le mot d'ordre de cette multitude effrénée.

Au premier avis de la marche insurrectionnelle, l'alarme fut grande dans le palais d'Aranjuès. Le roi, croyant que la révolte avait pour but de s'opposer à son départ présumé, fit publier qu'*il n'avait pas l'intention de s'éloigner de sa bonne ville de Madrid ni de sa résidence d'Aranjuès, et qu'au contraire sa volonté bien prononcée était de rester au milieu de ses fidèles*

sujets. Les insurgés n'eurent aucun égard à cette déclaration, et continuèrent leur marche en mêlant à l'expression de leur haine, de nouvelles clameurs contre l'approche de l'armée française. Le roi répondit par une seconde proclamation, dans laquelle il se portait garant des intentions bienveillantes de ses alliés. Mais le mouvement était donné, et ce n'était plus par des protestations qu'il était possible de l'arrêter. Lorsque les insurgés arrivèrent aux portes du château, la garde royale se réunit à eux et leur en livra toutes les issues. L'infortuné monarque, se voyant à la discrétion de ses sujets, espéra de conjurer l'orage par un sacrifice qui déchirait son cœur; une troisième proclamation annonça que *le roi donnait au prince de la Paix la démission de toutes ses fonctions, et qu'il se chargeait lui-même du commandement général des troupes...*

Cette concession ne satisfit pas la révolte, et l'on vit alors qu'elle avait un but plus criminel. Ferdinand, jusque là

calme, silencieux, et comme étranger aux mouvemens qui l'environnaient, n'hésita plus à se mettre à la tête de son parti. Charles IV abdiqua, le 19, en sa faveur; il n'exigea de son successeur, pour prix d'une couronne, que la promesse de protéger les jours de son favori. Cette condition fut remplie. Godoy, après avoir passé trente-six heures sous des nattes de paille, en proie à tous les tourmens de la faim et de la soif, contraint, par la nécessité, de quitter sa retraite, tomba entre les mains de la multitude rugissante, qui l'accabla de coups et d'outrages, et qui allait le massacrer impitoyablement lorsque Ferdinand vint l'arracher à ces furieux en prenant l'engagement de le livrer à la justice. Godoy fut enfermé au château de Villa-Viciosa, sous la garde du marquis de Castellar; la confiscation de tous ses biens signala l'avènement du nouveau pouvoir.

Sur ces entrefaites, le grand-duc de Berg s'approchait de Madrid. Il fit son entrée

dans cette ville le 23 mars. La présence de l'armée française n'y causa aucun trouble. Les Espagnols étaient en ce moment tout entiers au plaisir de leur triomphe sur un ennemi dont ils avaient si long-temps porté avec horreur le joug humiliant.

A peine arrivé, Murat reçut de la reine une lettre confidentielle, qui avait pour but de dénoncer la violence faite au roi, et surtout d'intéresser les Français au sort du *pauvre* prince de la Paix. De son côté, Charles IV avait rédigé une protestation secrète contre l'acte qui le dépouillait du trône; il n'attendait qu'une occasion pour la rendre publique. Certes, ce monarque était fondé à revenir sur une abdication arrachée au milieu des baïonnettes et des cris séditieux.

Murat fit passer à l'Empereur ces divers écrits avec le détail des événemens qui venaient de s'accomplir. Des circonstances extraordinaires exigeaient de nouveaux ordres; en attendant, il évita de

prendre parti entre le père et le fils ; il se renferma dans une prudente réserve. Napoléon ne tarda point à lui envoyer les instructions qui devaient régler sa conduite. Ces instructions montrent que l'Empereur avaient bien su apprécier le caractère espagnol et qu'il pressentait les conséquences d'une invasion nécessaire à sa politique. Nous ne pouvons passer sous silence ce document curieux.

29 mars 1808.

« Monsieur le grand-duc de Berg, je crains que vous ne me trompiez sur la situation de l'Espagne et que vous ne vous trompiez vous-même. L'affaire du 20 mars a singulièrement compliqué les événemens : je reste dans une grande perplexité.

» Ne croyez pas que vous attaquiez une nation désarmée et que vous n'ayez que des troupes à montrer pour soumettre l'Espagne. La révolution du 20 mars prouve

qu'il y a de l'énergie chez les Espagnols. Vous avez affaire à un peuple neuf, il aura tout le courage, il aura tout l'enthousiasme que l'on rencontre chez des hommes que n'ont point usés les passions politiques.

L'aristocratie et le clergé sont les maîtres de l'Espagne; s'ils craignent pour leurs priviléges et pour leur existence, ils feront contre nous des levées en masse *qui pourraient éterniser la guerre*. J'ai des partisans; si je me présente en conquérant, je n'en aurai plus.

» Le prince de la Paix est détesté, parce qu'on l'accuse d'avoir livré l'Espagne à la France; voilà le grief qui a servi à l'usurpation de Ferdinand : le parti populaire est le plus faible.

» Le prince des Asturies n'a aucune des qualités qui sont nécessaires au chef d'une nation; cela n'empêchera pas que pour nous l'opposer on n'en fasse un héros. Je ne veux pas que l'on use de violence envers les personnages de cette famille :

il n'est jamais utile de se rendre odieux et d'enflammer les haines. L'Espagne a plus de cent mille hommes sous les armes. C'est plus qu'il n'en faut pour soutenir avec avantage une guerre intérieure : divisés sur plusieurs points, ils peuvent servir de soulèvement total à la monarchie entière.

» Je vous présente l'ensemble des obstacles qui sont inévitables, il en est d'autres que vous sentirez : l'Angleterre ne laissera pas échapper cette occasion de multiplier nos embarras ; elle expédie journellement des avis aux forces qu'elle tient sur les côtes du Portugal et dans la Méditerranée : elle fait des enrôlemens de Siciliens et de Portugais.

» La famille royale n'ayant point quitté l'Espagne pour aller s'établir aux Indes, il n'y a qu'une révolution qui puisse changer l'état de ce pays : c'est peut-être celui de l'Europe qui y est le moins préparé ; les gens qui voient les vices monstrueux de ce gouvernement et l'anarchie qui a

pris la place de l'autorité légale, font le plus petit nombre : le plus grand nombre profite de ces vices et de cette anarchie.

» Dans l'intérêt de mon empire, je puis faire beaucoup de bien à l'Espagne : quels sont les meilleurs moyens à prendre ?

» Irai-je à Madrid ? Exercerai-je l'acte d'un grand protectorat en prononçant entre le père et le fils ? Il me semble difficile de faire régner Charles IV. Son gouvernement et son favori sont tellement dépopularisés qu'ils ne se soutiendraient pas trois mois. Ferdinand est l'ennemi de la France, c'est pour cela qu'on l'a fait roi. Le placer sur le trône sera servir les factions qui depuis vingt-cinq ans veulent l'anéantissement de la France. Une alliance de famille serait un faible lien : la reine Elisabeth et d'autres princesses françaises ont péri misérablement, lorsqu'on a pù les immoler impunément à d'autres vengeances. Je pense qu'il ne faut rien précipiter, qu'il convient de prendre conseil

des événemens qui vont suivre. Il faudra fortifier les corps d'armée qui se tiendront sur les frontières du Portugal et attendre.

» Je n'approuve pas le parti qu'a pris votre altesse impériale de s'emparer aussi précipitamment de Madrid; il fallait tenir l'armée à dix lieues de la capitale. Vous n'aviez pas l'assurance que le peuple et la magistrature allaient reconnaître Ferdinand sans contestations. Le prince de la Paix doit avoir dans les emplois publics des partisans; il y a d'ailleurs un attachement d'habitude au vieux roi, qui pourrait produire des résultats. Votre entrée à Madrid, en inquiétant les Espagnols, a puissamment servi Ferdinand. J'ai donné ordre à Savary d'aller auprès du vieux roi voir ce qui s'y passe : il se concertera avec votre altesse impériale. J'aviserai ultérieurement au parti qui sera à prendre; en attendant voici ce que je juge convenable de vous prescrire.

» *Vous ne m'engagerez à une entrevue*

en Espagne avec Ferdinand que si vous jugez la situation des choses telle que je doive le reconnaître comme roi d'Espagne. Vous userez de bons procédés envers le roi, la reine et le prince Godoy; vous exigerez pour eux et vous leur rendrez les mêmes honneurs qu'autrefois. Vous ferez en sorte que les Espagnols ne puissent pas soupçonner le parti que je prendrai : cela ne sera pas difficile, *je n'en sais rien moi-même.*

» Vous ferez entendre à la noblesse et au clergé que si la France doit intervenir dans les affaires d'Espagne, leurs priviléges et leurs immunités seront respectés. Vous leur direz que l'Empereur désire le perfectionnement des institutions politiques de l'Espagne, pour la mettre en rapport avec l'état de la civilisation de l'Europe, pour la soustraire au régime des favoris..... Vous direz aux magistrats et aux bourgeois des villes, aux gens éclairés, que l'Espagne a besoin de recréer la ma-

chine de son gouvernement, et qu'il lui faut des lois qui garantissent les citoyens de l'arbitraire et des usurpations de la féodalité, des institutions qui raniment l'industrie, l'agriculture et les arts; vous leur peindrez l'état de tranquillité et d'aisance dont jouit la France, malgré les guerres où elle s'est toujours engagée ; la splendeur de la religion, qui doit son établissement au concordat que j'ai signé avec le pape. Vous leur démontrerez les avantages qu'ils peuvent tirer d'une régénération politique. L'ordre et la paix dans l'intérieur, la considération et la puissance à l'extérieur : tel doit être l'esprit de vos discours et de vos écrits. Ne brusquez aucune démarche; je puis attendre à Bayonne, je puis passer les Pyrénées, et, me fortifiant vers le Portugal, aller conduire la guerre de ce côté.

» Je songerai à vos intérêts particuliers, n'y songez pas vous-même..... Le Portugal restera à ma disposition..... Qu'aucun pro-

jet personnel ne vous occupe et ne dirige votre conduite : cela me nuirait et vous nuirait encore plus qu'à moi.

» Vous allez trop vite dans vos instructions du 14 ; la marche que vous prescrivez au général Dupont est trop rapide, à cause de l'événement du 19 mars ; il y a des changemens à faire : vous donnerez de nouvelles dispositions, vous recevrez des instructions de mon ministre des affaires étrangères.

» J'ordonne que la discipline soit maintenue de la manière la plus sévère : point de grâces pour les plus petites fautes. L'on aura pour l'habitant les plus grands égards ; l'on respectera principalement les églises et les couvens.

» L'armée évitera toute rencontre, soit avec des corps de l'armée espagnole, soit avec des détachemens : il ne faut pas que, d'aucun côté, il soit brûlé une amorce.

» Laissez *Solano* dépasser Badajoz, faites-le observer ; donnez vous-même l'in-

dication des marches de mon armée, pour la tenir toujours à une distance de plusieurs lieues des corps espagnols : *Si la guerre s'allumait tout serait perdu.*

» C'est à la politique et aux négociations qu'ils appartient de décider des destinées de l'Espagne. Je vous recommande d'éviter des explications avec Solano, comme avec les autres généraux et les gouverneurs espagnols.

» Vous m'enverrez deux estafettes par jour ; en cas d'événemens majeurs, vous m'expédierez des officiers d'ordonnance : vous me renverrez sur-le-champ le chambellan de Tournon qui vous porte cette dépêche ; vous lui remettrez un rapport détaillé. Sur ce, etc.

» Napoléon. »

Peut-être, si Murat eût suivi fidèlement ces admirables instructions, les affaires de l'Espagne eussent pris une autre face ;

mais tant de circonspection n'allait pas au caractère impétueux de ce soldat, trop peu maître de son courage pour se contraindre long-temps.

FIN DU QUATRIÈME VOLUME.

TABLE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

FIN DE LA TABLE.

